

revue

SILENCE

Été 2022
n° 512 - 5,20 €

écologie
alternatives
non-violence



Coopératives : libérer le travail

Main basse sur les terres agricoles
Contre l'envahissement publicitaire



ET MAINTENANT, LA SÉCHERESSE



COP 15 À ABIDJAN, POUR UTÉR CONTRE LA DÉSERTIIFICATION



UKRAÏNE-RUSSIE : LA GUERRE VA DURER



USA : MALGRÉ LES TUERIES, LA LÉGISLATION SUR LES ARMES NE CHANGERA PAS



Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici les nouveaux venus du mois :

Hérault :

- **H&H boulangerie bio**, 9 rue des Tourterelles, 34800 Ceyras
- **Librairie La Cavale**, 24 rue de la Cavalerie, 34090 Montpellier

Maine-et-Loire :

- **Université Populaire du Saumurois**, 12 rue de la Tonnelle, 49400 Saumur

Campagne pour les 40 ans de *Silence* : quand l'écologie célèbre ses victoires !

En octobre 2022, *Silence* fête ses 40 ans ! Cet anniversaire est l'occasion pour *Silence* de lancer une grande campagne de communication, et ce dès juillet 2022. Avec un numéro spécial (en octobre) ainsi qu'une nouvelle affiche sur le thème des victoires de l'écologie. Pour donner de l'ampleur à cette campagne, nous avons besoin de vous !

Nous recherchons des personnes volontaires pour réaliser plusieurs missions, réalisables d'où que vous habitez, de 2h ou plus selon votre envie et votre disponibilité, par exemple :

- ♦ rechercher des adresses emails de groupes militants pour faire connaître la campagne ;
- ♦ organiser un petit événement près de chez vous (en lien avec une librairie indépendante, une association écolo locale, ou autre) ;
- ♦ tenir un stand pour soutenir la diffusion du numéro et de l'affiche (sur une foire bio, un marché près de chez vous, etc.) ;
- ♦ appeler ou rencontrer des librairies indépendantes, magasins bio ou lieux militants susceptibles d'être intéressé-es pour diffuser l'affiche en devenant dépositaire ;
- ♦ appeler ou rencontrer des associations près de chez vous pour leur faire connaître l'affiche et le numéro ;
- ♦ et bien plus encore !

Contactez Marion Bichet, chargée de communication et gestionnaire, par mail :

marion.bichet@revuesilence.net ou par téléphone au 04 78 39 55 33.

Elle vous donnera toutes les informations nécessaires.



Vos contacts écoféministes

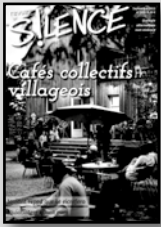
Vous connaissez des initiatives écoféministes ? Lieux, festivals, collectifs, rassemblements, réseaux, luttes, formations, etc. Toutes vos bonnes pistes sont les bienvenues car *Silence* est en train de mijoter quelques bons petits plats écoféministes et aimerait trouver quelques ingrédients à mettre dedans.

Contactez la rédaction à contact@revuesilence.net, par téléphone au 04 78 39 55 33, ou par courrier postal.

Erratum

Dans le numéro de mai 2022, n° 510, nous nous sommes trompé-es de commune pour la rencontre des *Amis de Silence* cet été ! Le hameau Moulin de Busseix, où elle se déroulera, se situe non pas sur la commune de Bussière-Galant mais sur la commune voisine de Ladignac-le-Long. L'endroit sera d'ailleurs fléché depuis les villages voisins...

Pour plus d'infos : <http://amies.revuesilence.net>



Prochain
numéro

Cafés collectifs villageois

Association Silence

9 rue Dumenge, BP 4215,
69241 Lyon Cedex 04

Tél.: 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet:
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

Dépositaires, stands et gestion:
Marion Bichet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h

Rédaction: Guillaume Gamblin et Martha
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été
arrêtées le 1^{er} juin 2022.

Éditeur: Association Silence
N° de commission paritaire: 0920 D 87026
N° ISSN: 0756-2640

Date de parution: 3^e trimestre 2022
Tirage: 4 100 ex.

Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot
Administrat-rices: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,
Pierre Lucarelli, Agnès Ploteny

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin

Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin,
Danièle Garet, Agnès Ploteny, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin

Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Patrice Bouveret,
Frédéric Burnel, Gwenael Delanoë, Monique Douillet,
Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Jean-Pierre
Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret,
Mimmo Pucciarelli, Pinar Selek, Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr)

Dessins: freepik, Lasserpe

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Isabelle
Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde
Rouchouse, Laurence Willemin

Photographes: Vincent Beaume, Bièristan, Anne-Sophie
Clemençon, Alexander Ehhalt, Rachida El Azzouzi /
Mediapart, Carla Garson, Lucas Pezeta - Pexels, pxhere.com,
Claire Ruffin, Fadel Senna, Sideways, Le village du Bel Air

Et pour ce n°: Michel Bernard, Floriane Biem, Clémence
Chan Tat Saw, Stéphen Kerckhove, Lucile Leclair, Maureen
Prisker, Hélène Petit

Chroniques de livres: Michel Bernard, Romain Degabriel,
Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Francis Vergier

Internet: Damien Bouveret, Victor Poichot

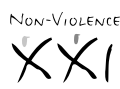
Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs aut-rices. Les
brèves sont des résumés des informations que l'on nous
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation. Illustrations: les photos et dessins
restent la propriété de leurs aut-rices.

Partenaires



Coordination Permanente
des
MEDIAS LIBRES



Dossier

Coopératives : libérer le travail

- 05 La Conquête du pain, résolument solidaire
- 08 Scop-Ti : le capitalisme n'est pas leur tasse de thé !
- 12 Le Grenade, un réseau d'entreprises autogérées
- 15 Les coopératives gagnent du terrain

Chroniques

- 18 40 ans dans
le rétro :
1994 :
Silence plus
énergique
que jamais



- 19 Enquête d'un autre monde :
Elektra : hackeuse, squatteuse
et philosophe
- 21 Chroniques terriennes :
Aux larmes, citoyen·nes
- 27 Solidarités sans frontières :
En Andalousie,
les saisonnières s'organisent

Brèves

- 18 Alternatives
- 20 Climat
- 21 Agriculture
- 22 Environnement
- 23 Féminismes
- 24 Énergie
- 25 Nucléaire
- 25 Transports
- 26 Paix et Non-Violence
- 26 Santé
- 27 Nord-Sud

- 27 Annonces
- 28 Agenda
- 41 Courriers
- 42 Livres



Articles

- 30 Anti-pub
Paysages de France : contre
l'envahissement publicitaire



- 36 Société
Faire la sieste à l'heure
du productivisme
- 38 Agriculture
Main basse industrielle
sur les terres
- 48 Photographies
Pour la vie



- 34 Vaucluse
Pour la défense
de la Zone à patates

Travailler mieux pour vivre mieux

Le monde du travail est devenu synonyme de compétition entre les entreprises, d'un rapport de prédation à la société et au monde vivant. La perte de sens, le sentiment de ne pas avoir les moyens de faire son travail du fait d'effectifs comprimés, la souffrance qui en résulte sont devenues tristement banales.

Mais ce tableau ne correspond qu'à une version, la pire d'entre elles, de ce que peut être le travail en tant qu'activité productrice de biens ou de services. Il est temps de rompre avec l'imaginaire du travail comme activité antisociale et de renouer le fil d'une tradition ancienne qui en fait un haut lieu d'expérimentation démocratique au service du bien commun.

Dans les structures coopératives qui sont présentées dans ce dossier, on explore d'autres modèles et d'autres rapports au travail, à la société, au vivant.

Ici, on ne distribue pas de dividendes, on ne travaille pas pour des actionnaires.

Selon les lieux, on expérimente une diminution choisie du temps de travail, une réduction des écarts salariaux, des modes d'exercice du pouvoir horizontaux ou autogérés, des formes d'entraide à l'intérieur comme avec l'extérieur, une attention à ne pas détruire le vivant. Le sens et la qualité du travail en sont transformés.

Autant d'expériences concrètes qui permettent dès aujourd'hui de transformer les vies et l'économie, en attendant de muter vers un monde où le travail ne soit plus nécessairement lié à un salaire, à la survie monétaire et à l'échange marchand.

Guillaume Gamblin



La Conquête du pain, résolument solidaire

Autogérée, cette boulangerie bio de Montreuil a mis en place un tarif social, donne ses invendus, participe à la vie associative locale et soutient les Zapatistes.



La boulangerie vue de l'extérieur semble tout à fait normale...

La Conquête du pain est une boulangerie installée dans un quartier résidentiel de Montreuil, à l'écart des rues commerçantes. Lorsque nous y arrivons en fin de matinée, l'ambiance est assez tranquille et nous discutons avec Virginie, qui est au comptoir. Elle est dans le collectif depuis 2018. Nous avons le temps de visiter l'atelier de boulangerie, au sous-sol, où Matthieu travaille une nouvelle fournée de pains et où Delhi prépare des pâtisseries. Matthieu est là depuis 2013. Toutefois, vers midi, l'ambiance change rapidement : de plus en plus de gens arrivent et la queue commence à s'étendre sur le trottoir. Outre du pain, la boulangerie propose des menus avec sandwiches, plats préparés, pâtisseries, etc. Et manifestement, c'est bon !

On pourrait presque croire que l'on est dans une boulangerie de quartier classique. Ce n'est pourtant pas du tout le cas. Il suffit de lever le nez pour lire

sur la façade : "Boulangerie bio autogérée", de se rappeler que *La Conquête du pain* est le titre d'un livre de l'anarchiste Pierre Kropotkine et de regarder les portraits affichés au-dessus des présentoirs : les grands et grandes révolutionnaires de l'histoire (Karl Marx, Michel Bakounine, Rosa Luxemburg, Angela Davis...). Plus culturel : le petit personnage que l'on voit à côté du nom sur la façade est Gavroche, repris du tableau de Delacroix *La Liberté guidant le peuple*. Le titi parisien lève le poing serré autour d'une baguette. Enfin, la poignée de la porte d'entrée a la forme du A cerclé anarchiste.

Autogestion

Cette boulangerie a été créée sous forme de société coopérative ouvrière de production (Scop) en septembre 2010. Le projet a été lancé au début de la même année par deux militants, Thomas, du réseau antifasciste No

Fiche d'identité

Localisation : Montreuil
(Seine-Saint-Denis, à l'est de Paris)
Création : 2010
Statut : Scop
Surface du foncier : environ 100 m²
Chiffre d'affaires 2020 : 498 500 €
Nombre de salarié-es : 9 CDI
+ deux personnes en formation

Pasarán et Pierre, de la *Fédération anarchiste*. Il s'agissait de créer une entreprise en cohérence avec les idées du communisme libertaire, c'est-à-dire avec un fonctionnement collectif non autoritaire. "L'autogestion est très théorisée dans les milieux libertaires mais rarement mise en pratique. On voulait expérimenter un truc dont on parlait régulièrement, voir les problèmes posés par le système politique de remplacement [...] et s'en servir comme appui aux luttes."

L'idée s'est inspirée de l'expérience de la *Fraternelle*, une boulangerie coopérative parisienne qui a fonctionné de 1904 à 1990.

La coopérative regroupait quatre personnes en 2010. Aujourd'hui il y a neuf salarié-es et deux personnes en formation qui touchent toutes le même salaire. Au départ, celui-ci était de 1 500 euros net, puis il a été décidé de le baisser à 1 350 euros pour pouvoir embaucher une personne de plus. Chacun-e dispose d'une voix lors des assemblées générales qui se tiennent toutes les deux semaines, le mardi après-midi. Autant que possible, les décisions se prennent à l'unanimité. La délégation de pouvoir se fait sur "mandat impératif", c'est-à-dire qu'une

personne peut avoir une activité spécialisée avec l'aval du collectif, qui peut remettre cette délégation en cause à tout moment.

Ces mandats sont plus réalistes que des tâches tournantes : pour avoir une production de qualité, il faut quand même maîtriser des savoirs, et tout le monde n'a pas les mêmes talents. *"L'égalité dans le travail, dans le pouvoir et dans l'argent n'est pas toujours facile à réaliser face aux différences de compétences et d'investissement. La pénibilité du travail et le sexisme règnent dans l'artisanat boulanger."* Quatre des salarié·es ont suivi une formation de boulanger.

À travail égal, salaire égal... mais comment comparer le travail des boulangères qui commencent à 7 h le matin, des personnes en boutique qui doivent rester debout tout le temps, des livreur·ses dont les horaires sont très fluctuants ? C'est là un sujet de débat récurrent.

Autre thème de discussion : comment conserver un prix social quand on subit les variations rapides du prix des

fournitures ? Par exemple, en novembre 2019, la farine a augmenté de 10 % d'un coup.

Les échanges se poursuivent pour savoir comment avoir un salaire un peu plus élevé sans renoncer aux engagements militants, sans trop grossir, dans des locaux déjà trop petits.

Solidarités

La boulangerie est ouverte du mardi au samedi. Le pain est issu de farine biologique locale (produite en Seine-et-Marne). L'atelier comprend un pétrin mécanique et un four électrique. La production est de 2, 5 tonnes de pain par semaine. Il y a quinze sortes de pains (tous bio), cinq viennoiseries (au beurre non bio), un peu de pâtisserie. Les sandwiches portent des noms évocateurs : Louise Michel (chèvre, crème de poivron), Marx (jambon, emmental), Kropotkine (crème de poivron, saucisson, roquette), les menus sont soit "Bolchevique" soit "Communard". Outre le passage de 200 à 300 personnes par jour, la boulangerie fournit également quelques collectivités

(crèches, lycée), une dizaine de restaurants, une dizaine d'Amap de Seine-Saint-Denis,... Deux personnes gèrent les livraisons.

Les prix affichés sont un peu plus bas que ceux des boulangeries voisines. Mais en plus, depuis 2012, sur simple demande et sans avoir à se justifier, on peut bénéficier du tarif social : une remise d'environ 25 %. À l'inverse, pour les client·es qui le peuvent, il est possible de payer double tarif et de laisser une "baguette suspendue" pour les personnes en difficulté.

Le soir, ce qui n'a pas été vendu est offert avant la fermeture, ce qui fait le bonheur de quelques squats, d'associations d'aide aux migrant·es et aux sans-logis.

En 2012, la boulangerie figurait parmi les organisations qui ont lancé la "foire à l'autogestion" à l'occasion des 30 ans du lycée autogéré de Paris (1).

1. Lycée autogéré de Paris, 393, rue de Vaugirard, 75015 Paris, tél : 01 42 50 39 46, <https://www.l-a-p.org/> Voir reportage photo dans *Silence* n° 427, octobre 2014.



Delhi, l'une des pâtissières.



Virginie sert au comptoir et n'hésite pas à lancer des débats politiques.



Sur le mur derrière le comptoir, une série de portraits de révolutionnaires : Rosa Luxemburg, Angela Davis, Friedrich Engels, Karl Marx...

En 2016, l'équipe s'est rendu compte qu'elle n'avait pas mis d'argent de côté pour renouveler l'outil de travail. Cela a rendu difficile la situation financière après la panne définitive de l'un des fours. Une partie de l'équipe s'est désinvestie à ce moment-là, et le local a même été mis en vente pendant deux mois. Heureusement, la solidarité a alors fonctionné dans l'autre sens : les Montreuillois-es se sont mobilisé-es pour lever les fonds nécessaires (35 000 euros). Et de nouvelles personnes sont arrivées.

En 2020, la crise sanitaire du Covid a été une épreuve pour l'équipe et un autre renouvellement a eu lieu. Seules trois personnes sur dix ont poursuivi l'expérience.

Il y a un fort attachement à la cause zapatiste. Dans une autre vie, Virginie a été anthropologue et a travaillé au Mexique, dans la région du Chiapas. Elle relaie ici cette lutte et à l'automne 2021 : la boulangerie a accueilli une délégation de zapatistes partis à la conquête de l'Europe. À droite en entrant dans la boulangerie, on trouve un petit coin "zapatiste", avec un peu d'artisanat, une bibliothèque, des tracts, des affiches de différentes luttes et du café offert gratuitement en dégustation.



Matthieu, l'un des boulangers.

L'équipe trouve encore le temps de s'investir dans la vie de quartier en participant à des fêtes, des repas collectifs, en fournissant du pain à des travailleu-ses en grève...

L'autogestion en pratique, avec ses difficultés et ses joies, permet d'appliquer nos idées sur le terrain. Le pain est une base importante pour la solidarité et l'aide au développement d'autres alternatives. ♦

➔ Adresse

- ♦ La Conquête du pain, 47, rue de la Beaune, 93100 Montreuil, tél. : 01 83 74 62 35

➔ Pour aller plus loin

- ♦ "Travailler moins, et si on essayait ?", *Silence*, n° 453, février 2017
- ♦ "Coopératives, question de taille", *Silence*, n° 444, avril 2016
- ♦ "Autogérons les coop' alimentaires !", *Silence*, n° 470, septembre 2018

➤ Texte : **Michel Bernard**

➤ Photos : **Anne-Sophie Clemençon**



Scop-Ti : le capitalisme n'est pas leur tasse de thé !

À Gémenos, à 20 km à l'est de Marseille, la société coopérative Scop-Ti a repris en 2014, en autogestion, l'usine d'Unilever de conditionnement de thés et tisanes. C'est le résultat d'une longue lutte sociale, aujourd'hui couronnée de succès.

Fiche d'identité

Localisation : Gémenos,
6 400 habitant·es (Bouches-du-Rhône)

Création : 2014

Statut : SCOP-SA

Surface du foncier : 12 000 m²

Chiffre d'affaires 2020 : 4,2 millions d'€

Nombre de salarié·es : 39

Gérard Cazorla nous fait visiter l'usine et nous résume la lutte et le fonctionnement actuel. Cet ancien

responsable de la CGT a été l'un des leaders de la lutte puis le premier président de la société coopérative, avant de prendre sa retraite. Il travaillait dans l'usine depuis 1981. Il est toujours actif sur place, notamment pour accueillir les médias. Il faut se rendre compte de l'importance de l'usine : elle occupe plus de 12 000 m², avec une immense salle de conditionnement équipée de différentes machines plus ou moins automatisées, un entrepôt de stockage des matières premières (de gros sacs contenant différentes plantes aromatiques), un autre pour les produits finis prêts

à être livrés, avec plusieurs quais de chargement de camions, un troisième, enfin, pour les stocks de conditionnements : emballages carton, étiquettes, films, palettes... Au-dessus de la salle de conditionnement se trouvent les bureaux administratifs, les vestiaires, les salles de réunions. À l'extérieur, un petit bâtiment indépendant accueille un magasin de vente au détail.

Une activité économique rentable

L'usine de conditionnement de thés et tisanes a été créée à Marseille en 1892. Elle prend le nom de *Société des thés de l'éléphant* en 1927. Elle est rachetée en 1975 par la multinationale Unilever, qui conserve la marque *Éléphant*. La société devient alors *Fralib* (*Française d'alimentation et de boissons*). En 1989, l'usine déménage à Gémenos et opère une automatisation des machines. Un plan de licenciement supprime ainsi la moitié des 150 emplois. "Alors qu'il y avait 70 % de femmes, la mécanisation en a fait partir beaucoup : il n'en reste que 20 % actuellement". L'usine s'agrandit encore après la fermeture d'une usine *Lipton* au Havre : 52 familles traversent la France pour rejoindre l'usine de Gémenos. Les effectifs grimpent alors à 260 salarié·es avant de repartir à la baisse. En 2003, la firme décide de supprimer les arômes naturels. "Les ouvriers protestent contre ce glissement vers le chimique qui supprime des savoir-faire spécifiques." En 2008, 40 personnes sont licenciées. Le 28 septembre 2010, Unilever annonce le projet de fermer l'usine, qui compte



Le magasin situé à l'entrée de l'usine est tenu par des bénévoles et vend les différents thés, mais aussi du matériel de soutien car la lutte continue.



Gérard Cazorla, ancien syndicaliste, nous explique le fonctionnement des machines, avec ici un rouleau d'étiquettes.

alors 182 emplois, pour la délocaliser en Pologne et augmenter ses profits. Une intersyndicale CGT et CFE-CGC se met en place et proteste, car l'usine est bénéficiaire. Les syndicats organisent la surveillance et, plus tard, l'occupation de l'usine. La CGT publie alors des chiffres montrant que la course au profit se fait sur le dos des salarié-es : "En 1990, le salaire moyen était à 40 % au-dessus du SMIC. En 2010, il n'est plus qu'à 3 %... alors qu'en 20 ans, la productivité a été multipliée par deux. Entre 1982 et 2010, on est passé de sept personnes par machine à une seule personne pour trois machines." Le syndicat calcule également la part du salaire dans le produit fini : pour une boîte de thé ou de tisane vendue en moyenne à 2,30 €, le coût salarial n'est que de 0,17 €.

1 336 jours d'occupation d'usine

"Le 3 janvier 2011, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, l'intersyndicale présente un projet alternatif qui fait le constat suivant : les outils ne peuvent fonctionner qu'avec les ouvriers, ceux-ci sont capables d'entretenir les machines même sans hiérarchie : il est possible de gérer soi-même l'usine." Le souhait de reprendre les arômes naturels s'exprime, ce qui suppose le retour de machines spécifiques. Il existe une possibilité de développement dans les produits biologiques, en lien avec les productions locales. On peut inventer une forme juridique nouvelle (il n'est pas encore question de Scop). La marque *Éléphant* est née ici, elle doit rester ici. La réaction de la direction est très négative : elle rejette la possibilité de passer

l'usine en coopérative, alors que l'idée fait son chemin au sein de l'intersyndicale. Celle-ci milite pour montrer que l'usine est rentable et, en parallèle, une lutte s'engage contre les "plans de sauvegarde de l'emploi" au niveau des tribunaux. Afin de visibiliser la lutte, des délégués prennent contact avec les politiques pour les faire venir sur place.

Les salarié-es comprennent vite qu'il faut sortir du conflit social local pour en faire un cas d'école, et commencent à mener des actions un peu partout pour apparaître dans les médias nationaux. Ce battage conduit François Hollande, futur candidat à l'élection présidentielle, à se rendre sur place le 22 août 2011. Il participera aussi à un meeting de soutien à Paris en février 2012. D'autres politiques viennent en visite : Arnaud Montebourg, Benoît Hamon...

Pour rendre leur lutte populaire, les syndicats adoptent la même méthode que pour la lutte des *Lip* dans les années 1970 (1) : ils continuent à faire tourner les machines, vendent des tisanes dans les réseaux militants et se paient ainsi un minimum. "Cette production militante nous a permis de découvrir qu'il y avait des brevets sur des techniques liées aux machines. Cela a été important lors des négociations pour la reprise ensuite de l'usine."

Unilever ne voulant pas remettre en cause sa décision, l'intersyndicale propose de reprendre l'usine pour 1 euro symbolique, de rester en sous-traitance de la multinationale et de conserver la marque *Éléphant*. Les syndicats, soutenus par leurs structures juridiques, gagnent à trois reprises devant les tribunaux et obtiennent l'annulation des plans sociaux. Après une troisième annulation, en février 2013, Unilever lance une quatrième procédure, tout en ouvrant en parallèle des négociations, tenues secrètes, avec l'intersyndicale. Cinq

1. En avril 1973, quand la fabrique de montres *Lip*, à Besançon, dépose le bilan, 480 emplois sont menacés. L'usine est occupée, un stock de 25 000 montres est caché à l'extérieur. Les ouvriers continuent de fabriquer des montres qui sont vendues par le biais de réseaux militants. D'août 1973 à février 1974, les gardes mobiles occupent l'usine. Des grèves de soutien ont lieu dans les usines voisines et, le 29 septembre 1973, une marche réunit environ 100 000 personnes à Besançon. Le 11 mars 1974, après des négociations gérées par le Premier ministre, l'usine recommence à fonctionner sous une forme autogestionnaire. Mais l'expérience s'arrête trois ans plus tard, faute de pouvoir rembourser le passif initial. Différentes tentatives de reprise de la marque auront lieu, jusqu'à un dernier dépôt de bilan en 1990.



Une bénévole qui tient la boutique.

réunions ont lieu à l'extérieur de l'usine et Unilever accepte pour la première fois de discuter du projet de coopérative.

Victoire

En mai 2014, après 1 336 jours d'occupation (trois ans et huit mois), un accord est finalement trouvé : Unilever conserve la marque, cède l'usine et les machines pour 1 euro et finance la création d'une société coopérative et participative : Scop-Ti. La valeur de l'outil industriel est alors estimée à sept millions d'euros, et l'aide au démarrage consistera à verser 2,85 millions, de quoi permettre à l'usine de redémarrer en refaisant des stocks. En septembre 2012, le ministre Arnaud Montebourg demande à la communauté urbaine de Marseille de racheter les locaux alors loués à une société civile immobilière par Unilever. Cela sera fait pour un montant de 5,3 millions d'euros.

Au fil du temps, des salarié-es sont parti-es, soit en acceptant individuellement les indemnités proposées par Unilever (60 000 euros en 2011, plus

30 000 euros obtenus en 2012 grâce aux recours juridiques), soit en ayant atteint ou étant proche de l'âge de la retraite (la moyenne d'âge était élevée car la firme n'embauchait plus depuis longtemps). Soixante-seize salarié-es sont allé-es jusqu'au bout et, finalement, 58 personnes ont investi 177 000 euros provenant de leurs indemnités de licenciement. Quarante-six sont alors salarié-es (les douze autres à la retraite).

L'expérience de l'autogestion

Pour bien comprendre comment fonctionne une coopérative, l'intersyndicale a fait venir des expert-es des syndicats et des avocat-es, puis organisé des visites d'autres sites (2).

"La structure comprend une assemblée générale, où sont notamment déterminés les salaires et l'organisation du travail, un conseil d'administration de 11 personnes chargé de mettre en

pratique les décisions de l'assemblée générale, et un comité de pilotage qui gère les décisions journalières, ce dernier étant composé d'un président, d'un directeur général et d'un directeur délégué."

De longues discussions ont permis de trouver une solution concernant les salaires : *"Les catégories initiales sont conservées, mais le salaire est le même pour tout le monde au sein de chaque catégorie, ce qui respecte la convention collective."* L'échelle des salaires va de 1 600 à 2 000 euros net par mois (soit un coefficient de seulement 1,3). Le principe du 13^e mois a été suspendu, le temps de renouer avec les bénéficiaires. Le temps de travail, 35 heures par semaine, a été annualisé : en été, on vend moins de tisanes. Cela a conduit à avoir deux équipes en hiver et une seule en été. L'été, l'usine ne fonctionne que le matin, ce qui évite la chaleur parfois étouffante dans les locaux l'après-midi.

Les arômes naturels sont réintroduits dans la production et une nouvelle gamme de produits mise sur l'agriculture biologique : ce sera la marque 1336. Pendant la lutte, des contacts ont été pris avec des syndicats agricoles et il semble possible de relancer la filière du tilleul dans le nord du Vaucluse et le sud de la Drôme. Alors que la production était de 400 à 500 tonnes par an dans les années 1980, la production a chuté à moins de 15 tonnes dans les années 2000 : les tilleuls sont toujours là, mais les fleurs ne sont plus cueillies, faute de débouchés. Depuis, une dizaine de productrices de tilleul ont pu redévelopper leur activité. Au fil du temps, d'autres plantes locales sont achetées en quantité pour élargir la gamme de tisanes biologiques avec des regroupements de productrices comme l'*Herbier du Diois* ou *Elixens* (3). Fin 2017, l'entreprise propose sept thés bios équitables et 19 infusions bios aux arômes 100 % naturels.

Retour aux bénéficiaires

L'usine recommence à fonctionner en octobre 2015. Tous les salarié-es s'étant inscrit-es à Pôle Emploi, la prolongation de leurs indemnités en 2016 est négociée. Des contacts sont pris avec les chaînes de supermarchés pour

2. En particulier chez Ceralap, à Saint-Vallier (Drôme) où une coopérative a repris la production de céramiques industrielles après un dépôt de bilan en 2004.

3. *Herbier du Diois*, 26410 Châtillon-en-Diois, tél. : 04 75 21 25 77, <https://www.herbier-du-diois.com> et *Elixens*, SICA Bio-Plantes, Pôle Bio, 150, avenue de Judée, 26400 Eurre, tél. : 04 75 46 44 68.



L'un des hangars où se trouvent les machines outils.



La salle de stockage avec à gauche les sacs de plantes séchées, au fond les produits conditionnés en palettes.

y être référencé, certaines signant des contrats pour réaliser le conditionnement de leur marque distributeur chez Scop-Ti. Ce travail est le plus souvent invisible, malgré les demandes de Scop-Ti de mentionner leur travail sur l'emballage.

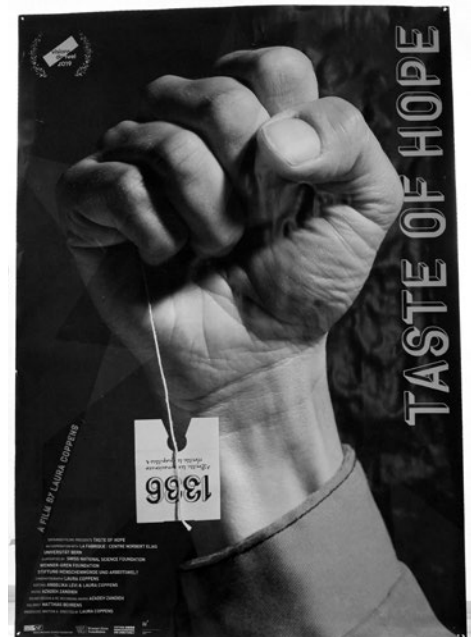
"La productivité, par rapport à l'ancien rythme d'Unilever, a fortement baissé, mais cela n'a pas beaucoup d'importance."

Les premières années sont lourdement déficitaires : jusqu'à 100 000 euros par mois en 2017. Si les salarié-es ont récupéré l'outil de travail, l'ancienne clientèle leur échappe : la marque *Éléphant* est toujours vendue... mais elle provient d'une usine polonaise du groupe *Unilever*. Une association de soutien voit le jour pour maintenir les ventes militantes : *Fraliberthé* (4). En 2017, *Scop-Ti* lance un appel à financement participatif pour reconstituer sa trésorerie, ce qui lui permet de lever 700 000 euros.

D'année en année, le déficit diminue et le chiffre d'affaires augmente (5)... Enfin, en 2020, pour la première fois, le résultat est positif. *Scop-Ti* produit environ 10 % de ce que produisait *Unilever*, ce qui fait que de nombreuses machines sont sous-employées. Vingt-quatre anciennes machines, qui ne sont plus aux normes françaises, ont même été mises en vente.

Du fait de ces difficultés financières, en 2021, il ne reste que 39 salarié-es. Sept départs à la retraite n'ont pas été remplacés jusqu'au 1^{er} juin 2020 où, pour la première fois, une personne a été embauchée, la première à n'avoir pas participé à l'occupation de l'usine. Cette embauche symbolique marque la pérennisation de l'entreprise autogérée. ♦

5. Chiffre d'affaires 2015 : 0,65 M d'euros ;
2016 : 1,3 M d'euros ; 2017 : 3 M d'euros ;
2018 : 3,8 M d'euros ; 2019 : 4 M d'euros ;
2020 : 4,2 M d'euros.



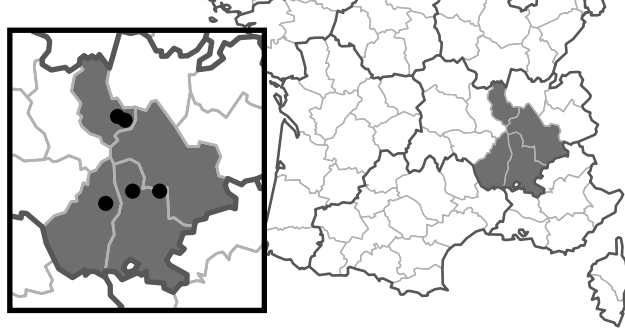
Affiche d'un film réalisé sur la lutte pour la reprise de l'usine.

➔ Adresse

♦ **Scop Ti**, ZA de la Plaine de Jouques,
500 avenue du Pic-de-Bretagne, 13420 Gémenos,
tél. : 04 42 32 53 00, contact@scop-ti.com

4. <https://fraliberthe.fr/>

➤ Texte et photos : **Clémence Chan Tat Saw**



Le Grenade, un réseau d'entreprises autogérées

Le Grenade regroupe six structures autogérées qui partagent savoir-faire et compétences pour se développer mutuellement. Au-delà de ses valeurs d'écologie, d'artisanat et de démocratie, le collectif place au cœur de son projet la solidarité entre ses membres et l'horizontalité dans le travail.



Fiche d'identité

Les six entreprises membres du Grenade et leurs dates de naissance :

2010 : *Le Court-circuit*, bar-restaurant (Lyon)

2015 : *Bieristan*, bar-restaurant spécialisé dans la bière artisanale et locale (Villeurbanne)

2019 : *La Goupille*, menuiserie (Romans-sur-Isère, Isère)

2020 : *La Machine*, brasserie artisanale (Saint-Laurent-en-Royans, Drôme)

2021 : *Magma Terra*, bar-restaurant (Romans-sur-Isère, Isère)

2021 : *L'Auberge de Boffres*, bar-restaurant, épicerie et lieu collaboratif (Ardèche)

Les différentes entreprises qui constituent le réseau du Grenade ont été montées suivant le modèle de la Société coopérative de production (Scop) : elles appartiennent à leurs salarié-es et sont autogérées. En 2016, les salarié-es du *Court-circuit* et du *Bieristan* s'organisent en association pour mutualiser les prestations d'accompagnement (comptabilité, suivi financier, formations, etc.) : c'est la naissance du *Groupe d'entreprises alternatives en développement (Grenade)*. En 2018, l'association se transforme en Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) pour mieux correspondre au projet. Aujourd'hui, le collectif compte plus d'une cinquantaine de salarié-es dans les différentes

entreprises membres, une trentaine d'"ancien-nes" (ancien-nes associé-es des Scop), cinq "facilitat-rices" (salarié-es du Grenade), ainsi que des entreprises partenaires comme l'épicerie *De l'autre côté de la rue* (1), à Lyon.

L'artisanat, valoriser les savoir-faire

Toutes les structures mettent en pratique un savoir-faire artisanal particulier (cuisine, menuiserie, brasserie,

etc.). Les échanges de savoir-faire sont encouragés au sein du réseau. Ainsi, la menuiserie *La Goupille* a participé à l'agencement de *L'Auberge de Boffres* en réutilisant des anciennes portes du bâtiment pour construire le comptoir du bar. Les artisanats extérieurs au réseau ne sont pas en reste. Les différents lieux organisent aussi des concerts et proposent à des artistes qui partagent leurs valeurs d'exposer leurs œuvres.

En cuisine, l'accent est mis sur le respect des produits, la saisonnalité et l'approvisionnement en agriculture biologique ou paysanne. Au *Court-circuit*, la carte change toutes les deux semaines. Pour Laurie, cuisinière et responsable

1. *De l'autre côté de la rue*, l'une des premières épiceries généralistes lyonnaises à s'approvisionner en circuit court, est elle-même née du bar autogéré *De l'autre côté du pont*, auquel nous avons dédié un reportage (*Silence*, n° 356, avril 2008, p. 40).

des ressources humaines, c'est un plaisir de "regarder les mercuriales (2) des producteurs et de faire les menus en fonction de ce qu'ils ont dans leurs champs !"

Des démarches écologiques

L'écologie dans ces structures semble évidente : "On ne se pose même plus la question, c'est ancré dans le quotidien", affirme Diane, serveuse et responsable de la comptabilité au *Court-circuit*. Les structures souscrivent à *Énercoop* et sont soutenues par *La Nef*. Les bars restaurants limitent le gaspillage alimentaire en produisant du compost et en valorisant les restes, entre autres (3). Ceux de la région lyonnaise s'appuient beaucoup sur l'épicerie *De l'autre côté de la rue*, qui propose de les fournir en demi-gros, mais ils s'approvisionnent aussi directement auprès des productrices. "Il y a tellement de brasseries artisanales autour de Lyon que ce n'est pas compliqué de se fournir localement" explique Clotilde, ancienne du *Bieristan* et aujourd'hui facilitatrice. *A contrario*, le vin servi dans les différentes structures n'est pas nécessairement local, car c'est "un produit attaché à un terroir" reconnaît-elle.

La démocratie au travail, être "maître de son outil de travail"

Pour mettre en œuvre la "gouvernance démocratique" de la SCIC, toutes les six semaines, un·e représentant·e de chaque Scop, des ancien·es et de l'épicerie ainsi que les facilitatrices se retrouvent lors d'un comité d'appui et d'orientation. Ces réunions ont pour objectif de recueillir l'avis de chaque structure sur l'avancée du *Grenade* mais, selon Clotilde, c'est aussi le moment "de prendre des nouvelles de chaque Scop, de savoir comment ça va moralement et économiquement". L'ensemble des associé·es se retrouve également pendant l'assemblée générale annuelle, au cours de laquelle a lieu l'élection des co-gérant·es du *Grenade*, tous les deux ans. Le *Grenade* favorise l'élection sans candidat afin "d'élire des personnes qui n'ont pas fait de promotion pour elles-mêmes". Cependant,

cette volonté est rendue plus difficile par la croissance du réseau et l'espace géographique des projets portés.

À l'échelle des entreprises, c'est l'autogestion qui est le cœur du projet du *Grenade*. Ainsi, chaque structure de la SCIC est gérée par ses associé·es, qui sont synonymes au *Grenade* de salarié·es. Dès son arrivée, chaque salarié·e participe aux prises de décision de l'entreprise. Au bout d'un an, il lui est proposé de devenir associé·e : au *Bieristan*, il est possible soit d'investir 3 000 euros, soit d'être prélevé·e d'environ 50 euros par mois sur son salaire jusqu'à atteindre cette somme (4). Chaque associé·e d'une Scop peut devenir associé·e du *Grenade* et donc participer aux prises de décision à cette échelle.



La terrasse intérieure du Bieristan.

La solidarité au travail, "remettre l'humain au centre"

Le fonctionnement du *Grenade* vise à réhumaniser le secteur de la restauration, qui est un milieu jugé violent. La plupart des bars restaurants du réseau ne pratiquent pas la coupure en journée pour les cuisinièr·es (5), l'idée étant que le "travail salarié ne soit pas trop impactant sur la vie personnelle". Les associé·es du *Bieristan* ont aussi décidé de mettre en place des congés

menstruels (6), et les congés paternité sont pensés de la même manière que les congés maternité.

Le *Court-circuit* a développé une réelle attention à l'aspect social de sa structure du fait de sa situation géographique. Le bar-restaurant est implanté dans un quartier avec beaucoup de brassage social : universités à proximité, populations issues de l'immigration, gentrification. Pour Sarah, cuisinière au *Court-circuit* et chargée des ressources humaines, le lieu est fort de "son rapport au quartier, aux habitués". Il y a, à ses yeux, une volonté de "parler à tout le monde" en maintenant au menu un plat carné, à côté du plat végétarien et du plat végétalien, toujours le moins cher.

En dix ans d'existence, les prix ont peu augmenté et, s'il faut procéder

à une augmentation, c'est l'équipe entière qui en fait le choix. Sarah explique qu'ils et elles se demandent toujours : "Est-ce que nous, on serait prêts à mettre ce prix ?" Le restaurant est à peine rentable (7) parce qu'il y a une vraie volonté de proposer des produits de qualité à des prix décents. Pour les associé·es, "la rentabilité sociale est plus importante que la rentabilité financière" : ce qui importe, c'est de créer du lien avec le quartier, de proposer du travail et d'apprendre ensemble. Enfin, le *Court-circuit* fait partie des

2. Liste des produits qui seront prêts au moment de la prochaine livraison, variable avec les saisons.

3. Les associé·es du *Bieristan* ont également fait le choix de ne jamais servir d'avocat (produit importé dont la culture nécessite beaucoup d'eau) ni de poisson (afin de lutter contre la surpêche).

4. Au *Court-circuit*, la part minimale est de 20 euros et il n'y a aucune somme minimum pour être associé·e.

5. À *Magma Terra*, les associé·es ont décidé ensemble de pratiquer les coupures en journée car c'était plus simple pour elles et eux.

6. Congés en raison de règles douloureuses ou d'endométriose.

7. L'activité "bar" du lieu permet d'équilibrer ses recettes.



Bieristan



Bieristan

lieux adhérant au réseau *Le Carillon*, qui propose à des personnes précaires d'avoir accès des services de première nécessité (8). Le lieu met à disposition ses toilettes et encourage les consommations suspendues (on peut prépayer une consommation qui sera servie plus tard à une personne dans le besoin). Il offre également deux tickets-repas par mois à l'association, qui les redistribue ensuite à ses bénéficiaires. Pour Clément, serveur et chargé de la comptabilité au *Court-circuit*, "c'est de la responsabilité de chacun de savoir ce qui se vit et se passe dans le quartier, de savoir qui dort dehors".

Se former, former, travailler en réseau

Dans les entreprises du *Grenade*, tout le monde est polyvalent : gestion, commandes, ressources humaines, programmation culturelle ou encore communication sont réparties entre les associé·es. Dans chaque structure

se tient une réunion hebdomadaire pour prendre les décisions de manière collective, mais des sous-commissions, appelées "vies" (9), sont également mises en place pour alléger ces réunions. Ainsi, dès son arrivée dans une Scop, l'associé·e rejoint une "vie" où il ou elle développe d'autres compétences. Pour Clotilde, "c'est parfois difficile d'accepter de ne pas tout gérer mais c'est ça aussi, le collectif : faire confiance aux collègues". Beaucoup ne viennent pas de la restauration, "on apprend sur le tas, on s'autoforme et on forme les autres" explique Laurie.

Le *Grenade* centre son projet autour de l'idée de l'entraide afin de "faire bénéficier le réseau de toute l'expérience

des structures". Les facilitat·rices du collectif "ne sont pas au-dessus de nous, mais sont là pour nous aider" explique Sarah. Chacun·e est spécialisé·e dans un domaine et peut ainsi répondre aux problématiques des entreprises. Diane, chargée de comptabilité au *Court-circuit*, explique qu'elle a le *Grenade* au téléphone plusieurs fois par semaine pour obtenir des réponses à ses questions et continuer d'apprendre. Chaque structure est aussi personnellement accompagnée par un·e facilitateur·ice.

Les Scop sont très liées : mutualiser une livraison, valoriser le travail d'une autre entreprise, échanger ses compétences et réussites, c'est comme ça que "les projets se nourrissent entre eux", selon Clément.

La solidarité entre les entreprises s'illustre aussi lors de la création de nouveaux projets. Le *Grenade* encourage la création de projets, qui doivent être portés par un·e ancien·ne d'une Scop, pour assurer la pérennité des valeurs du *Grenade* et "essaimer l'autogestion". Très souvent, le nouveau projet peut être accompagné par le *Grenade* grâce à la contribution financière des entreprises membres : "Sur le modèle de la sécurité sociale, chaque Scop cotise pour un objectif commun", explique Clotilde. Le *Bieristan* et le *Court-circuit* ont pu apporter des garanties auprès de la banque lors de la création du projet de l'*Auberge de Boffres*. Le réseau est cependant confronté à de nouvelles problématiques du fait de son développement. L'étalement géographique rend plus difficile les contacts humains entre associé·es. Or, pour Laurie, "le contact, c'est un peu notre force". ♦

➤ Contacts

- ♦ **Le Grenade**, www.le-grenade.fr
- ♦ **Le Bieristan**, 14 rue Paul-Lafargue, 69100 Villeurbanne, tél. : 09 83 69 11 05, www.bieristan.fr
- ♦ **Le Court-circuit**, 13 rue Jangot, 69007 Lyon, tél. : 09 54 36 61 29, www.le-court-circuit.fr
- ♦ **Magma Terra**, 10-12 place Maurice-Faure, 26100 Romans-sur-Isère, tél. : 09 83 00 82 75
- ♦ **La Goupille**, 16 côte Jacquemart, 26100 Romans-sur-Isère, tél. : 06 59 20 96 52, www.lagoupille.fr
- ♦ **La Machine**, 177 route de Saint-Jean, 26190 Saint-Laurent-en-Royans, tél. : 04 75 24 88 98, <https://la-machine-brasserie.fr>
- ♦ **L'Auberge de Boffres**, 21 rue des Fontaines, 07440 Boffres, tél. : 06 03 95 77 43, www.aubergedeboffres.fr

8. *Le Carillon*, association *La Cloche*, réseau de commerçants solidaires, <https://lacloche.org>

9. Le *Bieristan* et le *Court-circuit* comptent trois vies principales. La "vie produit" s'occupe des commandes, de la carte, des prix. La "vie lieu" organise la programmation culturelle, anticipe les travaux ou les besoins d'aménagement. Enfin, la "vie salariale" gère les plannings, les congés et les recrutements. Au *Bieristan*, il existe aussi une "vie des bières" qui s'occupe spécifiquement des approvisionnements des bières.

➤ Propos recueillis par : **Guillaume Gamblin**

Michel Lulek a travaillé durant 20 ans à Ambiance bois. Depuis 15 ans, il travaille dans la Scop La Navette et est membre du comité de pilotage des éditions Repas. Il est l'auteur de Scions... travaillait autrement ? Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré (Repas, 2003).

Les coopératives gagnent du terrain

Quelle est la vitalité du mouvement coopératif et des aspirations à "travailler autrement" ? Quels sont les pratiques et les cadres juridiques qui permettent à la solidarité et à l'autogestion de s'épanouir au mieux dans une entreprise ? Les réponses sont plurielles, estime Michel Lulek, acteur du milieu des coopératives depuis longtemps.

Silence : Les initiatives qui essaient de travailler autrement en s'émancipant en partie des contraintes capitalistes liées à la hiérarchie, à la propriété des moyens de production, au profit, etc., ne datent pas d'hier, avec le mouvement coopératif notamment. Pensez-vous que cette aspiration à travailler autrement gagne du terrain aujourd'hui ?

Michel Lulek : Elle gagne du terrain... mais reste néanmoins marginale. Prenons quelques chiffres. En France, le mouvement des Scop regroupe aujourd'hui 3 611 coopératives et représente près de 67 200 salarié·es. Il n'y en avait que 2 165 il y a dix ans, représentant alors 43 360 salarié·es. Une progression de 67 % en nombre et de 55 % en effectif, en dix ans ! Rien qu'en 2020, il y a eu 4 000 emplois supplémentaires, dont 1 400 liés à la création de 203 Scop ou SCIC dans l'année. Ces statuts sont donc en forte expansion. D'un autre côté, 67 200 salarié·es, ça ne représente que 0,33 % des quelque 20 millions de salarié·es du privé en France... c'est-à-dire pas beaucoup !

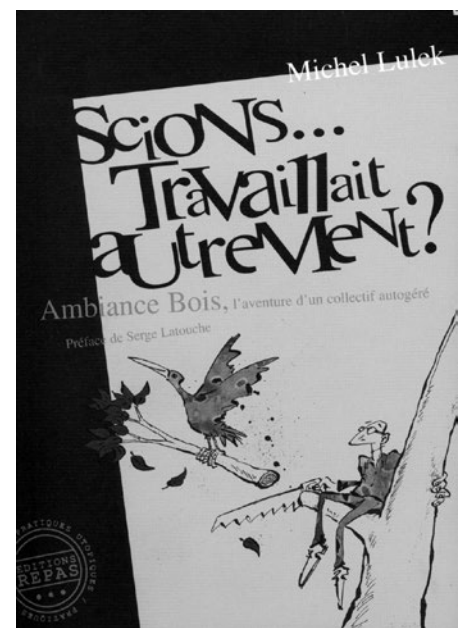
Néanmoins, l'aspiration à travailler autrement ne se traduit pas par l'adoption de tel ou tel statut mais, plus souvent, dans les pratiques réelles. Si on interroge les jeunes Scop qui se créent aujourd'hui, souvent de petite taille (pour 2020 la moyenne des créations tourne à 7 salarié·es), on constate qu'elles mettent en avant des valeurs et des pratiques résolument

critiques vis-à-vis des formes de travail traditionnelles.

Quelques exemples : en 2014, trois jeunes géologues créent leur bureau d'études. Pourquoi en Scop ? "Je ne voulais pas être dans une relation patron-salarié et je voulais qu'on soit plusieurs à mener la barque." Et ils travaillent à 80 %, "afin d'avoir du temps pour les enfants et la famille". En 2007, un bureau d'études en écologie aquatique de près de 90 salarié·es se transforme en Scop à l'initiative de son fondateur : "Être patron ne m'allait pas du tout !" résume-il. Trois interprètes spécialisées en langue des signes créent leur Scop en 2017 : "Nous ne voulions pas de lien hiérarchique entre nous dans la prise de décisions."

"Le sens au travail s'affirme comme une priorité"

Les créations actuelles de coopératives sont très souvent liées à des préoccupations de cet ordre : qualité de vie au travail, partage des responsabilités, mais aussi souci à terme de transmettre facilement l'entreprise à d'autres, volonté d'agir ensemble, et refus du primat exclusif donné au travail et à l'économie, surtout lorsque celui-ci apparaît à l'origine de beaucoup de nos maux sociaux ou environnementaux. Un responsable d'une fédération de coopératives de commerçant·es (qui n'a rien d'alternatif) m'a confié que la crise sanitaire avait accentué ce genre d'exigence : "Cela se voit dans le



recrutement de nos collaborateurs. Il y a une forte demande de qualité des conditions de travail, qui se traduit parfois par des exigences peu compatibles avec le commerce de détail (ne pas travailler le samedi, avoir des horaires moins contraignants, apprécier le télétravail, etc.)." Et oui, travailler plus, la start-up nation, la compétition, le boulot comme lieu privilégié de l'épanouissement personnel, etc. sont loin d'être partagés par tous et toutes !

Quelques autres indices : parmi les jeunes âgé·es de 18 à 24 ans, un sondage de 2020 nous apprend qu'ils et elles sont 45 % à se déclarer intéressé·es par l'économie sociale et solidaire pour



Le compagnonnage annuel du réseau Repas permet à de jeunes adultes de se former aux pratiques d'autogestion via un parcours de plusieurs mois qui alterne des immersions dans les coopératives du réseau et des moments de formation et de réflexion collective.

lancer leur propre activité, et 59 % pour y travailler. Des chiffres en hausse d'une année sur l'autre, et qui sont d'autant plus élevés que les questionné-es sont jeunes. "Malgré la crise, le sens du travail s'affirme comme une priorité pour cette génération", commentent les auteurs du sondage. Et combien de jeunes, après un bac + 5, décident de tout lâcher pour devenir boulangère, menuisière ou maraîchère ?

"Un mouvement de société à bas bruit"

De même, le développement des coopératives d'activité et d'emploi (CAE) dans lesquelles des entrepreneurs individuels se réunissent pour développer leur propre activité dans le cadre sécurisé d'une Scop ou d'une SCIC dont ils et elles sont salarié-es, apparaît comme une réponse à l'autoentrepreneuriat précarisé. La création de Scops de livreur-ses à vélo est clairement une alternative à l'ubérisation de ce genre de métiers. On observe aussi la position d'un certain nombre de militant-es qui ne se satisfont pas du seul combat politique ou syndical, et qui veulent agir concrètement, pour elles et eux, pour leurs proches, avec leurs ami-es, sans pour autant délaisser la lutte politique, mais en l'adossant à une activité économique qui ne soit pas complètement déconnectée de ce pour quoi ils et elles continuent à militer. Bref, oui, il y a sans conteste un mouvement de société à bas bruit qui va dans ce sens et qu'on perçoit de manière plus nette à l'échelle de microterritoires ruraux ou urbains.

Notre dossier présente plusieurs entreprises qui ont fait le choix de travailler autrement, de manière autogérée notamment, via des trajectoires diverses. L'autogestion est-elle le dénominateur commun des manières de travailler "alternatives" ?

À chacun-e d'employer les mots qu'il ou elle souhaite. Ce qui est riche dans ces initiatives, c'est leur inventivité, leur créativité, leurs trouvailles, leur liberté ou les modalités d'organisation qu'elles mettent en place. Là, on va gérer très horizontalement, ici on choisit l'égalité salariale (ou on réduit l'échelle des salaires), ailleurs on se donnera la possibilité de respirer sur des périodes longues comme dans cette Scop de 16 salarié-es en couverture-zinguerie où l'on travaille sur 4 jours (quatre fois 9 heures), avec un temps de travail très ouvert et adaptable aux besoins des salarié-es (1). Là, on va fonctionner de manière très informelle et collégiale, ailleurs on se structurera davantage. Pour que ça marche, il faut que les choses soient décidées au plus près par les personnes qui sont concernées. Donc, forcément, ça a à voir avec l'autogestion et l'autonomie (2).

1. Entre celui ou celle qui travaille 15 jours puis s'arrête autant et celui ou celle qui fait un chantier de trois mois et va faire autre chose les trois mois suivants.
2. Cela nécessite la bonne maîtrise et la connaissance des tenants et aboutissants de l'ensemble des paramètres de l'entreprise, le dialogue, la discussion et la définition claire et exprimée des priorités de l'entreprise.

Attention aux fausses alternatives

Quelles sont les nouvelles évolutions et contraintes, liées à l'économie actuelle, avec lesquelles il faut composer davantage qu'il y a quelques années ou décennies pour s'en émanciper ?

Parmi les évolutions récentes qui contribuent à rendre difficile la réalisation de véritables alternatives, je vois trois points d'attention. D'abord, la confusion : tout mélanger pour embrouiller le sens même des mots. Les "entreprises à mission" ou la "raison d'être" des entreprises, notions introduites par la loi Pacte de 2019 dans le code du commerce et le code civil, nous font croire que les grandes entreprises sont devenues et peuvent devenir (sérieusement) responsables... Le secrétariat d'État de l'économie sociale et solidaire, confié en 2020 à Olivia Grégoire, s'intitule "Secrétariat de l'économie sociale, solidaire et responsable", diluant l'identité "ESS" dans un gloubi-boulga unanimiste où le monde de l'entreprise est envisagé comme relevant de l'intérêt général...

Second point d'attention : la croyance au numérique et au digital comme avenir d'une économie vertueuse et démocratique, au nom du discours déjà ancien sur le partage des connaissances. Il y a là un piège évident, ce qui ne doit pas nous empêcher d'agir sur ce secteur pour en maîtriser les enjeux, mais avec prudence et sans naïveté.

Troisième point (qui n'est pas sans lien avec le second) : la question des libertés qu'on a pour agir aujourd'hui dans la société. Beaucoup d'initiatives pour "travailler autrement" font, par exemple, le choix d'un statut associatif. Or, on assiste depuis plusieurs années à un renforcement des atteintes aux libertés associatives, dont l'une des dernières manifestations est l'obligation de signer un "contrat d'engagement républicain" depuis le 1^{er} janvier 2022 si l'on veut recevoir une aide publique, engager un-e jeune en service civique ou bénéficier d'un agrément... Cela n'empêche pas d'agir, mais fait partie d'un ensemble de dispositifs qui visent à contraindre de plus en plus tout espace de liberté et de création et à empêcher toute parole ou initiative qui n'irait pas dans le sens de la glorification de

l'économie et de la technologie comme réponses aux problèmes écologiques ou sociaux.

Les structures administratives actuelles (Scop, Gaec, SCIC, association...) vous semblent-elles faciliter ou bloquer la volonté de s'organiser en dehors du système et de la subvertir ? Peut-on rester dans l'alternative avec, par exemple, des collèges institutionnels dans les SCIC ?

Les structures que vous citez sont en effet celles que privilégient les personnes qui construisent collectivement des alternatives. Non qu'elles soient des structures idéales mais, tout simplement, parce que ce sont les plus proches des valeurs de ces démarches. *"À partir du moment où on croise les objectifs sociaux et les modalités collectives, on rencontre forcément les coopératives"* explique par exemple Jérémy Brémaud, cofondateur de la Scop Ellyx, agence d'innovation sociale dans laquelle la gérance est tournante. Mais si statut ne vaut pas vertu, le statut n'est jamais totalement une bride. On

peut toujours faire "mieux". Si aucun statut ne prévoit un fonctionnement autogestionnaire, on peut néanmoins en instituer un, réel (et non illégal) derrière le fonctionnement légal.

La créativité avant tout

Ainsi, contrairement aux associations dont la gouvernance est libre, où l'on peut ne pas avoir de président par exemple, dans les autres formes d'entreprendre, il faut forcément un-e dirigeant-e nominative : gérant-e, PDG, etc. Qu'à cela ne tienne : dans telle Scop, on tire au sort le gérant, dans telle autre on nomme tout le monde co-gérant-es ! Évidemment, ce genre de pratique n'est pas très courant mais le statut juridique n'est jamais l'obstacle principal, même s'il faut parfois prendre quelques libertés avec le droit... sans pour autant le crier sur tous les toits.

Même la présence de collectivités au sein des SCIC n'empêche pas forcément d'agir. D'autant que les collectivités qui s'engagent dans de tels projets le font en général à cause de l'intérêt collectif

qu'ils représentent. Et on a tout intérêt, en se méfiant certes de l'instrumentalisation ou de la récupération, à établir avec des communes, voire des communautés de communes, des complicités ou des alliances locales. Dans le cas particulier des SCIC, le principe coopératif "un-e associé-e = une voix" ne donne pas plus de pouvoir à la collectivité qu'aux salarié-es ou aux bénéficiaires qui sont eux et elles aussi, forcément, associé-es. Non, les obstacles principaux ne sont vraiment pas là. ♦

➔ Adresse

- ♦ **Éditions Repas**, 4, allée Séverine, 26000 Valence, tél. : 04 75 42 67 45, <http://editionsrepas.free.fr>
- ♦ **Ambiance bois**, 23340 Faux-la-Montagne, tél. : 05 55 67 94 06, www.ambiance-bois.com
- ♦ **La Navette**, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne, tél. 05 55 64 49 93, www.les-scop.coop



Ambiance Bois, coopérative dans le Limousin.

1994

Silence plus énergique que jamais

Face à la finance internationale, au nucléaire, aux pollutions par les métaux lourds, faut-il choisir entre écologie sociale et écologie profonde ?

L'énergie de l'espoir

Alors que la revue rentre dans sa 12^e année, les *Européens contre Superphénix* lancent une vaste campagne et une marche, de Malville à Paris, est organisée pendant 5 semaines (9 avril au 8 mai) par Michel Bernard et André Larivière contre le redémarrage de la centrale nucléaire de Superphénix. Des cartes postales-pétitions, des affiches sont diffusées un peu partout. Maloin, administrateur de *Silence*, est embauché pour assurer la diffusion de ce matériel sur la marche. *Silence* consacre quatre dossiers à l'énergie : dans le n° 175 de mars, sur l'éolien, l'édito annonce que pour la première fois en Europe, la puissance installée en éolien a dépassé celle installée en nucléaire. Dans le n° 176, un dossier est réalisé sur Superphénix pour annoncer la marche. Dans les numéros 181 et 182 de septembre et octobre, un gros dossier montre le potentiel des renouvelables pour les pays du Sud. Nous diffusons également une BD, *Le nucléaire détrôné*, dont nous publions des extraits en feuilleton depuis le printemps.

Écologie sociale ou écologie profonde ?

Le n° 177, de mai, présente le livre *Quelle écologie radicale*, co-édité avec les *Ateliers de création libertaire*, la traduction d'un débat qui a eu lieu trois ans plus tôt aux États-Unis entre Murray Bookchin (écologie sociale) et Dave Foreman (écologie profonde). *Silence* donne la parole à deux fidèles de la revue : Alain-Claude Galtié (libertaire, proche de l'écologie sociale) et Jacques Grinevald (philosophe, plus



sensible à l'écologie profonde). De fait, cette distinction entre deux approches se maintient avec le temps. Alors qu'aux États-Unis, l'écologie profonde correspond à un militantisme de terrain (*Earth first*), en Europe, cela reste plus théorique.

Des articles et des livres

L'année est aussi marquée par une série d'articles sur les dangers des métaux lourds rédigés par André Picot, écotoxicologue. Le n° 174, de février, présente une étude sur l'alternative ferroviaire possible en vallée d'Aspe, réalisée par l'association *Bulle Bleue*. Cette étude est reprise sous forme d'un tiré à part de 12 pages de la revue qui sera largement diffusé par *Bulle Bleue*.

Dans plusieurs numéros sont encartés des dépliants d'*Ecoropa* qui mène campagne contre le manque de démocratie dans la finance internationale (GATT, FMI, Banque mondiale). Cela s'accompagne d'un dossier

dans le n° 184 de décembre.

On peut relever quelques brèves cette année sur les luttes des employé-es de *MacDo*. Cela va prendre de l'ampleur dans les années qui suivent (une page dans le n° 206, été 1996) et déboucher sur une nouvelle grosse campagne de *Silence* en 1998.

En 1992, à Montréal, se sont lancées les éditions *Écosociété*. Pour être diffusées en Europe, elles prennent contact avec *Silence*. Nous faisons connaissance avec Serge Mongeau, l'initiateur de cette maison d'édition, de passage en France. La revue commence la diffusion de certains de leurs livres. Quatre premiers ouvrages apparaissent dans le n° 181 de septembre : *Pour un pays sans armée*, *Pour que demain soit, L'écologie ou la sagesse de la nature*, *Deux roues : un avenir*.

Michel Bernard

Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue *Silence*, année après année.

Médias

♦ **L'Âge de faire**, n° 173, mai 2022, "Balance ton Smartphone", 2,50 €, *L'âge de faire*, 17 avenue Balard, 04600 Château-Arnoux-Saint-Auban. Un dossier salutaire qui rappelle qu'à l'heure actuelle, 84 % des Français-es possèdent un Smartphone, et qu'il serait grand temps de faire marche arrière. Le smartphone nous rend plus accrocs qu'une cigarette ou un verre. Une addiction qui, outre les dégâts au niveau de notre santé, constitue un désastre écologique et humain, et offre un outil rêvé pour une surveillance généralisée. Les raisons ne se comptent plus pour abandonner le Smartphone : saurez-vous en lister quelques-unes ?



♦ **Les Utopiques - Cahier de Réflexion**, n° 19, printemps 2022, "Pouvoirs, politique, mouvement social", éd. Syllepse, 2022, 232 p. Ce numéro s'intéresse plus particulièrement à l'histoire du syndicalisme, dont les liens qui unissaient certains syndicats avec des partis politiques, l'exemple le plus connu étant la "dépendance" de la CGT envers le PCF. De la Charte d'Amiens à l'arrivée au pouvoir des



socialistes, les revirements, les scissions, les regroupements et les évolutions furent nombreuses. Ce numéro de la revue est principalement rédigé par des syndicalistes, de *Sud Solidaire* pour la plupart.

♦ **Politis**, n°1705, du 12 au 18 mai 2022, "Faire payer les militants. L'autre arme de la répression", 3,90 €, *Politis*, 12 rue du Cap-Vert 21800 Quetigny. Un numéro de l'hebdomadaire qui documente une répression souvent invisible : la répression financière. Certains policiers abusent des poursuites contre des militant-es ou des manifestant-es pour outrage, rébellion et violence. Dommages et intérêts disproportionnés, pour des opérations non-violentes ou enquêtes qui déplaisent, ONG et lanceur-ses d'alerte subissent des amendes disproportionnées. Le numéro contient aussi un bel entretien avec l'écrivaine Annie Ernaux.



Enquête d'un autre monde



"Je fais partie de l'ancienne génération de hackers. La nouvelle est née avec les ordinateurs. Ils connaissent l'informatique, la programmation mais pas l'électronique. Moi, c'est l'inverse."

Elektra : hackeuse, squatteuse et philosophe

À Berlin, un beau jour de printemps. Dans une manifestation pour la protection des données sur internet, une femme aux longs cheveux blancs est allongée sur un vélo bardé de panneaux solaires. Sa pancarte contient un boîtier wifi qui permet, en se connectant, de télécharger son livre, appelé *Sérénité*. Cette femme, c'est Elektra, membre de l'une des organisations de hackers les plus influentes d'Europe : le *Chaos Computer Club*. "Je fais partie de l'ancienne génération de hackers, celle qui a connu l'électronique avant l'informatique".

En 2004, elle initie un projet de réseau internet libre et décentralisé basé sur des relais wifi locaux : le *Mesh Potato*. Ce sont des boîtiers qui se connectent les uns aux autres pour créer un réseau. En Occident, le développement des connexions internet rend l'utilité marginale, mais les pays dits "du Sud" peinent à obtenir des services à des coûts abordables. L'engouement est immédiat. Elektra est invitée autour du globe pour présenter sa technologie et former à son utilisation. Un premier réseau se met en place en Afrique du Sud.

Habiter léger au cœur de la ville

Elektra vit dans un *Wagenplatz* en plein cœur de Berlin. Un *Wagenplatz*, c'est une parcelle non bétonnée où sont installés de multiples habitats légers. Dans celui où elle habite, on trouve une "boîte à dons", des repas à prix libre, des projections de films, etc. Bien qu'elle habite en ville, ce mode de vie lui permet de se sentir en lien avec les éléments, la flore, les saisons. Elle est actrice de son environnement, répare elle-même son camion, produit sa propre

électricité, etc. Être confrontée à cet environnement rustique, elle ne le considère pas comme une contrainte, mais au contraire comme un lien avec l'essentiel et, en même temps, un symbole de sa liberté.

Quand elle n'agit pas dans le monde numérique ou ne s'investit pas dans la vie locale, elle aime partager un message qui lui tient à cœur : sa philosophie de vie... la sérénité.

Trouver son chemin vers la sérénité

Le principe est relativement simple : il s'agit d'être soi-même. Mais pour y parvenir, il faut prendre conscience que nous nous manipulons nous-même. Nos proches, notre entourage social, les médias : tout cela regroupé tend à nous imposer une manière de vivre, d'être, d'agir. Inconsciemment, nous nous adaptons à ce que l'on attend de nous. Nous ne nous rendons pas compte que cette voix que nous avons dans la tête n'est pas notre propre pensée, mais une pensée que nous nous imposons. Selon Elektra, se libérer de ces manipulations inconscientes procure un état de sérénité.

La sérénité est un mot que l'on retrouve dans de nombreuses philosophies depuis la nuit des temps : des religions animistes au bouddhisme jusqu'au spiritualités actuelles. Elektra présente son message avec les mots qui lui sont propres, en supprimant toute notion de religieux. "Si tout le monde adoptait ce comportement, cessait d'écouter cette voix que nous avons dans la tête, le monde serait bien plus beau, bien plus simple".

Hélène Petit

Reportage issu du livre *Enquête d'un autre monde*, Hélène Petit et Benoît Cassegrain, éd. Ulmer, 2021, 196 p., 22 €



Dordogne

La pelle aux idées

L'association *La Pelle aux Idées* a été créée en 2017 à Sarlat pour faire connaître les assos locales et faire ensemble. En 2019, un tiers-lieu est ouvert et accueille un café associatif, une salle de réunions (pour cours, formations, projections, etc.), un espace de travail partagé, etc. Depuis, la vie foisonne. Le lundi, on peut y croiser la chorale, les cours s'enchaînent pendant la semaine, que ce soit la couture, le français ou la musicothérapie. Certains mercredis, on peut y croiser *La Barak'café*, café des enfants itinérant dans le Périgord noir.

♦ *La Pelle aux idées*, 77 Avenue de Selves, 24200 Sarlat-la-Canéda, lapelleauxidees@gmail.com

ALTERNATIVES

Morbihan

Le village du Bel Air

Le village du Bel Air est un lieu de vie ouvert sur le monde, ayant une vocation d'autonomie. Une société civile immobilière, liée à deux associations, est gérée en gouvernance partagée. 8 personnes cohabitent avec une vingtaine d'animaux sur un terrain d'une quinzaine d'hectares, deux maisons communes accueillent les repas et les activités collectives, tandis que yourtes, dôme géodésique, cabane et caravanes fournissent des habitats légers. Au quotidien, les tâches varient entre le potager, le forêt-jardin en permaculture ou la cueillette sauvage, la cuisine collective, mais aussi l'accueil et la transmission de cette expérience d'éco-village. La gouvernance partagée, la gestion émotionnelle et relationnelle des conflits sont importantes pour faire vivre le lieu.

♦ Le village du Bel Air, Priziac, 56320 Village du Bel-Air, contact@villagedubelair.org, <https://villagedubelair.org>



Le village du Bel Air



Le village du Bel Air



Le village du Bel Air

Les SCIC ont vingt ans

Le statut de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) a été créé en 2001. Aujourd'hui, il en existe un peu plus de 1 000 employant 9 000 salariés. Certaines sont connues comme *Enercoop*, fournisseur d'électricité sans nucléaire, ou encore *Railcoop* qui veut profiter de l'ouverture à la concurrence pour rouvrir des lignes abandonnées par la SNCF. À la différence des autres coopératives, la SCIC dispose de plusieurs catégories de sociétaires : les salariés, les bénéficiaires et des collectivités locales, d'autres entreprises... S'il y a toujours une logique de coopération entre les différents partenaires, la question de la démocratie interne est souvent moins présente que dans une SCOP, Société coopérative de production. Toutes les SCIC ne présentent cependant pas une démarche alternative : le club de football de Bastia est passé en SCIC en 2019. (source : Maxime Quijoux, auteur de *Adieux au patronat*).

Belgique

Less Beton

Less Beton organise des chantiers participatifs afin de débâtir l'espace public (du petit interstice au gigantesque parking, en passant par les ronds points, places ou encore les parties élargies des trottoirs). En mettant la main à la pioche collectivement, les habitants d'un quartier se rencontrent, partagent leur regard sur l'environnement et sur la ville. L'association travaille aussi avec des écoles qui souhaitent végétaliser leurs abords, et des animations scientifiques en lien avec le climat s'organisent en 2022.

♦ Less Beton, rue André Hennebicq, 43 - 1060 Bruxelles, Belgique, tél : 0486 21 37 64, <http://www.lessbeton.be>

CLIMAT

Stabilisation de la population française ?

Les scénarios énergétiques actuellement débattus pour 2050, s'appuient sur des projections de l'INSEE, qui prévoit qu'en 2050 la population française serait de 68,1 millions d'habitants contre 67,4 aujourd'hui. S'il est vrai que la courbe des naissances est à la baisse depuis 2014, l'INSEE sous-estime les conséquences du réchauffement climatique : on peut prévoir que le nombre de réfugiés climatiques ne va faire qu'augmenter. À moins de se placer dans l'hypothèse d'une Europe forteresse qui fermerait ses frontières, ce que l'on n'ose imaginer, ou dans l'hypothèse qu'il y aurait autant de personnes qui quitteraient l'Hexagone pour aller plus au nord qu'il n'en arrive du sud.

Orages de plus en plus nordiques !

Les orages résultent de la rencontre d'une masse d'air chaud (proche du sol) et d'une masse d'air froid (en altitude). Ils sont donc fréquents sous nos latitudes... mais deviennent de plus en plus rares quand on se déplace vers l'Arctique, car il fait en général trop froid pour obtenir une telle réaction. Or en 2021, il y a eu 7 278 éclairs comptabilisés au nord du 80e parallèle... soit plus que le total des 8 huit années précédentes. Selon les climatologues, cela s'explique par le réchauffement rapide au niveau du sol et l'augmentation de l'humidité.

L'Arctique est la région du monde qui connaît le réchauffement le plus rapide.

CLIMAT : UN ÉNIÈME RAPPORT CATASTROPHIQUE DU GIEC



LASSERRE.

Chroniques terriennes

Aux larmes, citoyen·nes

Il y a 5 ans s'en est allé un petit paysan, cueilli dans la fleur de l'âge par un gendarme transformé pour l'occasion en cow-boy du dimanche. La rosée n'en finit plus de pleurer.

Un paysan, pas un exploitant agricole

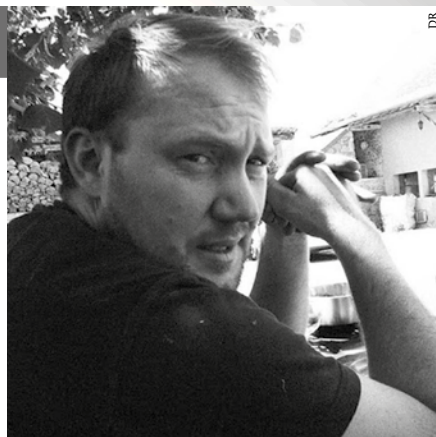
Un paysan qui ne supportait plus ce monde kafkaïen d'une agriculture productiviste faite de normes, de paperasseries et de traçabilités. Bureaucratie édictée par un monde fou et standardisé, supposé rassurer un consommateur apeuré et répondre aux crises alimentaires co-produites par cette même bureaucratie.

Un paysan ivre de liberté qui ne pouvait concevoir son métier comme une accumulation de chiffres et de *reporting*, refusant avec l'énergie du désespoir de vivre son métier comme une addition de standards et protocoles.

Un paysan épris d'espaces et amoureux de la nature, s'étant promis de ne jamais renoncer à ce pourquoi il avait embrassé ce noble métier d'éleveur, de paysan, peut-être d'agriculteur, mais jamais d'exploitant agricole. Car on exploite la terre le jour où l'on est exploité soi-même, par une banque, une coopérative ou une grande surface !

Devenir un ennemi à abattre

Puis un jour, un service départemental vétérinaire, se cachant derrière un acronyme



supposé lui donner force de loi, est entré, comme par effraction, sur sa ferme afin d'y faire régner l'ordre. Ou plutôt l'orthodoxie, l'hygiénisme. Se sont suivies les injonctions d'usage, puis le harcèlement rappelant à qui l'aurait oublié que le productivisme agricole peut être fort avec les faibles mais toujours laxiste avec les puissants.

Fermes-usines, pesticides, OGM, engrais, algues vertes, antibiotiques ou malbouffe se répandent mais l'ennemi à abattre, c'est le petit paysan, celui qui préfère consacrer son temps précieux à conduire son troupeau, préserver ses haies et zones humides. Le "céréale killer" peut dormir sur ses deux oreilles, l'administration sait ce qu'elle doit chercher et ce qu'elle ne doit surtout pas trouver.

Un exemple.

Cinq trous dans le dos

Ce petit paysan récalcitrant devait plier. Dans un mariage de déraison, l'ordre et l'arbitraire se sont unis pour le pire, mêlant harcèlement administratif et mise en scène grotesque. Gendarmes, pompiers, vétérinaires, déploiement hors de propos de

moyens visant à impressionner le petit paysan. Qui n'a pas rompu. Et a préféré fuir, un jour de mai, lassé de tant de sollicitudes administratives.

S'est ensuivie une chasse à l'homme. Le petit paysan s'est caché. Dans sa voiture. Puis, au petit matin, dénoncé par des gens bien comme il faut, des hommes formés à la guerre ont plaidé la légitime défense. Un "gendrame" a mis fin à la vie d'un petit paysan. Le dormeur du val n'a plus deux trous rouges au côté droit mais cinq : dans le dos. Sans doute une légitime défense en marche arrière...

Il s'en est allé, assassiné. Cinq ans après ce drame, l'affaire est en passe d'être classée. Dans le silence honteux d'une administration qui a fait taire un empêcheur de polluer en rond, un petit paysan s'est fait broyer.

Jérôme Laronze était mon voisin. "Était", cet imparfait qui n'a pas voulu de ce monde putride et l'a payé de sa vie.

Stéphane Kerkchove

◆ Association Justice et Vérité pour Jérôme Laronze, BP 10 229, 71 106 Chalon-sur-Saône Cedex, comite-jerome-laronze@riseup.net

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourelenvironnement.org.

Lancement de Passerelles Paysannes

Début mars 2022, la plateforme *Passerelles Paysannes* a été lancée. Pensée par les organisations SOL (*Alternatives Agroécologiques et Solidaires*) et *Terre de liens*, avec les réseaux CIVAM, FADEAR et CREFAD, cette plateforme propose des ressources aux personnes qui souhaitent s'installer en agriculture soutenable. Sous la forme d'une carte, chacun·e peut trouver des lieux où se former, construire un projet agricole, et le tester. De la simple idée au projet concret, toutes les étapes de l'installation ont leur accompagnement propre. Aujourd'hui, en moyenne, 30 % des personnes qui lancent une exploitation sont des personnes non-issues du monde agricole (NIMA) : il y a une volonté d'accompagner au mieux ces différents parcours et de plonger ces personnes dans le monde agricole. Le programme organise également un accompagnement afin de se former à travers des stages en immersion, encadrés par un·e paysan·ne tutrice. En mettant en avant la diversité des parcours et des accompagnements, *Passerelles Paysannes* entend montrer "l'importance d'assurer la transmission des savoirs-faires paysans" et lutter contre le déclin des agricultures.

◆ *Passerelles Paysannes* : passerellespaysannes.fr. SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires, 20 rue de Rochechouart 75009 Paris, www.sol-asso.fr

Normandie

L'Alterfixe : l'installation agricole en collectif

Comment remplacer la moitié des agricultures qui vont partir à la retraite d'ici 2030 ? À l'échelle du bocage ornaï (Normandie), le projet *Alterfixe* cherche à installer des personnes, en particulier néorurales, porteuses de projets collectifs, pour reprendre et diversifier les activités des exploitations. Dans le bocage ornaï 200 fermes laitières bio doivent trouver reprenneuses d'ici 5 ans. Cet été, l'*Alterfixe* propose un temps de découverte de 3 semaines, du 30 juillet au 21 août, sur des chantiers collectifs et autour d'ateliers permettant des échanges entre porteuses de projet et agricultures.

◆ Contact : Léa Gelb, tél. : 06 24 45 32 45, alterfixe61@gmail.com, <https://alterfixe.fr>

Dijon

Quartier libre des Lentillères : construire et défendre la Zone d'Écologies Communale



Anne-Sophie Clemenceau

Dans le même temps, elle s'est engagée dans un processus de répression de l'auto-construction de "maisons communes" pour le quartier : des convocations nominatives envoyées par la police ainsi que plusieurs documents administratifs émanant des services de la mairie semblent bel et bien avoir pour objectif de dissuader la poursuite des travaux de ces bâtiments collectifs.

La ZEC est une case inventée de toute pièce pour arracher un peu d'espace au code de l'urbanisme, elle ouvre une bataille sur le terrain de l'imaginaire autant que du droit. Contrairement au PLU qui divise le territoire en plusieurs zones spécifiques (Zones Urbaines, Zones à Urbaniser, Zones Agricoles, Zones Naturelles), la ZEC affirme l'existence et la nécessité de l'entremêlement de divers usages – logement, culture, production, liens sensibles – en un même lieu, avec pour critère transversal le soin de la cohabitation entre humains et non-humains.

Dans la ZEC, c'est l'assemblée des usager-es qui doit réfléchir et décider des fonctions des espaces. La prise en charge d'un territoire est alors laissée à celles et ceux qui en dépendent et en prennent soin, assurant ainsi des réponses au plus près des besoins communs. Proposer un nouveau type de zonage "par le bas" ouvre ici une brèche impertinente et joyeuse. Celui-ci bouscule nos imaginaires trop contenus sur les manières de voir le droit et l'avenir des villes par temps de crise climatique. Partie d'une histoire singulière, la ZEC a l'immense intérêt de proposer un paradigme urbanistique et politique sur lequel il est possible pour d'autres de se projeter et se donner un sens commun."

Le 21 mars 2022, lors du conseil municipal, le maire de Dijon a réaffirmé son intention de s'attaquer au dossier "Quartier Libre des Lentillères". Il remet à jour son projet d'urbaniser deux des huit hectares et il menace de nouveau les formes d'auto-construction et d'habitat qui sont un ressort essentiel de l'occupation et donc de la lutte qui a permis de préserver ces terres. Une tribune, proposée par le comité *Défendre.Habiter* et signé par 190 personnes, habitant-es du quartier ou professionnel-les impliqué-es, publiée fin mai 2022, réaffirme son soutien à la lutte du quartier des Lentillères : "Le Quartier libre des Lentillères s'est constitué dans la défense de 8 hectares de terres maraîchères cultivables contre la bétonisation. Ce combat s'est notamment traduit par une occupation vivante du territoire au sein duquel s'est déployée – au-delà d'environ 80 jardins potagers et champs communs – une multitude d'autres usages : fêtes populaires, création artistique, accueil de personnes exilé-es, ateliers, artisanat, auto-construction écologique, solidarités concrètes avec diverses luttes. La résistance a fini par porter ses fruits : fin 2019, le maire annonce que le projet d'"éco"quartier en béton qui menaçait les lieux est abandonné. Les Lentillères proposent alors la création d'un nouvel outil juridique à même de maintenir l'hétérogénéité des usages : la Zone d'Écologies Communale (ZEC). Mais cette tentative d'inventer le droit est menacée par le revirement politique de la municipalité. Celle-ci a dévoilé un nouveau projet de "front bâti" sur une partie des terres occupées et cultivées.

Anne-Sophie Clemenceau



Le plastique nous envahit !

Contrairement au vocabulaire utilisé dans les rapports officiels, le plastique ne se recycle pas. Il peut éventuellement se réutiliser, mais avec une qualité moindre. C'est ainsi que les bouteilles en plastique deviennent des vêtements (les polaires), que les emballages alimentaires deviennent des sacs poubelles, etc. De plus, chaque plastique nécessite un traitement spécifique. Pour chaque molécule, il faut une usine.

Aujourd'hui, selon un rapport de l'OCDE publié en février 2022, il y a actuellement 161 usines en Allemagne, 173 en Pologne, 132 en Italie, 89 en Espagne, 46 en France. Ces usines permettent une réutilisation de 34,6 % des plastiques au sein de l'Union européenne. Mais au niveau mondial, ce taux est de seulement 9 %. Dit autrement, cela signifie que pour 10 kilos de plastique produits, 9 vont finir à la décharge, dans la nature ou incinérés.

Le prix de la transformation limite les usages du plastique d'occasion. Et quitte à polluer, l'Union européenne exporte en quantité importante ces déchets. La Convention de Bâle de 1992 interdit l'exportation des déchets ultimes, mais elle est facilement contournée en affirmant qu'il s'agit de matières pouvant être réutilisées.

Rappelons que le plastique est issu du pétrole et qu'avec le déclin de la production de celui-ci, on peut s'attendre à une baisse de la production de plastique classique. Des filières de "bio-plastique" sont déjà en place, des plastiques fabriqués à partir des plantes, ce qui pose le même problème que pour les agrocarburants : cela prend la place des cultures vivrières.

EN BREF !

♦ **Le plastique condamné à disparaître ?** La production de plastique est en hausse rapide dans le monde et ceci en totale contradiction avec les efforts pour sortir des énergies fossiles puisque le plastique provient à 99 % du pétrole. Selon l'Agence internationale de l'énergie, si la tendance actuelle se poursuit, en 2050, le plastique consommera 20 % de la production actuelle de pétrole et sera responsable de 10 à 13 % des émissions de gaz à effet de serre. Sauf que d'ici là, nous aurons dépassé le pic de production et que l'on disposera de moins en moins de pétrole...

♦ **Bientôt des plastiques végétaux ?** On en est très loin puisque les "bioplastiques" d'aujourd'hui ne contiennent au mieux que 20 % de végétaux. Ils ne représentent que 1 % de la production et se pose déjà, comme pour les agrocarburants, la question de la concurrence des terres vis-à-vis de la production alimentaire.

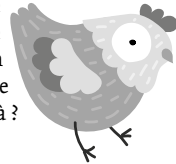
♦ **Los Angeles poursuit Monsanto pour pollution des eaux.** La deuxième plus grande ville des États-Unis a porté plainte, le 8 mars 2022, contre Monsanto (absorbée par la firme Bayer en 2018), pour avoir sciemment pollué ses eaux durant des décennies jusqu'en 1979 avec des produits chimiques de la famille des PCB, très persistants. "Il est temps pour Monsanto de nettoyer et de payer, a déclaré le procureur de la ville. Les impacts sanitaires et environnementaux des PCB laissent tout simplement bouche bée. Nous affirmons que Monsanto savait depuis des décennies que les PCB étaient toxiques et aboutiraient inévitablement à une vaste contamination".



La fin de l'élevage en cages... quand les poules auront des dents ?

Pendant sa campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron avait promis "d'interdire d'ici à 2022 la vente d'œufs issus de poules élevées en batterie", engagement réitéré en 2018 par son ministre de l'Agriculture Stéphane Travers. Rappelons que la France est le premier producteur d'œufs d'Europe (15,9 milliards d'œufs en 2019). Depuis ? Rien. Un amendement de 2018 (loi Egalim) interdit les nouvelles constructions... qui étaient déjà inexistantes faute de nouveaux débouchés. Et cet amendement inutile est de toute manière invalidé par un décret de 2021.

170 ONG ont saisi la Commission européenne via une initiative citoyenne signée par 1,4 million d'Européen·nes pour mettre fin à l'élevage en batteries. Les député·es européen·nes ont voté en 2018 la fin de l'élevage en cage des animaux d'ici à 2027. Qui sait ce que nous réservent le lobby agro-industriel et nos dirigeants menteurs d'ici là ? (Maxime Carsel, *Siné Hebdo* n° 115, février 2022).



Hérault

Des terres sauvées et protégées

À Saint-Clément-de-Rivière, le 5 décembre 2021, après 7 ans de mobilisation, les opposant·es à un projet commercial menaçant 24 hectares de terres ont célébré une double victoire : l'abandon du projet *Oxylane*, porté par *Décathlon*, et le reclassement des parcelles menacées en zone agricole. Le collectif *Oxygène* et la *Confédération paysanne* travaillent depuis à un projet agroécologique. (Source : *Campagnes solidaires*, n° 381, mars 2022).

Calanques de Marseille : téléphone portable obligatoire !

Pour limiter le nombre de personnes dans les calanques de Marseille, il faudra maintenant prendre une réservation gratuite jusqu'à 4 semaines à l'avance. Le parc national veut ainsi limiter à 500 personnes par jour la fréquentation contre 2 500 personnes actuellement. Le téléphone portable devient obligatoire puisqu'il faut demander un QR code à l'administration du parc pour pouvoir y entrer.



"Une femme qui appuie sur le bouton nucléaire, ce n'est pas du féminisme"

Lors d'un débat sur la guerre début avril 2022, Kristine Karch, du mouvement *Femmes contre l'OTAN*, dénonçait une vision féministe libérale considérant qu'il suffit que les femmes accèdent aux plus hauts postes de pouvoir pour que ce soit une avancée féministe. "En ce moment, l'OTAN est à la recherche d'une femme pour remplacer son actuel secrétaire général, Jens Stoltenberg, avec une stratégie d'appropriation des discours féministes. Cela signifie qu'une femme pourrait occuper la plus haute fonction politique de la principale alliance militaire mondiale. Certaines personnes peuvent voir cette proposition comme une avancée, mais bien sûr, ce n'est que de la poudre aux yeux. Cela donne une image moderne et progresse, tout en conservant la même dynamique de contrôle et de destruction. Les femmes à la direction de l'OTAN ne vont pas nous sauver." Une perspective féministe remet en question les logiques de guerre de manière beaucoup plus profonde. La perspective féministe sur la résolution des conflits dénonce le continuum de violences entre la guerre et les différentes formes que prend la violence dans la société, et doit "surmonter une société fondée sur le capitalisme, le racisme et le militarisme, avec des valeurs telles que la rivalité, la compétition et l'individualisme extrême".

(Source : *Capire*, <https://capiremov.org>)

FÉMINISMES

Ukraine

Un collectif pour soutenir les "survivantes"

Un collectif encore très confidentiel de victimes de violences sexuelles dans le Donbass, membre du réseau mondial *SEMA*, se mobilise en Ukraine pour repérer et accompagner les rescapées des viols commis par les soldats russes. Le *SEMA*, un réseau mondial de victimes de violences sexuelles en temps de guerre, compte en Ukraine une quinzaine de membres qui se tiennent à distance des associations féministes comme de l'État. Ces membres ont pour la plupart vécu des moments traumatiques dans le Donbass en 2015, alors que le conflit était beaucoup moins médiatisé. Tatiana et Ludmila, une cinquantaine d'années, n'ont pas obtenu réparation, mais on trouve grâce au *SEMA* un endroit où parler. Depuis, elles donnent des formations aux soldats ukrainiens dans lesquelles elles dénoncent la culture du viol et militent pour que les "survivantes" aient un statut et une allocation de victimes de guerre.

◆ <https://www.semanetwork.org>

(Source : *Mediapart*, "En Ukraine, des militantes viennent en aide aux "survivantes" de viols de guerre", Rachida El Azzouzi, 28 mai 2022)



Iryna Dovgan, fondatrice de *SEMA* en Ukraine, devant la maison soufflée par un obus d'une famille en partie décimée, dans la région de Kyiv

EN BREF !

◆ **Argentine.** Les entreprises de plus de 100 employé·es doivent dorénavant fournir des services de garde pour les enfants âgé·es de 45 jours à trois ans, en vertu d'une nouvelle loi adoptée par le gouvernement argentin le 22 mars 2022. Afin de créer un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en partant du constat que "le travail de soins est au cœur des inégalités en Argentine".



Importer du gaz nord-américain ? Une mauvaise idée

L'Union européenne envisage de multiplier les ports méthaniers pour pouvoir importer du gaz depuis les États-Unis et le Canada. C'est une très mauvaise idée. Voici pourquoi :

- 1) Ce gaz provient des exploitations de gaz de schiste, extrêmement polluantes. C'est donc une forte contribution aux gaz à effet de serre. Des expert-es ont publié les émissions de ce type de gaz : c'est au moins le double des émissions du gaz qui arrive par gazoduc depuis la Russie ou l'Algérie.
- 2) Le taux de retour énergétique est extrêmement faible : on dépense presque autant d'énergie pour sortir le gaz que celui-ci n'en restitue. Si, en plus, on doit le transporter sur de grandes distances, le bilan énergétique est encore plus mauvais.
- 3) Cette ressource est limitée : l'Agence internationale de l'énergie estime que nous avons déjà passé le pic de production depuis 2018. Rapidement, les États-Unis vont garder ce gaz pour eux.
- 4) Ce n'est pas le moment de dépenser des budgets dans les énergies fossiles, mieux vaut utiliser l'argent pour économiser ou produire des renouvelables.



Deuxième pic de pétrole ?

Le pic de production du pétrole conventionnel a été franchi entre 2005 et 2008. Son prix a grimpé jusqu'à 140 \$ le baril, ce qui a provoqué une forte crise économique à partir de 2008. La solution a été, particulièrement pour les États-Unis et le Canada, de se lancer à toute vitesse dans l'exploitation des pétroles non-conventionnels (gaz de schiste, sables bitumineux). Les spécialistes du domaine du pétrole ont alors annoncé que le répit serait bref car les réserves sont limitées et les conditions d'exploitation coûteuses en énergie. Après quelques années de baisse du prix du pétrole (35 \$ en novembre 2015), celui-ci est reparti

à la hausse (avec un creux au début de la crise sanitaire de la Covid-19) et était à 98 \$ à la veille de l'entrée en guerre en Ukraine, le 24 février 2022 (nous étions seulement à 75 \$ quand a éclaté la révolte des Gilets jaunes en octobre 2018). Depuis, le prix dépasse logiquement les 100 \$, la Russie étant un gros producteur de pétrole. Cela pourrait être le signe que l'on a atteint le deuxième pic de production : celui du pétrole non conventionnel. Si c'est le cas, on peut s'attendre à une montée des prix et à une stabilisation de la production pendant quelques années, avant une inéluctable décroissance.

Dérives des coopératives citoyennes

Si, en France, elles sont encore peu développées, dans d'autres pays, on assiste à une multiplication des coopératives citoyennes pour la construction de parcs éoliens ou solaires. Mais nous sommes souvent loin des préoccupations écologiques : nombre de souscriptions se font dans l'espoir d'une rémunération de son capital. Et l'on se retrouve dans le plus pur "capitalisme vert".

Cette dérive peut aller très loin. En février 2022, les autorités écossaises ont attribué les permis pour la construction de 17 projets offshore d'éoliennes pour un total de 25 GW (soit la moitié de la puissance du parc nucléaire français !). Or surprise, des coopératives citoyennes l'ont emporté pour trois des projets. Malgré les sommes énormes que cela implique, cela a été rendu possible par la mise en place d'une fédération d'une trentaine de coopératives citoyennes britanniques qui ont rassemblé la somme de 152 millions d'euros. Cette fédération Energy4All, va construire trois

parcs d'environ 1 GW chacun. Et cette course au gigantisme n'est pas finie car la fédération britannique est membre de *Rescoop.eu*, une fédération au niveau européen. D'ores et déjà, la fédération des coopératives wallonnes et flamandes a annoncé vouloir répondre aux appels d'offres en Belgique.

À noter que ce n'est pas avec seulement 152 millions d'euros que l'on peut construire des champs d'éoliennes : cela ne permet que de passer des accords avec des banques pour obtenir des prêts... comme le fait toute entreprise capitaliste classique.

De la même manière qu'il existe des cahiers des charges pour l'agriculture biologique, il y a urgence à définir un cahier des charges pour des coopératives citoyennes écologiques, afin qu'elles s'inscrivent dans une démarche de "descente énergétique" et non pas dans une augmentation de la consommation et donc de la destruction de la planète.

EN BREF !

♦ **Inde : déploiement massif des énergies renouvelables.** L'Inde s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2070. Pour cela, elle a décidé d'utiliser le désert du Thar, au Rajasthan, près de la frontière pakistanaise, pour y développer des parcs géants d'éoliennes et de photovoltaïques, ainsi que des usines de production d'hydrogène, celui-ci devant se substituer aux carburants actuels. Avec en projet 450 GW d'ici 2030, l'Inde a lancé le plus grand programme d'énergies renouvelables au monde.

♦ **Les investisseurs misent sur les renouvelables.** Conséquence de la guerre en Ukraine, pendant la première quinzaine de mars 2022, les sociétés qui travaillent dans le domaine des énergies renouvelables ont fortement progressé en bourse, jusqu'à 40 % de hausse pour certaines. Évidemment, il s'agit-là des plus grosses sociétés, celles du capitalisme vert.

♦ **Énergies marines : potentiel limité ?** L'immensité des océans fait rêver. Et si l'énergie des vagues, de la houle et des courants sous-marin est immense, elle est le plus souvent trop diffuse pour être captée. Le "taux de retour énergétique", c'est-à-dire le rapport entre l'énergie dépensée et l'énergie récupérée, est souvent trop faible pour une exploitation intéressante. Fin 2021, les installations marines atteignent 65 MW dans le monde, ce qui est très faible (un réacteur nucléaire, c'est autour de 1 000 MW) et très coûteux.

♦ **Programme éolien industriel.** Le gouvernement français et les principaux opérateurs de l'éolien en mer ont signé un pacte le 24 mars 2022 qui prévoit d'atteindre 18 GW en 2035 et 40 GW en 2050. Par comparaison le secteur nucléaire en France produit actuellement 62 GW. Et il n'est pas envisagé que l'un remplace l'autre.

♦ **Le potentiel des STEP.** Les STEP sont des Stations de transfert d'énergie par pompage. Avec deux barrages reliés entre eux, à des altitudes différentes, on peut remonter de l'eau quand la production électrique est trop importante, ou turbiner de l'eau du haut vers le bas quand il en manque. Selon les données de RTE, Réseau de transport de l'électricité, la France dispose actuellement de 5 GW en STEP soit de quoi fournir l'électricité de 5 réacteurs nucléaires. Elle pourrait facilement disposer de 3 GW supplémentaires pour un coût de l'ordre de 3 milliards, un prix jugé faible en comparaison de l'augmentation des capacités de production. Cela permet d'augmenter les capacités de régulation des productions intermittentes et donc de mieux gérer le solaire et l'éolien.

Surgénération : l'erreur est humaine, persévérer est diabolique

L'Agence japonaise de l'énergie atomique (JAEA) et l'industriel Mitsubishi Heavy Industries (MHI) ont annoncé le 5 janvier 2022 vouloir réaliser le projet de nouveau surgénérateur au sodium lancé par Bill Gates et sa société Terra Power. Ce réacteur de 345 MW et d'un coût estimé à 3,5 milliards d'euros devrait être construit dans l'État du Wyoming d'ici 2028. Le projet a reçu le soutien du département de l'énergie des États-Unis. Le réacteur s'appellerait *Natrium* qui est le nom anglais du sodium.

Rappelons que l'Agence japonaise de l'énergie atomique peut se vanter d'avoir une bonne expérience en ce domaine puisque c'est elle qui a construit le surgénérateur Monju au Japon. Ce réacteur de 300 MW a coûté la bagatelle de 9,2 milliards d'euros et a réussi à fonctionner 1 heure en 1994 avant de connaître une panne puis un incendie de sodium. Il n'a jamais redémarré et le gouvernement japonais a annoncé son démantèlement en 2016. 9,2 milliards pour 1 heure de fonctionnement ! Ce sera difficile de faire pire.

Le surgénérateur *Superphénix* (1 200 MW) construit dans l'Isère en France a quand même fait mieux : en treize ans de fonctionnement (1985-1997), il a réussi à fonctionner l'équivalent de 3 années... une production largement insuffisante toutefois pour seulement rembourser l'énergie qu'il a fallu pour le construire. Selon la Cour des comptes, ce réacteur aura coûté environ 10 milliards d'euros. Mais les surgénérateurs, comme les projets de fusion (ITER), restent des solutions "miracles" pour faire croire que l'on pourrait avoir de l'énergie en quantité et éviter de se poser la question de la décroissance énergétique.

TRANSPORTS



Puy-de-Dôme - Loire

La grande marche du train

Les métropoles de Clermont-Ferrand et de Saint-Étienne, éloignées de 145 kilomètres l'une de l'autre, ne sont aujourd'hui plus reliées par le train. Il y manque en effet un tronçon entre Thiers et Boën, qui doit être effectué par car. Selon l'association *Letrain634269* (du numéro des trois départements concernés par la ligne : Puy-de-Dôme, Loire, Rhône), la fermeture de la ligne de chemins de fer entre Clermont-Ferrand et Saint-Étienne en 2016 a eu des conséquences sur la vie d'un million d'habitant-es de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Sa réouverture, pour laquelle se bat l'association, rétablirait la transversale la plus courte entre ces deux villes et avec Lyon également. *Letrain634269* a organisé une "grande marche" ponctuée de rencontres et d'événements festifs de Thiers et Boën à Noirétable les 26 et 27 mars 2022. Plusieurs centaines de personnes ont participé. Des études sont en cours au niveau de la région et de SNCF Réseau pour la réouverture de la ligne. Le collectif compte bien maintenir la pression.

♦ Association *Letrain634269*, Mairie de Noirétable, 1 rue Claude Peurière, 42440 Noiretable, <https://lettrain634269.org>

EN BREF !

♦ **Guide du train à vélo 2022.** La neuvième édition réactualisée du mini-guide pratique *Voyager en train avec son vélo* a été publiée en avril 2022 par *CycloTransEurope*. On peut le trouver sur leur site <https://eurovelo3.fr>

NUCLÉAIRE

Tchernobyl : soldats russes irradiés

En attaquant l'Ukraine à partir de la Biélorussie, l'armée russe pensait pouvoir atteindre rapidement la capitale Kiyv. Elle n'a donc pas

hésité à passer dans la zone interdite de Tchernobyl. Mais c'est là que l'armée ukrainienne l'a bloquée pendant plus d'un mois (du 24 février au 31 mars 2022), obligeant les soldats à vivre en zone interdite. Pour faire face aux tirs ukrainiens, les militaires ont creusé des tranchées dans un sol très radioactif et ils ont été soumis à des taux d'irradiation importants. Des observateurs ukrainiens et biélorusses ont rapporté avoir vu des soldats évacués par bus vers la Biélorussie. 7 bus ont été vus devant des hôpitaux de la région de Gomel, hôpitaux qui traitent déjà les malades de la partie sud de la Biélorussie fortement impactée par le nuage radioactif de 1986. L'armée russe a finalement décidé de se replier. Les réseaux sociaux ukrainiens ont ironisé : "L'armée russe a creusé ses propres tombes". 36 ans après, l'accident de Tchernobyl tue encore.



En finir avec le mythe de la sûreté nucléaire

Il aura suffi qu'un obus touche une ligne électrique pour priver de courant la centrale de Tchernobyl qui, heureusement n'a que de faibles besoins pour surveiller les déchets stockés sur place. Il en serait autrement si une centrale en fonctionnement était coupée du réseau électrique brutalement. Le risque d'emballement du réacteur deviendrait alors important.

En 1983, un rapport réalisé pour le compte du ministère de la Défense en France, rédigé par Jean-Marie Muller, Christian Mellon et Jacques Sémelin, rappelait cette fragilité : en les choisissant bien, il suffisait de détruire 7 pylônes pour couper l'intégralité du réseau électrique français... et donc mettre en situation dangereuse l'ensemble de nos réacteurs. Il suffirait de 7 sabotages d'antennes pour nous neutraliser ! Ce qui n'arriverait pas avec un réseau décentralisé de renouvelables.

EDF presque en faillite

Pour éviter la chute d'EDF, le gouvernement a annoncé, le 17 février 2022, qu'il achètera pour 2,1 milliards de parts d'EDF dans le cadre d'une augmentation de capital de 2,5 milliards. Alors que l'État possédait déjà 84 % du capital d'EDF, après cette nouvelle subvention déguisée, ce taux grimpe à 91 % ! Les libéraux qui nous gouvernent savent nationaliser lorsqu'il s'agit de défendre le nucléaire.

ITER : l'autre chantier qui n'avance pas !

ITER, premier réacteur expérimental à fusion (on récupérerait de l'énergie en faisant fusionner deux atomes comme cela se fait dans le Soleil), connaît les mêmes difficultés que l'EPR. La construction lancée en 2006 sur le site de recherche militaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône) devait permettre de faire des expériences à partir de 2016. Aujourd'hui, le calendrier ne prévoit pas de mise en fonctionnement avant 2026. Coût prévu pour le moment : 44 milliards d'euros.

Allemagne

Pour l'accueil et le soutien aux objecteurs et déserteurs russes, biélorusses et ukrainiens



En Allemagne, le 24 mars 2022, une alliance d'une quarantaine d'organisations appelait le parlement allemand à accorder l'asile aux objecteurs et déserteurs russes, biélorusses et ukrainiens sans les formalités administratives qui étaient motif de rejet de la plupart des demandes jusqu'ici. Par exemple, la protection est accordée en vertu du droit des réfugiés aux personnes qui se soustraient aux actes de guerre contraires au droit international et doivent craindre des sanctions. Mais jusqu'ici on demandait aux objecteurs russes et biélorusses de fournir des ordres de déploiement écrits prouvant des actes en cours contraires au droit international, ce qui est quasi-impossible. En Ukraine, seuls les Témoins de Jéhovah ont droit à l'objection de conscience. Elle a pourtant été reconnue comme un droit humain par la Cour européenne des droits de l'homme en 2011.

L'organisation allemande *Connection e.V.* a par ailleurs créé une permanence téléphonique pour conseiller en russe les objecteurs de conscience russes, biélorusses et ukrainiens qui veulent fuir leur pays.

◆ *Connection e.V.*, <https://en.connection-ev.org>

Appel pour un dividende mondial pour la paix

Au mois de mai 2022, un appel signé par 50 prix Nobel de diverses disciplines, par des artistes, etc., propose de créer un "dividende mondial pour la paix". Il propose que tous les États membres de l'ONU négocient une réduction de 2 % de leurs dépenses militaires annuelles. Et que la moitié des ressources économisées par cette réduction aille à un fonds mondial pour la lutte contre le changement climatique, les pandémies et l'extrême pauvreté.

Au cours de la période 2025-2030, le "dividende de la paix" généré par la proposition des Nobel dépasserait mille milliards de dollars - un montant comparable au total des investissements dans les énergies renouvelables et six fois supérieur aux fonds disponibles pour lutter contre le cancer, le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme dans le monde (recherche et soins). L'appel demande aux dirigeants politiques et au secrétaire général de l'ONU de commencer à négocier un tel accord sans délai. Il est porté par une ONG suisse, *The global peace dividend initiative*, et il est soutenu par une pétition.

◆ *The global peace dividend initiative*, 29, Avenue de Champel, CH-1206 Genève, Suisse, <https://peace-dividend.org>

EN BREF !

◆ **Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 0,7 % en 2021**, pour atteindre le niveau record de 2113 milliards de dollars, explique le rapport annuel du Sipri, l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm. Les États-Unis ont le premier budget militaire au monde (801 milliards de dollars) et mettent le paquet sur la recherche et le développement de nouvelles technologies. La Chine les suit avec 293 milliards de dollars, l'Inde avec 76,6 milliards. Le budget militaire de la Russie est de 65 milliards de dollars.

◆ **Italie : marche pour la paix.** Environ 50 000 personnes de toute confession ont participé à une marche pour la paix de 20 kilomètres entre Pérouse et Assise le 24 avril 2022, demandant l'arrêt de la guerre en Ukraine.

SANTÉ

Haute-Garonne

Soin queer et féministe

L'ASQF (*Association pour le soin queer et féministe*), fondée il y a deux ans à Toulouse, se donne pour objectif premier l'amélioration de la santé globale des personnes minorisées de genre et *queer* dans une perspective féministe intersectionnelle.

À cette fin, elle continue à développer des formations sur les violences sexistes et sexuelles, les discriminations et les transidentités, formations qu'elle tient déjà à l'intention de professionnel·les du champ médico-psychosocial, ainsi qu'une offre de supervisions individuelles ou d'analyse de pratique professionnelle.

Un autre axe de travail est l'installation d'espaces de soins psychologiques gratuits sous formes de groupes thématiques et de parole. Par ailleurs, l'association fait vivre un site répertoriant sur toute la France des psy·s "situé·es", autrement dit des psychologues féministes prenant en compte diverses discriminations systémiques.

L'ASQF mène actuellement une campagne d'adhésions (à prix libre) pour se visibiliser et étayer ainsi ses demandes de subventions.

◆ ASQF, 22 rue Croix Baragnon, 31000 Toulouse, 06 63 89 15 28, contact@asqf.care

EN BREF !

◆ **Chlordécone : la maladie professionnelle enfin reconnue.** Fin décembre 2021, le cancer de la prostate lié à l'exposition au chlordécone, pesticide utilisé dans les bananeraies aux Antilles, a été reconnu comme maladie professionnelle. Pour bénéficier des indemnités, les personnes touchées devront justifier d'une activité d'au moins dix ans au contact du pesticide et avoir été diagnostiquées moins de 40 ans après.

◆ **Un hôpital de jour pour les règles abondantes.** À Lyon, les personnes ayant des règles abondantes, appelées ménorragies, peuvent désormais être accueillies dans un hôpital de jour. Ce service, qui regroupe différentes spécialités, accompagne celles dont les menstruations ont un réel impact sur leur vie (absentéisme, coût des protections, etc.). 20 à 30% des personnes menstruées seraient concernées par ces règles hémorragiques.

◆ **Ondes électromagnétiques : quand l'ANSES censure des témoignages.** L'association *Une terre pour les EHS* (électrohypersensibles) dénonce le fait que les déclarations de plusieurs associations, lors d'une consultation publique en 2021 sur les enjeux sanitaires liés au déploiement de la 5G, ne figurent pas dans le rapport définitif de l'ANSES, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Une volonté de censure de voix trop dérangeantes ?

Solidarités sans frontières

Espagne

En Andalousie, les saisonnières s'organisent

C'est de la région de Huelva, tout au sud de l'Espagne, que viennent la plupart des fraises consommées en Europe dès le mois de février. Or la cueillette reste totalement manuelle... le secteur emploie près de 100 000 personnes pendant la saison. Un grand nombre d'entre elles sont des femmes

recrutées directement en Europe de l'Est et au Maroc dans le cadre d'accords internationaux, ou des personnes sans titre de séjour, venues le plus souvent d'Afrique subsaharienne.

Salaires très faibles, absence de sécurité sociale, camps d'hébergement insalubres... leurs conditions de travail sont dénoncées depuis le début des années 2000 par des syndicats, des journalistes et des chercheuses, mais aussi par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la pauvreté et les droits humains. Cependant, la disparité des situations administratives, la barrière de la langue et le chantage à l'emploi ont longtemps empêché les saisonnières de se défendre collectivement.

Histoire d'une mobilisation

En mai 2018, deux médias allemands ont publié un reportage sur les abus sexuels dans les serres. D'autres enquêtes ont suivi et les témoignages se sont multipliés, notamment sur Facebook où le collectif des *Journalières en lutte de Huelva* est né.

Ana Pinto Lepe est l'une des saisonnières à l'origine de ce collectif créé pour dénoncer publiquement les abus, car "seul ce qui est nommé existe". Avec Najat Bassit, elle est devenue porte-parole du mouvement, qui se conçoit aussi, et peut-être surtout, comme un réseau d'entraide sans hiérarchie.

Tisser "des collaborations et des affections"

Les membres du collectif informent et conseillent leurs collègues, alertent l'inspection du travail ou portent plainte avec elles. Elles parlent de "médiation syndicale" et se sont d'ailleurs impliquées dans la création d'un nouveau syndicat.

Elles réclament en effet une amélioration de "l'un des pires accords collectifs d'Espagne" et l'application de la loi, mais plaident aussi pour d'autres réformes qui mettraient toutes les personnes employées dans les serres sur un pied d'égalité : réforme agraire, régularisation des travailleurs sans papiers, etc.

Actives sur les réseaux sociaux, les *Journalières en lutte de Huelva* ont rapidement obtenu des progrès dans certaines exploitations, comme le respect d'un jour de congé hebdomadaire. Elles ont

aussi su solliciter l'appui de professionnel·les de santé et d'avocat·es bénévoles, voire d'organisations humanitaires pour prendre soin des collègues en difficulté.

Elles ont enfin, très tôt, fait appel à la solidarité de particuliers et d'organisations diverses, car avec "des camarades qui ne sont même pas reconnus comme citoyen·nes, il est impossible de s'organiser par le biais de cotisations". Une campagne de financement participatif leur permet de rémunérer une médiatrice syndicale et un traducteur marocain, qui travaillaient dans les serres mais ont perdu leur emploi en 2018 en raison de leur mobilisation.

Floriane Biem



Récolte de fraises dans la province de Kénitra (Maroc), le 8 mars 2017.

En partenariat avec : ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr.

ANNONCES

Habiter ensemble

■ **Aude.** Lieu de vie alternatif calme, longue expérience de partage, propose 2 terrains pour habitation mobile en échange de travaux : bricolage, débroussaillage, source privée à entretenir en commun. Contactez-nous pour des détails ou/et une visite : souslombredhildegarde@orange.fr

Vacances

■ **Bourgogne.** Sandrine vous propose une chambre d'hôte qui lui ressemble. L'énergie est produite localement, les produits sont le plus possible locaux et toujours bio. Les transports sont vraiment doux et sévèrement écologiques. La piscine est naturelle, vivante, bruisante à cette époque ! Une formule originale permet d'accueillir jusqu'à 6 personnes. Venez oublier les glutens, les lactoses, les stimuli et la trépidation. Venez remplacer les réseaux dit "sociaux" et les ondes wifi par des fleurs, des sourires, des abeilles et des notes de piano. À bientôt ! Tél. : 03 85 72 16 60, *Le Chant du temps*, <https://www.gites-de-france.com>, n° du gîte : 71G2578.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonné·es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de septembre 2022, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 28 juin. Pour passer une annonce dans le numéro d'octobre 2022, au plus tard le mardi 30 août, etc. **Adresse réelle.** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

la belle vie
FESTIVAL DE L'ÉCOLOGIE
EN CENTRE-ARDECHE

28 août 2022
Saint-Michel-de-Chabrilanoux

1^{ère} édition du festival
la Belle Vie
à Saint-Michel-de-Chabrilanoux (07)

Foire bio de 60 exposants, spectacles, causeries, ateliers, restauration et buvette bio ...
Conférence de Marie-Monique Robin
qui viendra nous présenter son film
La fabrique des pandémies

de 9h à 19h - entrée prix libre
contact@festival-labellevie.fr - 06 50 95 89 35
www.festival-labellevie.fr

France Des chantiers-pluriversités

Issus des alternatives, des luttes ou du monde universitaire, et suite aux rencontres "reprises de terres" de l'été 2021, des chantiers-pluriversités s'organisent cet été 2022 à travers toute la France. Les chantiers de *Reprises de savoirs* sont à la fois un acte de résistance, d'élaboration collective, de partage et d'attention à la diversité des savoirs. Ils seront ancrés dans des milieux de vie et dans des luttes, dans des lieux qui inventent déjà des formes collectives d'autonomie matérielle et politique ou dans des lieux à créer. Soucieux de la pluralité des savoirs et des manières de les transmettre, inspirés d'expériences et réflexions passées et présentes, ils mêleront, en les décloisonnant, des temps forts de travaux manuels collectifs, des temps de partage de savoirs plus théoriques, des temps de création et de fête. Ils seront une ébauche pour l'invention de Pluri-versités de la Terre.



- **13-17 juillet** : Creuser une mare à grenouilles contre la métropole : participer à la renaturation du sol artificialisé d'une friche urbaine. Terrain de BMX, Quartier Libre des Lentillères, Dijon, Côte-d'Or
 - **13-18 juillet** : Entremêler savoirs et pratiques naturalistes aux approches sensibles pour lutter contre les projets déléteurs et les logiques de compensation. École des Tritons, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Loire Atlantique
 - **16-30 juillet** : Trois chantiers dans le Tarn : Après le béton, l'autogestion, l'autonomie et la désertion. Ruine associative et Voûtes catalanes
 - **24-30 juillet** : Savoir/faire avec la nature, explorations écoféministes, Saint-Martin-de-Fugères en Haute-Loire
 - **30 juillet-22 août** : Alterfixe : camp autogéré sur l'installation paysanne dans le Bocage ornaix
 - **15-30 août** : Écologie politique d'une vanne à moulin, La quincaillexie (21150 Venarey-les-Laumes)
 - **18-25 août** : Sciences et techniques post-pétrole, collectif en Mayenne de 3 familles néo-installées
 - **20-28 août** : Le luxe communal / désertier l'art extractiviste, Ateliers de la désertion, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Loire-Atlantique
- Plus d'infos : <https://www.reprisesdesavoirs.org>, contact@reprisesdesavoirs.org

Loire-Atlantique : ZAD Envies

8-10 juillet

Rassemblement annuel à Notre-Dame-des-Landes, 10 ans après la résistance face à l'opération César. Sur le thème de comment s'organiser et se structurer pour résister, depuis le bas, les terres, les liens et les lieux, se doter d'outils pour prendre soin du collectif comme ce que l'on a de plus précieux. Avec aussi des fêtes, danse, spectacles projections, promenades dans le bocage, cantines,...

➤ Informations sur zad.nadir.org ou auprès de zadenvies2022@riseup.net

Agriculture bio

TERS : PAYSAGES À MARCIAC

27-30 juillet

Thème de cette édition : la santé des plantes, des humains, de la nature. Le 27 : planter la vigne pour 100 ans, en agroécologie. Le 29 : carbone fertile, la clé du sol. L'importance du carbone dans la santé de nos sols et de nos écosystèmes. Le 30 : les fondamentaux de la santé humaine. Faire le lien entre pratiques agricoles, nutrition et santé. Balades, visites de fermes, projections, repas, etc.

➤ Organisé par Arbres et paysages 32 et Ver de terre production. À la Ferme de Réfaire, route de Mirande, Marciac. Arbres et paysages 32, 93 route de Pessan, 32000 Auch, <https://paysages-in-marcia.fr>

Décroissance, transition

GARD : RÉSISTER, TISSER DES LIENS

1-3 juillet

À Saint-Jean-du-Gard. Journées d'été de la Maison Abraham Mazel, luttes et résistances dans les Cévennes et dans le monde. Et si résister ce n'était pas seulement protester mais aussi tisser des liens pour agir et donner ses chances à la vie ? 1^{er} juillet, 18 h : de la diminution de la ressource en eau l'été dans les Cévennes aux bonnes pratiques à adopter par chacun-e pour économiser l'eau, par Jean-François Didon-Lescot. 2 juillet, 16 h : bienvenue sur la planète Terre, le sol et ses enjeux, avec Marc Dufumier. 19 h : rencontre avec des membres de l'inter-collectif Cévennes

Méditerranée autour des actions de solidarités menées avec les exilé-es et le lancement du Tour des Cévennes accueillantes. 18 h : Tin Tua, résistance au changement climatique au Burkina Faso, avec Claude Dalbera. Également expositions, stands, musique.

➤ Association Abraham Mazel, BP 18, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 06 56 76 96 90, www.abrahammazel.eu

CÉVENNES : TOUR DES CÉVENNES ACCUEILLANTES

2-10 juillet

Du 2 juillet à Saint-Jean-du-Gard au 10 juillet à Mandagout, une caravane va traverser les Cévennes à la rencontre de la population, des associations et des lieux qui racontent l'histoire, passée et actuelle, des personnes accueillies et accueillantes. À pied, à vélo, à cheval, en voiture, elle ira de ville en village pour rappeler que la fraternité est possible et qu'elle n'a pas de frontières. Le détail de l'itinéraire est en cours d'élaboration.

➤ Pour les rejoindre, contacter l'association d'accompagnement des personnes migrantes la plus proche de chez vous adhérente de l'Interco Cévennes Méditerranée, ou bien écrire à ganges.solidarites@gmx.fr qui vous mettra en relation. Voir aussi <https://collectifgangesolidarites.wordpress.com>

HAUTE-VIENNE : RENCONTRE DES AMI-ES DE SILENCE

22 juillet-7 août

Au éco-hameau "le Moulin de Busseix" à Ladignac-le-Long dans la Haute-Vienne, entre Limoges et Périgueux. Camp autogéré

et autoconstruit pour partager expériences et savoirs (alternatives, non-violence, alimentation, habitat, énergie...) dans la simplicité volontaire, la convivialité et la bonne humeur. Amenez vos bricolages, vos savoir-faire en matière d'écologie, d'autonomie, de récupération... Vos chapiteaux, abris mobiles, outils, instruments de musique seront les bienvenus. Les rencontres sont végétariennes, l'approvisionnement est bio et local.

➤ Pour vous inscrire, prendre connaissance de la charte et trouver nos renseignements, rendez-vous sur : <http://amies.revuesilence.net> ou par téléphone : Sandra : 09 70 96 40 45, Pascal : 06 04 03 06 42.

ILLE-ET-VILAINE : GRANDE OPÉRATION DU VIVANT

7-13 août

L'Archipel du Vivant organise cet été sa toute première Grande Opération du Vivant. Singulière, cette expérience immersive et transformatrice vous permettra de mettre vos mains dans la terre et de laisser parler votre cœur en vous reconnectant au sauvage. Cette Grande Opération du Vivant vous propose un éveil accéléré sur les plans écologique et spirituel. Vous pourrez ainsi mieux appréhender les enjeux et défis de notre époque tout en découvrant les premières pierres du monde d'après. Cette semaine est pensée pour tout le monde et peut se vivre en famille. À l'Écodomaine Le Bois du Barde, situé en Centre Bretagne.

➤ Pour avoir toutes les informations utiles et vous inscrire : <https://archipeldivivant.org>

VOSGES : LES FESTIVES DE LA DÉCROISSANCE

15-21 août

À Saint-Dié-des-Vosges. Organisées par la Maison commune de la décroissance en partenariat avec l'Observatoire de la post-croissance et de la décroissance, les Festives de la Décroissance poursuivent cette année l'exploration du thème "les relations avec la nature". Cette année, les

relations sociales seront analysées et discutées sous l'angle de la vie sociale. Pourquoi un tel cycle des relations ? Parce que la décroissance que la Maison commune défend - en tant que philosophie politique - est une philosophie relationnelle. Il s'agit toujours de poursuivre notre critique systémique de l'individualisme : non, au commencement, il n'y a pas des individus isolés et indépendants qu'il s'agirait de relier ; au commencement, il y a des relations et des interdépendances.

➤ Pour tout contact et informations complémentaires, contactez : Thierry Brulavoine, tél. : 06 77 89 09 35 ou festives-vosges@liens.ladecroissance.xyz

Énergies

HÉRAULT : LES JOURNÉES D'ADN POUR L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE

8-10 juillet

À Minerve, 9^e journées d'études du collectif Arrêt du nucléaire. Ces rencontres sont celles des "affranchis du nucléaire". La première manière de faire face au nucléaire, c'est de s'informer sérieusement sur cet ennemi parfaitement visible si l'on prend soin d'examiner sa propagande, ses actes et l'étendue des dégâts qu'il provoque depuis une centaine d'années.

➤ Renvoyer bulletin d'inscription à : Dominique Malvaud, 17 rue du Cqg, 26000 Valence ou par courriel : journeesdetudes@gmail.com, <http://collectif-adn.fr>

MEUSE : LES BURE LESQUES

5-7 août

Festival de résistance au projet d'enfouissement de déchets radioactifs Cigéo de Bure. Sur la thématique de l'eau. Spectacles, concerts, conférences, projections, débats, stands. Entrée et restauration à prix libre. Camping. ➤ Informations à venir sur le lieu précis en Sud-Meuse et sur le programme, à découvrir sur www.burefestival.org

RÉSISTANCES

Festival de cinéma et de débats

SÉANCES EN SALLE / PLEIN-AIR / JEUNE PUBLIC
APÉRO-CONCERTS / VILLAGE DES ASSOS
RESTAURATION ET BUVETTE

FOIX
Ariège-Pyrénées

9-10 JUILLET	Les énergies de la décroissance
11-12 JUILLET	Les nouvelles pirateries
13-14 JUILLET	EnVies de quartier
15-16 JUILLET	Sororité

Tous les jours 18h ZOOM QUÉBEC

PROGRAMME COMPLET ET HORAIRES
festival-resistances.fr

8 au 16 JUILLET 2022

VSM

■ Environnement

SAÔNE-ET-LOIRE : LA MANUFACTURE D'IDÉES

24-28 août

À Hurigny. Au carrefour de multiples disciplines, ce festival interroge le monde d'aujourd'hui et les problématiques écologiques. L'édition 2022 porte sur le thème des ressources. Débats, conférences, cinéma, spectacles, performances. Le 26, projection du film *Wild plants* suivi d'une rencontre avec Flaminia Paddeu, autrice de *Sous les pavés la terre*.
 > Au Château d'Hurigny, 87, rue des Verchères, 71870 Hurigny. Informations auprès de La manufacture d'idées, 35 impasse de la Cressonnière, 71570 Chasselas, lamanufacturedidees.org

■ Féminismes

ISÈRE : RENCONTRES DE LA COORDINATION FÉMINISTE

13-17 juillet

À Grenoble. Rencontres nationales de ce réseau de plusieurs dizaines de collectifs féministes, associations et assemblées, réparties sur l'ensemble du territoire français. L'objectif est de créer un espace de rencontre, de débat et d'organisation entre militant·es de terrain, à partir des réalités locales, d'avancer ensemble et (re)construire un mouvement féministe massif, anticapitaliste et antiraciste.
 > Informations sur <https://coordfeministe.wordpress.com>

■ Fêtes, foires, salons

RHÔNE : FESTIVAL ALTERNATIBA

8-10 juillet

Au grand parc Miribel Jonage. Un festival pour le climat et la justice sociale organisé par Alternatiba et ANV-COP21. Festival de

musique, populaire et engagé, mais aussi conférences, stands, ateliers, formations, expositions et projections.
 > <https://festival.alternatiba.eu>

ARDÈCHE : FESTIVAL LA BELLE VIE

28 août

60 exposants, spectacles, conférences, causeries, ateliers, films...
 > Association La Belle Vie, Route de la Combe, Les Gramailles, 07360 Saint-Michel-de-Chabranoux, <https://www.festival-labellevie.fr>

INDRE : FOIRE BIO DE NEUVY- SAINT-SÉPULCHRE

27-28 août

47^e édition. Après les deux années compliquées que nous avons traversées, cette édition se veut un renouveau avec une équipe prête à relever le défi en posant les termes du débat: "Au fait, c'est quoi la bio?". Notre volonté est de faire coïncider la demande des habitant·es du territoire et des touristes présent·es encore en nombre à cette période dans la région avec la diversité des offres des exposant·es.
 > Plus d'infos : neuvyecobio@gmail.com

■ Films, spectacle, culture

ARIÈGE : FESTIVAL RÉSISTANCES

8-16 juillet

À Foix. Pour sa 26^e édition, le festival de films et de débats Résistances accueillera une centaine de films et une quarantaine d'intervenant·es autour des thématiques "Les énergies de la décroissance", "Les nouvelles pirateries", "EnVies de quartier", "Sororité", et un zoom géographique sur le Québec. Il y a aussi un festival jeune public, un village associatif, etc.
 > Au centre culturel L'Estive, 20 avenue du Général De Gaulle, 09000 Foix. Informations : tél. : 05 61 65 44 23, <https://festival-resistances.fr>

CÔTES D'ARMOR - ARDÈCHE : GRANDE TRAVERSÉE CLOWNESQUE

13-21 août

Partant de "plus rien" (Plurien, en Bretagne) pour arriver "vers nous" (Vernoux-en-Vivara, Ardèche), 4 clown·es se lancent dans cette aventure de traverser la France sans rien d'autre que leur capacité à relier. À l'arrivée, le 21 août, il et elles raconteront leur épopée dans un spectacle. Une médecine sociale !
 > Les Aubes Sauvages, Mairie, 2 rue Raymond Finiels, 07240 Vernoux-en-Vivara, tél. : 06 32 56 89 87, <https://www.lesaubessauvages.fr>, lesaubessauvages@gmail.com

■ Habitat

CALVADOS : CONSTRUCTION EN SUPERADOBE

6-13 juillet

Le Superadobe est une technique de construction en sacs de terre. À 4 km de Lisieux, au cœur du Pays d'Auge, atelier de formation d'écoconstruction en superadobe : 8 jours pour construire un dôme de 3 m de diamètre. Le site est hors réseaux, mais bénéficie d'aménagements autonomes : toilettes sèches, douche solaire, kit solaire, cuves de récupération de l'eau de pluie, potager. Les tarifs d'inscription incluent les repas végétariens quotidiens et le camping sur site.
 > Pour plus d'infos : <https://permadomia.com>

LOIRE-ATLANTIQUE : FESTIVAL LES PALOURDES

15-17 juillet

À Saffré. L'association Hameaux Légers organise son premier festival de l'habitat réversible et participatif Les Palourdes, un festival à l'esprit léger, pour expérimenter d'autres manières d'habiter, proposant tables rondes, ateliers, activités ainsi que des concerts en soirée. Sur le site de l'Escampette à Saffré, 3,5 hectares, à proximité des étangs Bout de Bois, 450 festivaliers et festivalières dans un environnement naturel préservé.
 > Infos : <https://hameaux-legers.org/festival>

■ Paix

DOUBS-JURA : JAI JAGAT - SUR LES PAS DE PASTEUR

20-23 juillet

La France célèbre cette année le bicentenaire de la naissance de Pasteur, savant franc-comtois de renommée universelle, dont les recherches s'inscrivent dans les Objectifs du développement durable (ODD) ; entre autres l'ODD 3 "Bonne santé et bien-être", l'ODD 9 "Industrie, innovation et infrastructure", l'ODD 15 "Vie terrestre". C'est pourquoi Peuples Solidaires Jura et Peuples Solidaires Doubs unissent leurs efforts pour une marche de Dole à Arc-et-Senans pour honorer l'œuvre de Pasteur et son héritage dans la perspective des Objectifs du développement durable.
 > Plus d'infos : Peuples Solidaires Jura, Centre social, 2 rue de Pavigny, 39000 Lons-le-Saunier, tél. : 03 81 82 17 89, <https://www.peuplesolidairesjura.org>

■ Politique & société

GIRONDE : LES RECLUSIENNES

6-10 juillet

À Sainte-Foy-la-Grande. Rencontres autour d'un thème de réflexion abordé par le géographe anarchiste Élysée Reclus (1830-1905), natif de Sainte-Foy-la-Grande, au regard des enjeux contemporains. Cette année : évadons-nous ! Reclus a lui-même subi des enfermements à plusieurs reprises et a trouvé des formes d'évasion. Au programme : s'évader des lieux d'enfermement, du corps meurtri, des contraintes sociales, de l'enfermement de la pensée, de la pression environnementale, du "système", etc. Conférences, concerts, pièces de théâtre, installations artistiques,

apéros littéraires, films et débats, 40 événements en tout.

> Organisé par l'association Coeur de Bastide, 44 rue Alsace Lorraine, 33220 Sainte-Foy-la-Grande, <https://www.reclusiennes.com>, conf@lesreclusiennes.fr

■ Santé

GRENOBLE : CONTRACEPTION TESTICULAIRE

9 juillet

L'atelier les "Sans Gamètes" propose tous les deuxièmes samedi du mois un temps de discussions autour des contraceptions testiculaires (il est en effet possible de se contraindre même si l'on est né avec un pénis et des testicules !) ainsi qu'un temps d'atelier couture pour réaliser des sous-vêtements contraceptifs. Ce collectif est constitué d'homme cis souhaitant réfléchir à la contraception dans un contexte d'inégalités des genres. Les ateliers sont en mixité car les contraceptions testiculaires sont toujours des contraceptions qui impliquent les deux partenaires.
 > De 14h à 18h à la MDH L'Abbaye, 1 place de la Commune de 1871, Grenoble. La participation aux ateliers se fait sur inscription à l'adresse : lessansgametes@gresille.org

■ Silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

18-19 août

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Dans le respect des gestes barrières.

■ Vélo

EUROPE DU NORD : TRANSEUROPEENNE À VÉLO

10 juillet-13 août

L'association CycloTransEurope organise une grande randonnée à vélo qui reliera Trondheim (Norvège) à Hambourg en traversant 6 pays sur plus de 5 000 km. Elle suivra en grande partie l'Eurovelo3 et passera notamment par Lillehammer, Oslo et Göteborg.
 > CycloTransEurope, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris. Renseignements et inscriptions : <https://eurovelo3.fr>

L'ALTERNATOUR

11 juillet-28 août

Cet été, l'AlterTour roulera de Nice (Alpes-Maritimes) à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). L'Altertour, c'est 3 à 4h de vélo par jour, pour rejoindre différentes alternatives ou actions militantes. Sans condition d'âge ou de niveau sportif, l'Altertour fonctionne en autogestion et vous permettra cette année de découvrir La Ferme solidaire des Gavallois à Tourves, ou encore la Ressourcerie du Pont, pour une journée d'ateliers, au Vigan.
 > Pour les inscriptions ou des renseignements : AlterCampagne, 8 rue du Docteur Raymond Gröll, 38360 Sassenage, <http://www.altercampagne.net>

NANTES-TOURS : L'AVENTURE À VÉLO EN FAMILLE

14-19 août

Histoire de découvrir une autre manière de passer des vacances, embarquez ta famille dans un périple à vélo en compagnie d'autres enfants et parents. Randonnée facile avec peu de dénivelé. Les enfants découvrent leurs capacités, l'autonomie, comment gérer l'effort. La randonnée vélo passera par Saumur.
 > Organisé par CycloTransEurope, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris. Renseignements et inscriptions : <https://eurovelo3.fr>

Échange d'encart contre stand

LYON | 8-10 JUILLET 2022
GRAND PARC MIRIBEL JONAGE

FESTIVAL
ALTERNATIBA

Le plus grand
festival climat

Soso Maness • La Yegros
Massilia Sound System
Aloïse Sauvage • Médine • Souad Massi
HK • Fakear • Soom T & The Stone Monks
Hilight Tribe • Nach • Papooz • Fat Bastard Gang Band
Irène Dréssel • Bagarre (Club) • 2TH • Jaëss • Le Saint
Dubanko meets Woody Vibes feat. Nnawa
Manon Démon • Lola Villa
Céline • Michel D.

ALTERNATIBA ANV COP 21

Paysages de France : contre l'envahissement publicitaire



L'association *Paysages de France* a obtenu, au cours de ces trente dernières années, le démontage de milliers de panneaux publicitaires à travers la France. Mais elle doit faire face à des offensives constantes visant à accroître la pression de la publicité dans l'espace public. Pierre-Jean Delahousse, fondateur et cheville ouvrière de l'association, nous raconte cette aventure.

Paysages de France a été créé en 1992 par des bénévoles. Nous n'étions pas du tout des spécialistes. On a dû apprendre sur le tas. L'association a été créée par des citoyen·nes "ordinaires", choqué·es d'assister à un tel déploiement publicitaire dans l'espace public. Nous nous sommes d'abord rapprochés d'autres associations. Mais c'était alors un sujet marginal, presque tabou. Nous avons alors créé une association à Grenoble qui répond à ce besoin de nous protéger contre un tel envahissement.

Les années 1990 : une vague de démontages de panneaux illégaux

Les premières années, parallèlement à plusieurs actions de rue organisées à Paris pour alerter les pouvoirs publics et les médias sur cette question,

nous avons conduit un travail de fond, sur le terrain, à Grenoble et en Isère. L'une des premières victoires sur l'indifférence a été la création en préfecture d'un "groupe de travail contre l'affichage illicite". Certes, le préfet n'était guère empressé d'agir, mais nous n'avons pas lâché prise et des résultats spectaculaires ont suivi. Avec notamment, à Grenoble, le démontage d'une cinquantaine de panneaux de 12 m² qui étaient installés en violation de la réglementation nationale, de part et d'autre d'une voie extrêmement passante. Autre initiative, au demeurant appuyée par des rassemblements devant des dispositifs en infraction : des dépôts de plainte auprès du procureur de la République. Cela a permis le démontage de très nombreuses enseignes de grande hauteur qui avaient été installées au mépris de la réglementation, notamment par

des grandes surfaces et des chaînes de restauration rapide telles *McDonald's* et *Quick*. Notre objectif était de faire de Grenoble un laboratoire. Mais si nous sommes en effet parvenus à faire supprimer un grand nombre de dispositifs en infraction un peu partout en France, cela a presque toujours été un bras de fer (1).

Le recours aux tribunaux

La vérité est que nous avons été constamment confrontés au silence ou à la mauvaise volonté de la plupart des préfet·es. Ces dernier·es ne répondaient pas à nos demandes ou ne cessaient de tergiverser. Cela alors même

1. *Paysages de France* refuse toute subvention. Nous sommes totalement libres et indépendants. À la différence d'autres associations, qui sont de ce fait plus prudentes au sujet de l'affichage.

que, l'association ayant obtenu son agrément dès 1996, la loi leur imposait d'agir. C'est pourquoi, au tournant des années 2000, nous avons commencé à engager des actions en justice. Depuis, 23 tribunaux administratifs différents ont donné raison à l'association et l'État a été condamné 87 fois à cause de la carence des préfet·es. Des procédures qui peuvent durer plusieurs années, mais qui sont efficaces. Preuve en est, par exemple, le démontage de centaines de "4 par 3" (2) qui défiguraient le Parc naturel du Haut-Languedoc : la loi y était massivement bafouée depuis la création de ce dernier ! Mais ni le parc, ni son président, ni le préfet n'avaient entrepris la moindre action pour mettre fin à cette invraisemblable situation.

Des ministres de l'Écologie bloquent le code de l'environnement

Mais le comble a été atteint lorsque, à partir de 2016, Ségolène Royal, peu avant de quitter son ministère, a fait appel de quatre jugements qui avaient donné raison à l'association. La suite ? Bien que les cours d'appel de Bordeaux, Versailles et Lyon aient alors rejeté les

requêtes de la ministre, ce sont successivement François de Rugy, Elisabeth Borne et, surtout, Barbara Pompili qui ont alors pris le relais et ont soutenu devant la justice des préfet·es qui avaient refusé de faire respecter le code de l'environnement.

Comment expliquer un tel scandale : des ministres de l'Environnement qui attaquent des jugements ordonnant à l'État de respecter une loi de protection de l'environnement ? Quels intérêts a voulu défendre le gouvernement en agissant de la sorte ? Qui peut croire que l'on n'a pas tenté ainsi de décourager, d'épuiser et de paralyser une association qui a sans doute le tort de gêner de puissants lobbies ? Une chose est sûre, aucune des lettres adressées au président de la République n'a été honorée de la moindre réponse et aucun de ces quatre ministres n'a accepté de recevoir l'association.

Où en est-on aujourd'hui ? Sur les onze appels interjetés à l'initiative de ces ministres, neuf ont déjà été jugés. Tous l'ont été en faveur de l'association. Il n'empêche que ces attaques mettent l'association en difficulté. Par leur coût comme par l'énergie qu'elles demandent. Et tout cela au détriment d'un certain nombre d'actions

auxquelles *Paysages de France* a été alors obligée de renoncer.

Des gouvernants au service des lobbies

Cette volonté, au plus haut niveau de l'État, de servir les lobbies, on la retrouve à de multiples reprises au cours de la dernière décennie.

D'abord en 2012, lorsque le décret d'application des dispositions en matière d'affichage publicitaire de la loi dite "Grenelle" a été publié. Le texte définitif s'est alors avéré très éloigné de celui qui avait été arrêté à la suite d'une longue concertation entre les parties. Le projet qui en était issu avait, comme c'est toujours le cas, été soumis à consultation publique sur le site du ministère. Près de cinquante mille citoyen·nes s'étaient exprimé·es, et 99 % d'entre elles et eux avaient demandé que les mesures de protection contre les nuisances engendrées par l'affichage publicitaire soient renforcées. Or non seulement il n'en fut rien, mais ce fut, au contraire, une cascade de reculs pour l'environnement. Avec, par exemple, la multiplication par quatre de la surface initialement prévue pour les publicités numériques, laquelle passait donc de 2 m² maximum dans le

2. Panneaux publicitaires de 12 m².



projet à 8 m² dans le décret! Au point que le rapporteur du décret devant le Conseil d'État n'allait pas hésiter à déclarer devant la haute juridiction que le "résultat allait très exactement à l'inverse de l'opinion exprimée à une écrasante majorité". Entre-temps, le lobby de l'affichage publicitaire s'était en effet activé...

En 2015, nouvelle catastrophe : cette fois-ci, c'est un projet de décret au sein duquel se cachent des articles qui seraient passés totalement inaperçus si *Paysages de France* n'avait compris de quoi il relevait. Un projet qui aurait permis, entre autres, d'installer, dans des milliers de communes de France où jusqu'alors ils étaient interdits, des panneaux publicitaires scellés au sol de grand format. Autrement dit les pires symboles de la pollution que peut engendrer l'affichage publicitaire. Ce seront alors sept mois de combat acharné au cours desquels *Paysages de France* va réussir à mobiliser à ses côtés d'autres associations, des personnalités, la *Fédération des Parcs naturels régionaux* et, finalement, les médias. Résultat? Le 5 septembre 2016, Ségolène Royal, qui jusqu'alors avait gardé le silence, finit par "craquer" et se désolidarise du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron. Enfin, le 9 janvier 2016, c'est au tour de ce dernier de baisser les bras après avoir reconnu, au cours d'une conférence de presse avec la ministre, que le projet avait "fait l'objet de réactions extrêmement fortes".

Mais le pire était encore à venir. Et le paradoxe, c'est que le problème est venu d'un article du projet de la loi Climat du 22 août 2021. Un article véritablement retors qui a trompé les mieux intentionné·es et abusé les membres de la Convention citoyenne. Il s'agit de l'article 17 de cette loi. Un article scélérat qui a été défendu avec âpreté par le gouvernement et avec une mauvaise foi sans limites par la ministre de l'Écologie. À compter du 1^{er} janvier 2024, seul·es les maires ou les président·es d'intercommunalités auront le pouvoir de faire cesser les infractions. Or les faits parlent d'eux-mêmes : toutes les études récentes montrent que, dans ce domaine, la majorité des maires n'agissent pas ou ne le font qu'exceptionnellement. Pire, certain·es prélèvent la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) sur des panneaux qu'ils savent illégaux.



L'association a eu beau démontrer, preuves à l'appui, toutes les conséquences délétères de cette mesure, le rouleau compresseur du gouvernement a poursuivi son travail de sape. Et a fait aux publicitaires un cadeau dont ils rêvaient depuis des décennies. Or parmi les multiples effets calamiteux de cette mesure, il en est une dont tout le monde pourra comprendre quelles seront ses conséquences : l'un des plus récents dossiers conduits par l'association concerne des infractions commises dans quinze communes du Puy-de-Dôme. Actuellement, le préfet est compétent pour l'ensemble de ces dernières. Soit un seul dossier, un seul interlocuteur et en cas de difficulté, un seul procès. Avec ce changement, ce seront quinze dossiers, quinze interlocuteurs et, dans le pire des cas, quinze procès!

Au-delà du combat en faveur du respect de la loi

Est-ce à dire que le pessimisme est de mise? Certes pas. Et ce n'est, de toute façon, pas le genre de la "maison". Car s'il est une victoire, c'est d'avoir réussi, avec ces actions, ces démonstrations, ces jugements, à faire émerger le sujet. Lorsque nous avons lancé nos

premières actions à Grenoble, c'était un non-sujet. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et c'est peut-être là l'un des apports les plus significatifs de l'action de l'association.

Actuellement, *Paysages de France* participe à l'élaboration de très nombreux règlements locaux et intercommunaux de publicité. Cela concerne notamment les plus grandes métropoles, mais parfois de petites communes. Nous sommes là pour faire contrepoids aux afficheurs, conseiller les élu·es, nourrir le débat, apporter des informations techniques. Et cela aussi bien à Marseille qu'à Lille ou que dans le Grand-Paris, lequel compte, outre la capitale, onze établissements publics territoriaux qui, chacun, élabore son propre règlement. Au printemps 2022, nous avons participé à une réunion consacrée au projet de règlement de Matoury, commune limitrophe de Cayenne. Manifestement, la mairie a apprécié notre présence. Il faut dire qu'en face, il y avait une dizaine d'afficheurs... À Lons-le-Saunier, la volonté de protéger la commune contre les multiples nuisances engendrées par l'affichage publicitaire se traduit désormais dans le règlement. Notre espoir? Que des maires donnent l'exemple à tous



ceux qui jusqu'à présent se montrent frileux au point de ne même pas faire appliquer leur propre règlement de publicité.

Autre objectif qui nous tient à cœur : faire accepter l'idée que le paysage quotidien est aussi du paysage. Qu'il mérite tous les égards puisqu'il constitue le cadre de vie de millions de citoyen·nes. Protéger le paysage ce n'est pas se préoccuper uniquement des paysages emblématiques ou "patrimoniaux". Il s'agit donc de faire évoluer les mentalités et les préjugés que continuent aujourd'hui à véhiculer la plupart des bureaux d'études qui accompagnent les collectivités. D'où le slogan lancé voici quelques années par l'association : "Pas de pub, des arbres!"

Utopie? Loin de là puisque ce rêve s'est en partie réalisé à Grenoble où des arbres ont été plantés là même où ont été enlevés des panneaux. Cela dans tous les quartiers.

Défendre le principe d'équité

L'un des principes que nous défendons est celui de l'équité. Pour *Paysages de France*, il est essentiel que toutes les habitantes et tous les habitants d'un même territoire bénéficient, en matière d'affichage publicitaire, du même niveau de protection de leur cadre de vie et de leur environnement. Permettre que l'on pollue davantage les quartiers considérés comme de moindre qualité paysagère ou architecturale, c'est instaurer la double peine, c'est faire d'un

règlement de publicité un instrument d'aggravation des inégalités. C'est instaurer des mesures discriminatoires. Force est de constater que nos idées avancent : Grenoble-Alpes-Métropole a décidé que la surface maximale admise pour les panneaux publicitaires serait la même dans toutes les zones et sur l'ensemble du territoire, soit 4 m², c'est-à-dire celle fixée par la réglementation nationale dans certaines communes. S'agissant du projet de règlement de publicité de Marseille-Provence, la commission d'enquête a estimé, c'est une première, qu'un "traitement différencié entre quartiers résidentiels de Marseille et des autres communes ne se justifiait pas".

Lutter contre le péril climatique

Comment peut-on prétendre protéger l'environnement en installant des panneaux publicitaires, qui sont autant d'incitations à consommer, à gaspiller, et qui consomment de l'énergie? Dans l'esprit des élu·es nous sommes "des antipub". Cela alors que nous essayons seulement de provoquer le débat sur les enjeux planétaires et écologiques et de placer les élu·es devant leurs responsabilités. La publicité est un accélérateur majeur du péril climatique et de la destruction de la planète. La mise en place d'un règlement de publicité est l'occasion pour les élu·es de se monter exemplaires et non le contraire.

Lorsque des écologistes deviennent les meilleurs publicitaires d'un publicitaire

Le drame, c'est que même des municipalités écologistes telles Grenoble ou Lyon continuent à signer des contrats avec des afficheurs comme JCDecaux. Avec pour conséquence l'installation de centaines, voire de milliers de panneaux publicitaires, directement sur les trottoirs, parfois à quelques centimètres seulement des yeux des personnes qui attendent leur bus. C'est dire le chemin qui reste encore à parcourir! Car faire cela c'est donner à Decaux la caution des écolos. C'est, pour lui, un cadeau inespéré et sa meilleure publicité. Car, désormais il peut dire partout : "Les écolos sont pour la pub sur les trottoirs". Combattre de telles dérives est désormais une urgence. ♦

➔ Adresse

♦ Paysages de France, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 03 23 75, contact@paysagesdefrance.org, <https://paysagesdefrance.org>



► Photos : **Carla Garson**

Pour la défense de la Zone à patates



Samedi 14 mai 2022, une manifestation prenant la forme d'un carnaval a rassemblé près de 800 personnes en soutien à la Zone À Défendre de Pertuis (Vaucluse). La ZAP (Zone à Patates, en référence à la culture locale traditionnelle de pommes de terre) est menacée d'expulsion. Les occupant·es de la ZAP, avec le soutien de nombreuses associations (*Terres vives Pertuis*, *Confédération paysanne*, *France Nature Environnement*, etc.) et collectifs, défendent 86 hectares de terres agricoles en plaine de Durance, au pied du Luberon. Le lieu autogéré est à la fois une base de résistance contre l'extension de l'artificialisation, une bulle d'expérimentation alternative et un foyer de vie collective.

Ces terres agricoles, fertiles, riches en biodiversité et irriguées sont menacées par la bétonisation à travers l'extension de la zone d'activité économique de Pertuis. Ce projet, porté par la métropole Aix-Marseille, est largement



soutenu par le maire de Pertuis, Roger Pellenc, industriel puissant et influent qui tente par la même occasion de s'accaparer 30 hectares sur les 86 concernés dans le but d'agrandir les entreprises qui portent son nom. Depuis 2019, les actions et mises en culture se sont multipliées pour faire barrage à l'extension de la zone d'activités. Il s'agit de la plus grosse mobilisation à ce jour contre ce projet, alors que la ZAP est menacée d'expulsion depuis la fin de la trêve hivernale. ♦

➔ Adresse

- ♦ Terres Vives Pertuis, 644 chemin Saint-Martin, 84120 Pertuis, <https://terresvivespertuis.wordpress.com>, lazapdepertuis@riseup.net, <https://zappertuis.noblogs.org>



➤ Propos recueillis par : **Maureen Prisker**

Brice Faraut est membre de l'équipe de recherche VIFASOM, Vigilance Fatigue Sommeil et Santé Publique, au Centre du sommeil et de la vigilance de l'Hôtel-Dieu à Paris.



Faire la sieste à l'heure du productivisme

Questionner notre rapport au temps, c'est le travail de Brice Faraut. Neuroscientifique, il étudie les effets de la privation de sommeil sur les humains et a mené de nombreuses recherches sur les bienfaits de la sieste, résumées dans son livre *Sauvés par la sieste*. Entretien avec ce chercheur qui interroge le poids du modèle de production industrielle sur nos nuits.



Sauvés par la sieste. Petits sommes et grandes victoires sur la dette de sommeil, éd. Actes Sud, 2019, 258 p., 20 €

Silence : À partir de quand notre sommeil s'est-il dégradé ?

Brice Faraut : L'invention de l'électricité n'est pas négligeable, elle a révolutionné les méthodes de travail. Et permet à la révolution industrielle d'inventer le travail de nuit. Les usines tournaient 24h/24 7j/7. Mais la lumière de nuit n'est pas naturelle et dérègle fortement l'organisme. Le fantasme de sociétés du tout éveil gomme au maximum nos rythmes physiologiques.

"La machine clef de l'âge industriel moderne n'est pas la machine à vapeur mais bien l'horloge. [...] Chaque heure sonne l'information, aux allures d'injonction, comme une nouvelle manière de battre le tambour. Puis sont venus les chandeliers, les cheminées, l'éclairage au gaz, les ampoules. Depuis que l'électricité remplit chaque heure de la journée, le temps est devenu argent et le cours du sommeil a chuté. La révolution industrielle pouvait démarrer".

Le premier étant celui du jour et de la nuit. Comme tous les animaux, nous avons été construits en fonction du cycle de l'humidité, de la température et évidemment de la lumière. Celles et ceux qui vivent au plus proche de la nature avec peu d'influence extérieure ont des rythmes de sommeil bien différents. C'est le cas des populations autochtones d'Amazonie. Leur sommeil est plus marqué en fonction des saisons. Elles dorment davantage en hiver comme il y a moins de lumière, et moins en été et au printemps.

Quels sont les impacts de l'utilisation des écrans sur notre sommeil ?

Les écrans sont constitués de lumière bleue à LED car cela coûte moins cher pour les industriels à produire, et c'est plus vendeur qu'un jaune fade ! Depuis 15 ans, on a découvert selon une étude de *Santé Publique France* publiée en 2019, la présence de récepteurs à mélanopsine, photopigments contenus dans la rétine, extrêmement sensibles à la lumière bleue. Le soir si vous restez 1 à 2 h avec une tablette sans aucune autre lumière, cela décale la libération de mélatonine, l'hormone du sommeil

et provoque un endormissement plus tardif. Comme les gens ne se lèvent pas plus tard le matin cela réduit clairement la quantité de sommeil et la qualité de l'endormissement.

Qui sont les profils en manque de sommeil ?

Le fantasme d'avoir un-e travailleur-se disponible en permanence permet d'optimiser la récupération de sommeil en empiétant sur le sommeil lent profond. Ce sont les personnes les plus précaires qui récupèrent les horaires les moins acceptables physiologiquement. Celles et ceux qui font des ménages dans les bureaux sont de vrais fantômes. Ils et elles arrivent à 5 h 30 le matin, ont une grosse coupure et reviennent le soir. Les horaires fragmentés sont terribles pour l'organisme. Bien souvent ces personnes n'ont pas le temps de faire l'aller-retour pour faire la sieste à cause des temps de transports. Mais le pire c'est pour celles qui tournent. Elles prennent leur poste tôt le matin, l'après-midi ou tard le soir. Une infirmière en poste de 14 h à 21 h se couche souvent après minuit. Et lorsqu'elle repasse du matin le lendemain,

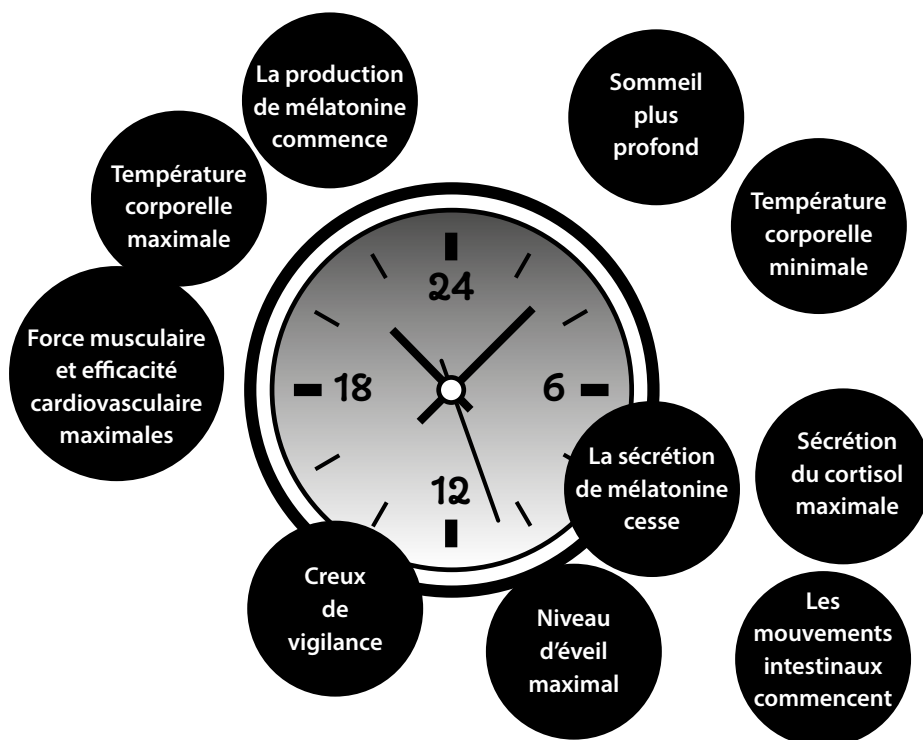
la journée débute à 7 h donc il faut se lever à 5 h... L'irrégularité et la fragmentation des horaires sont dures physiologiquement et imposent un décalage avec la vie familiale. Cela pousse parfois à l'isolement social.

Quelle est la responsabilité des pouvoirs publics sur le sujet ?

Nous avons déjà eu des rapports avec l'Éducation nationale. La solution qui est évidente c'est de commencer l'école 1 h plus tard le matin. Mais c'est bien compliqué à organiser comme les parents travaillent à heure fixe. C'est tout un processus global qu'il faut donc remettre en question ! Il y a tout de même des réflexions au lycée pour commencer plus tard.

La sieste est-elle institutionnalisée au travail ?

La sieste de récupération dans le cadre du travail se démocratise de plus en plus. Même si pour certain-es c'est un peu un pansement d'affichage, les responsables ont bien conscience des besoins de sommeil de leurs employé-es, surtout dans les petites entreprises. En revanche ce n'est pas si simple à organiser. Il faut vraiment réfléchir à l'environnement. L'idée n'est pas juste de mettre des lits à disposition n'importe où. Dormir 10 ou 20 minutes permet d'améliorer un certain nombre de facteurs dans les 2 à 3 heures qui suivent et augmente l'efficacité au travail pendant l'après-midi. Une sieste de 6 minutes permet par exemple d'augmenter la capacité de restitution ! La sieste n'est pas seulement présente chez Google et dans les start-up avec



"Il existe un bijou de miniaturisation qui offre à l'organisme le luxe de mesurer le temps, c'est l'horloge centrale. Deux ensembles de dix-milles neurones scandent sur vingt-quatre-heures un grand nombre de rythmes biologiques qui synchronisent l'ensemble des fonctions de l'organisme. Nos performances physiques et intellectuelles dépendent de ce tic-tac intérieur."

Brice Faraut

baby-foot et canapés dans les salles de repos ! En général c'est la médecine du travail qui me contacte pour que j'intervienne dans les entreprises. La sieste de récupération permet de lutter contre la dette de sommeil, c'est un outil de santé publique.

Quand faire la sieste ?

C'est notre horloge biologique qui gouverne nos rythmes et instaure un petit creux de vigilance en début d'après-midi, vers 13h avec une légère baisse de la température du corps, ce qui constitue l'heure physiologique

de la sieste. Lorsque nous sommes en manque de sommeil, ce creux se fait ressentir d'autant plus fortement. Il est primordial de déculpabiliser le rapport que l'on peut avoir au sommeil pour comprendre que faire la sieste, c'est du temps gagné et pas du temps perdu. Même du point de vue d'un employeur, pour être plus productif. Prendre conscience de ce besoin naturel nous permet d'être mieux au monde et mieux avec les autres finalement. Voyez comme on peut être irritable, de mauvaise humeur, déprimé, etc. Mieux dormir permet de mieux penser. ♦





Main basse industrielle sur les terres

La terre agricole recouvre la moitié du territoire français. Elle fait depuis toujours l'objet de luttes entre agricultrices, mais pas seulement : aujourd'hui cette ressource est menacée par des industries désireuses de maîtriser les matières agricoles. Assiste-t-on à un accaparement qu'on croyait réservé aux pays de l'hémisphère Sud ?

Depuis le début de la guerre opposant deux gros producteurs de céréales, l'Ukraine et la Russie, les cours de l'huile, du tournesol, du colza, du blé ou encore du maïs ont atteint des taux record. Des droits exceptionnels pourraient être accordés aux agriculteur-trices françaises, pour leur permettre d'utiliser les terres obligatoirement au repos. "La Commission va proposer d'adopter une suspension (des règles), afin qu'on puisse utiliser ces terres pour la production protéinique, car il y a évidemment un manque de nourriture pour les élevages" a indiqué à l'AFP le commissaire européen à l'agriculture Janusz Wojciechowski (1).

Quand la terre rencontre l'entreprise

Il faut se représenter la terre comme le réservoir alimentaire du pays.

Lorsque les incertitudes politiques se multiplient, le foncier agricole apparaît sous une lumière un peu plus crue. La terre, essentielle et stratégique, est gouvernée d'un peu plus près. Mais à qui appartient-elle ? Depuis une dizaine d'années, la terre attire les grandes entreprises. Après avoir avalé la transformation des produits agricoles et leur distribution, elles investissent la production agricole elle-même. Enseignes de la grande distribution, leaders de l'agroalimentaire, du secteur pharmaceutique ou du secteur cosmétique : ils sont de plus en plus nombreux à convoiter le patrimoine agricole.

Au sud d'Orléans, *Fleury Michon* possède un élevage où naissent six-mille porcelets par an.

À la ferme, des ouvrière-s font les travaux agricoles. À des centaines de kilomètres, les dirigeants de *Fleury Michon* surveillent sur leurs écrans les cours des matières premières. Ayant fondé sa croissance à l'origine sur le

secteur commercial, cette entreprise fait à présent du contrôle de l'activité agricole un élément clé de sa stratégie.

Mais pourquoi la terre voit-elle arriver des investisseurs auxquels elle avait échappé jusque-là ? Le monde rural, tout bucolique qu'il semble être, n'est pas simple. Un-e agriculteur-riche sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. À force de travailler soixante heures par semaine pour quelques centaines d'euros, avec des montagnes de crédit dont on ne voit pas le bout, l'amertume des agriculteur-riche-s grandit. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les fortunes de l'industrie soient bienvenues là où l'argent manque.

Les Safer, d'intérêt général ?

Les autorités, de leur côté, ont de moins en moins de moyens pour faire garde-fou. Pour le comprendre, il faut se pencher sur les *Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural* (Safer). Il en existe une par département. Placées sous tutelle du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Économie et des Finances, les Safer sont des sociétés anonymes sans but lucratif. Leur création en 1960 devait permettre à la puissance publique d'intervenir sur le marché des terres pour exercer une mission d'intérêt général,

1. "Bruxelles va proposer de cultiver les jachères pour doper la production de l'UE", AFP, 17 mars 2022, <https://www.terre-net.fr>

celle de redistribuer le foncier agricole en faveur des agriculteurs.

Chaque *Safer* locale se voit obligatoirement informée lorsqu'une transaction est en vue, notamment quand un-e agriculteur-trice vend ses terres au moment de partir à la retraite. Le code rural leur confère un pouvoir important avec un droit de préemption, qui leur permet d'acquérir le bien avant tout autre acheteur afin de fixer un nouveau prix et de faire un appel à candidature.

Mais, en pratique, les exemples d'écarts abondent. Pourquoi les *Safer* acceptent-elles de vendre des terres à *Fleury Michon* ? Contacté au sujet de ce type d'opérations, Emmanuel Hyst, le président de la *Fédération nationale des Safer*, ne souhaite pas s'exprimer. Comment comprendre le dévoiement d'un organe d'État ? Déjà en 2014, la Cour des comptes critiquait une gestion "peu transparente" et recommandait un "meilleur encadrement". Un écrit fut publié, il s'intitulait : *Les dérives d'un outil de politique d'aménagement agricole et rural*. Dans ce rapport, les magistrats reprochaient aux *Safer* de perdre de vue leur mission initiale : elles n'installent plus suffisamment de jeunes agriculteur-trices.

Un abandon de l'État

La baisse drastique des moyens accordés aux *Safer* y est-elle pour quelque chose ? À leur création, elles étaient financées à 80 % par des fonds publics. Mais ces subventions de l'État n'ont cessé de fondre et, depuis 2017, l'État ne finance plus du tout les *Safer*, sauf en outre-mer. Le peu d'argent public qui reste — 2 % du budget en



Lucile Leclair

moyenne — provient essentiellement des régions. Aujourd'hui, 90 % du budget des *Safer* viennent des commissions qu'elles touchent sur les ventes. Et les 8 % restants sont issus d'études et de conseils, principalement à destination des collectivités territoriales. Ainsi, la plupart de leurs recettes sont désormais apportées par les transactions qu'elles réalisent pour vivre. Aujourd'hui sous-équipées, elles peinent à remplir leur mission. Pour maintenir leurs finances en bonne santé, elles ont intérêt à enchaîner les transactions et peuvent parfois mettre de côté leur objectif premier.

En théorie, il est prévu que les *Safer* facilitent l'installation des jeunes agriculteur-trices. Mais lorsqu'un gros industriel se présente, elles ont du mal à dire non. À côté de Grasse

(Alpes-Maritimes), *Chanel* achète l'hectare à un million d'euros pour cultiver les fleurs qui entrent dans la composition de ses parfums. En proposant de tels prix, la société *Chanel* est sûre d'emporter le marché. À moins que la *Safer* locale ne s'y oppose : le code rural lui attribue la faculté d'utiliser son droit de préemption "avec révision de prix". Si le tarif est surévalué, elle peut exiger une baisse. La *Safer* diffère alors la transaction, le temps de proposer au vendeur de nouvelles conditions conformes au prix local de la terre, fixé chaque année dans un document officiel, "*Le Prix des terres*". Mais *Chanel* ne semble pas soumise aux mêmes lois que tous. La *Safer* locale autorise la vente. À ce sujet, Emmanuel Hyst, le président national des *Safer*, ne souhaite pas non plus s'exprimer.

David contre Goliath

Les perturbations pour le marché foncier sont pourtant réelles. La terre agricole voit s'affronter des prétendant-es à armes inégales. Quand le prix de la terre atteint de tels sommets, les jeunes agriculteur-trices ne peuvent pas suivre. Florian Duchemin se dit écœuré par cette "bagarre de l'hectare". Après avoir recherché pendant quatre ans une parcelle pour s'installer en maraîchage dans la Drôme, il a dû trouver un travail dans l'informatique : "*Vu le prix, bientôt il sera plus facile d'acquérir un trois-pièces à Paris qu'un hectare de terre arable*". "*La concurrence est déloyale*", conclut ce trentenaire en pointant des acheteurs qui viennent du monde industriel. Leur arrivée remonte



L'accapement des terres s'accompagne de l'industrialisation toujours plus forte de l'agriculture.



Quelle place demain pour une agriculture paysanne ?

au début des années 2010. Cette évolution survient au mauvais moment : un-e agriculteur-trice sur quatre a plus de 60 ans. Dans les trois années à venir, 160 000 exploitations devront trouver un successeur. Tout est prêt pour un transfert massif. Qui seront les prochain-es paysan·nes ?

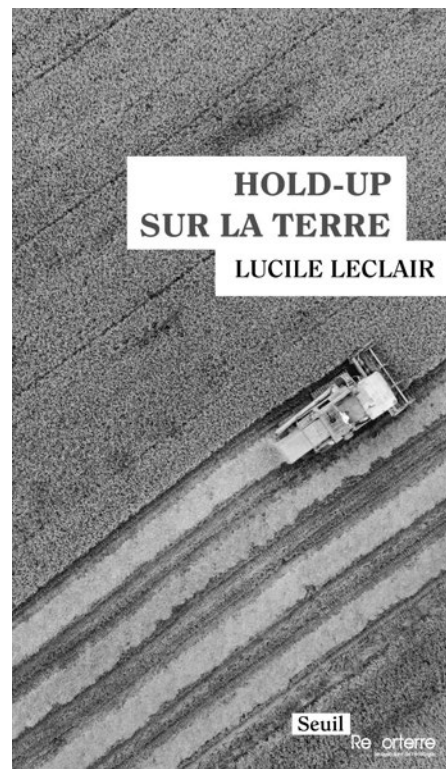
Sans réelle opposition pour les freiner, les firmes avancent dans l'espace rural. Leurs fermes passent souvent inaperçues. À qui appartient la terre ? Il n'y a aucune marque dans le paysage. Toute une cohorte d'entreprises prennent du pouvoir à la campagne : elles achètent ou louent les terres, les cultivent et organisent les récoltes à l'insu du plus grand nombre. À l'heure où l'agriculture paysanne a la cote, cette mutation discrète est en cours. Il faut contribuer à révéler cette dynamique qui échappe à l'appareil statistique. Sur les 26,7 millions d'hectares que compte la France, les grandes entreprises en possèdent-elles 100 000 ou 1 million ? Personne ne peut le dire aujourd'hui. Il est temps que les décideurs politiques s'emparent du sujet pour que l'on puisse mesurer sa valeur statistique exacte.

Une gestion à huis clos

Au fil des mois d'enquête, je me suis souvent confrontée à la difficulté d'accéder à l'information. Lorsque les portes sont fermées, il semble d'autant plus urgent de s'immiscer dans les rouages des transactions foncières. Car les nouveaux propriétaires fonciers font l'agriculture de demain. Qui sont-ils ? Dans quel intérêt investissent-ils ? À qui doivent-ils rendre des comptes ? Nous

avons le droit de connaître les ressorts de ce que nous achetons.

Quand une terre est cultivée par un groupe industriel, où est l'intérêt de la population ? La question devrait pouvoir être posée dans l'instance de la Safer. Problème, les commissions où se déroulent les ventes de terre se passent à huis-clos. Ainsi, les instances en charge des affaires foncières ne sont pas ouvertes au public. Les Safer ont tous les attributs d'un parlement pour partager le foncier — sauf la transparence. *"Nous ne connaissons pas la teneur des échanges, nous n'avons aucun renseignement sur les débats, mais seulement sur la décision prise"*, explique Thomas, agriculteur en Loire-Atlantique. Pour lui, la démocratie pratiquée à la Safer ne devrait pas se passer à huis clos.



Hold-up sur la terre, Lucile Leclair, éd. du Seuil, 2022, 160 p., 12 €

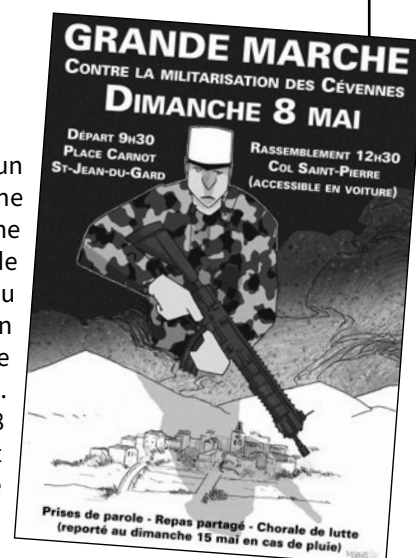
"Pourquoi ne peut-on pas s'inscrire pour assister à un comité technique comme on peut le faire dans un conseil municipal ?"

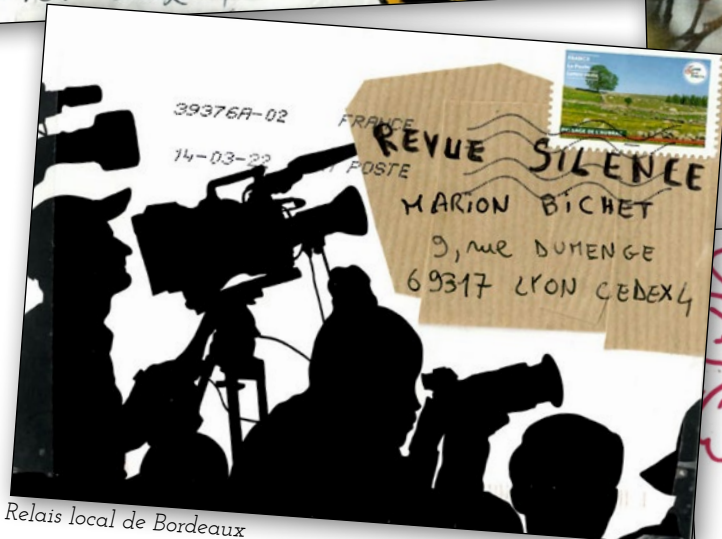
Dans les années à venir, les hectares qui se vendront vont-ils conforter l'agriculture de firme ou un autre modèle agricole ? C'est le rôle de nos Safer d'en décider. L'arbitrage des autorités sur un acte aussi primordial pour la vie, celui de manger, doit être davantage compris et mis en lumière. ♦

Non à la militarisation des vallées cévenoles

L'armée française a acheté en toute discrétion un mas cévenol au pied du Larzac, sur la commune de Tournemire, dans l'Aveyron. Dans le même temps, dans les Cévennes, sur la commune de Saint-Jean-du-Gard, une autre ferme était au printemps 2022 en cours d'achat pour la légion du Camp des Garrigues de Nîmes. Si la commune y est favorable, les résistances sont nombreuses. Une marche contre la militarisation a eu lieu le 8 mai à Saint-Jean-du-Gard. Ces deux terrains ont été achetés discrètement à la Safer, organisme d'État censé gérer les passations de terre et garantir leur vocation agricole. GG

♦ Affaire à suivre dans Gardarem lo Larzac, le journal du Larzac solidaire, Montredon, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite, <http://larzac.org>.





Relais local de Bordeaux

Hélène Perronne, Paris



Nadia Saiz Caceres, Haute-Savoie



Simone Muller, Vaucluse



Estelle Le Breton, Maine-et-Loire

Essais

La forêt est l'avenir de l'homme

Bernard Boisson

L'écopsychologie met l'accent sur l'importance de nos sentiments. Et ce n'est pas un hasard si on sent bien dans une forêt. Mais celle-ci est aujourd'hui l'objet d'une exploitation intensive et il n'existe presque plus d'arbres adultes en France (un chêne n'est adulte qu'à 400 ans). Si l'auteur montre bien les interactions que l'on peut avoir avec le riche milieu forestier, les tentatives qu'il fait pour élargir cela à un projet de société sont limitées : affirmer que si on se sentait mieux, de nombreux problèmes se résoudraient d'eux-mêmes ressemble plus à pirouette philosophique qu'à une analyse sérieuse. Des limites du développement personnel sur les enjeux collectifs. FV.

Éd. Le courrier du livre, 2021, 252 p., 20 €



Plus vite que le cœur d'un mortel

Désurbanisation et résistances dans l'Amérique abandonnée

Max Rousseau et Vincent Béal

Ce livre étudie les initiatives qui se sont mises en place dans le centre de la ville de Cleveland (Ohio, États-Unis). La ville a perdu un grand nombre d'habitants suite à l'automatisation des usines de voitures (comme Détroit). La crise de 2008 a fini de ruiner nombre de familles afro-américaines. Le Comté a choisi de détruire les maisons à l'abandon et revend les parcelles vides à faible prix. Cela conduit à des initiatives à petite échelle (jardins communautaires), mais ouvre également à des visées spéculatives : acheter pour 100 \$ un hectare en centre ville peut être très rentable à long terme. L'objectif principal est de relocaliser la production de besoins locaux, notamment autour du campus universitaire



et hospitalier très riche. Une étude qui présente des enseignements pour les villes en difficulté en Europe ou pour les projets de décroissance urbaine. FV
Éd. Grevis, 2021, 260 p., 16 €

La révolte

Marine Miller

Dans les écoles d'ingénieur-es, de plus en plus d'étudiant-es remettent en cause un enseignement qui ignore les problématiques écologiques d'aujourd'hui. L'autrice, journaliste au Monde, a rencontré des personnes qui ont essayé de faire bouger les choses par des actions au niveau de l'enseignement, lors des stages en entreprises, ou lors des premiers emplois. Puis elle s'intéresse à celles et ceux qui s'éloignent de la voie de l'élite pour se lancer dans les alternatives, allant vers des remises en cause toujours plus profondes, une recherche de simplicité, de décroissance. Le livre se termine sur une ZAD. Apparemment, Jean-Marc Jancovici est à l'origine, par ses conférences, d'une partie de cette prise de conscience, sans que la question de ses mensonges permanents sur le nucléaire ne soit abordée. Les grandes entreprises constatent actuellement une baisse rapide des candidatures. La révolte des ingénieur-es va-t-elle entraîner la révolte de la population ? FV

Éd. Seuil, 2021, 230 p., 19 €



Colibri, et après ?

Marie Petit

L'autrice, jeune maman, directrice d'école maternelle, retrace ici sa prise de conscience écologique. Elle commence par manger bio, puis s'investit au niveau familial dans le "zéro déchet". Elle prend alors conscience que les petits gestes individuels ne suffisent pas et commence à agir au niveau communal, puis dans son école, toujours sur le thème du zéro



Nous avons également reçu...

Essais

■ **L'écologie politique en France**, Bruno Villalba, éd. La Découverte, 2022, 127 p., 10 €. Ce livre, sorte de gros article de l'Encyclopedia universalis, retrace les sources de l'écologie politique, ses stratégies, ses évolutions depuis les années 1970, ses divers courants, ses partis politiques et leurs aléas électoraux, la sociologie de leurs adhérent-es, etc. Aride et synthétique.

■ **Rester barbare**, Louisa Yousfi, éd. La Fabrique, 2022, 128 p., 10 €. "Je sens que j'ai tellement de choses à dire qu'il vaut mieux que je ne sois pas trop cultivé. Il faut que je garde une gerçole de barbarie, il faut que je reste barbare". Cet énoncé de Kateb Yacine, Louisa Yousfi en fait à la fois mot d'ordre esthétique et une fable politique.

■ **Débrancher la 5G ?**, Collectif Atécopol (atelier d'écologie politique de Toulouse), éd. Écosociété, 2022, 160 p., 14 €. Le déploiement de la 5G s'effectue sur une grande partie de la planète, grâce à des investissements colossaux (500 milliards d'euros). Après avoir présenté le système et les arguments en sa faveur, le collectif traite des oppositions en montrant les limites d'une évaluation qui fait fi des risques sociaux et géopolitiques, voire des craintes exposées par des citoyen-nés sur la santé, et soulève l'enjeu de l'appropriation des choix technologiques.

■ **Reconstruire ensemble ce monde abîmé, pour une écologie qui ne laisse**

personne de côté

, Mathilde Boissier, J. Christophe Sarrot, C. Vercelloni, éd. ATD Quart Monde, 2022, 94 p., 5 €. Partant du constat que les plus pauvres sont les plus exposés aux conséquences de la dégradation climatique, les équipes pluridisciplinaires de ATD (Agir Tous pour la Dignité) créent des partenariats avec des écologistes pour agir à la fois sur la planète et pour une justice sociale et économique. L'association créée en 1957 dans les bidonvilles de la région parisienne est connue (entre autres) pour sa promotion des "territoires zéro chômeur".

■ **Boire des cocktails Molotov avec Gandhi. Résister, se rebeller, réensauvager**, Mark Boyle, traduit de l'anglais par Emeline Yau, éd. Nautilus, 2022, 287 p., 20 €. Le titre provocateur donne le ton du livre. L'auteur nous livre ses réflexions, agrémentées de nombreux exemples et cas qualifiés de violents ainsi que de réponses non-violentes des pacifistes. La non-violence stratégique est-elle dans tous les cas efficace ? Un plaidoyer prenant qui se lit d'un trait et suscite doutes et réflexions.

■ **Printemps silencieux**, Rachel Carson, traduction Jean-François Gravrard, éd. Wildproject, 2022 [1962, 1994, 2009], 320 p., 20 €. Nouvelle réédition d'un des premiers livres qui a alerté sur la disparition des espèces provoquée par l'usage des pesticides. Traduit en 16 langues, déjà vendu à plus de deux millions d'exemplaires.

■ **Petite encyclopédie de l'autosuffisance**, Alison Candlin, traduction Denis Richard, éd. Eyrolles, 2022 [2011], 260 p., 21 €. Le sous-titre "Pour une vie plus verte, plus saine et plus autonome" ne laisse pas percevoir qu'en fait le livre ne parle que de potager, verger et petit élevage, à l'exception d'une vingtaine de pages sur la maison. On est très loin d'une démarche d'autosuffisance, même alimentaire. Sur le plan jardinage, par contre, c'est plein de conseils intéressants et bien illustrés.

B. D.

■ **Celle qui parle**, Alicia Jaraba, éd. Bamboo, 2022, 220 p., 25 €. Reconstitution de la vie de la première indienne qui a servi de traductrice aux colonisateurs espagnols au Mexique. Une approche féministe et un dessin de toute beauté.

■ **Voyage au centre du microbiote**, Fäst et Chochois, éd. Octopus / Delcourt, 2022, 184 p., 20 €. Sous forme d'une BD, un véritable tour d'horizon de ce que l'on sait du fonctionnement de nos intestins et des bactéries et virus qui y habitent. Cela remet en cause bien des savoirs traditionnels, en particulier dans le domaine de l'immunité. L'histoire, un peu farfelue, aide à faire passer certaines pages véritablement encyclopédiques.

■ **Pour que respire le désert**, Valérie Mangin, Steven Dupré, Liu Cixin,

éd. Delcourt, 2022, 66 p., 18 €. Une ville de l'ouest de la Chine est ruinée par la désertification jusqu'à ce qu'une jeune scientifique invente des bulles de savon qui se chargent d'humidité au niveau de la mer et apportent la pluie dans le désert. Liu Cixin est une nouvelliste de science-fiction chinoise célèbre... qui, une fois de plus, pense que les questions écologiques peuvent se résoudre par des innovations technologiques.

Jeunesse

■ **Dis, pourquoi les espèces disparaissent ?**, Olivier et David West, éd. Delachaux et Niestlé, 2022, 36 p., 10 €. Dès 6 ans. Joliment illustré, une présentation de quelques espèces qui disparaissent, quelques explications sur les causes de cette extinction, mais pas grand-chose pour donner envie à l'enfant d'agir.

■ **Un endroit extraordinaire**, Lucy Coussins, éd. Hélicon, 2022, 40 p., 14,90 €. Dès 3 ans. Une abeille, une coccinelle, un scarabée et une libellule cherchent un endroit extraordinaire où vivre ensemble. Mais chaque endroit trouvé (arbre, mare, etc.), est pollué ou dégradé par les humains. Trouveront-ils une terre d'asile accueillante ? Un bel album simple, joyeux, naïf et coloré.

déchet. Grâce aux rencontres qu'elle fait, elle prend conscience d'un nombre croissant de problèmes : des questions d'empreinte écologique, de la difficulté de gérer ses contradictions, manger de la viande, avoir une voiture. C'est très bien écrit, optimiste, et cela donnera fortement envie d'en faire autant à des personnes qui ne sont pas encore passées à l'action. Reste à écrire le deuxième tome : comment aller plus loin et agir pour que des changements collectifs soient initiés... car on est encore loin du compte ! MB

Éd. Leduc, 2021, 224 p., 17 €

Ré : Habiter

Olivier Darmon

Plutôt que de démolir pour reconstruire, des architectes s'essaient à la réhabilitation. Ceci permet d'économiser les matériaux et l'énergie. Dans la mesure du possible, les aménagements, les extensions, etc. sont réalisées de manière la plus économe possible. Le livre présente une vingtaine d'exemples, certains de grande envergure (le palais de Tokyo à Paris), d'autres plus modestes (rendre habitable un hangar à tabac dans le Gers). Certains travaux débouchent sur de nouvelles habitations très contemporaines, d'autres sont laissées à l'état brut. De quoi prendre conscience de la voie royale qui s'offre à nous pour diminuer notre empreinte écologique. MB

Éd. Alternatives, 2021, 176 p., 32 €



Restons vivantes

Vandana Shiva

Ce livre écrit en 1988 n'avait jamais été traduit en français et reste d'actualité. Il est pourtant l'un des premiers textes à montrer les liens entre écologie, féminisme et non-violence. Il s'appuie sur l'histoire des résistances des femmes indiennes à la destruction de la forêt (mouvement Chipko) et d'autres mouvements de contestation des pratiques du capitalisme patriarcal : Révolution verte, contrôle des semences, barrages, plantation d'eucalyptus, monoculture. Vandana Shiva explore comment femmes et hommes peuvent évoluer vers une société émancipatrice et en symbiose avec la nature. Pour elle, le capitalisme patriarcal conduit à l'apparition des mégalofores. La préface et les notes de Jeanne Burgart Goutal permettent de remettre ces pensées dans leur contexte. On mesure également l'héritage des femmes qui se sont lancées dans l'activisme en commençant dans les pas de Gandhi. Un livre historique incontournable. MB

Éd. Rue de l'Échiquier, 2021, 430 p., 25 €



Le consumérisme à travers ses objets

Jeanne Guien

Le but de ce livre est de soumettre à notre réflexion l'histoire d'objets qui nous sont devenus indispensables et d'analyser leurs effets sociaux et écologiques : gobelets, mouchoirs, déodorants, vitrines, smartphones. Comment s'habitue-t-on à consommer au point d'oublier comment on faisait avant ? L'autrice nous montre par quels multiples moyens les industries qui fabriquent notre monde créent aussi nos comportements et nos appétits. Passionnant ! MD

Éd. Divergences, 2021, 223 p., 17 €



C'est pour la bonne cause !

Les désillusions du travail associatif

Simon Cottin-Marx

De nombreuses publications sont sorties sur le sujet. Généralement rédigées par des salarié-es déçu-es, victimes de mauvais traitements moraux et financiers : accumulation d'heures supplémentaires jamais réglées, absence de responsable (l'employeur-se, bénévole, n'étant pas le ou la payeur-se). Un regard rétroactif permet alors de constater trop tard que le



fonctionnement convivial annoncé ne reposait sur aucune base, que le poste défini était flou, etc. Cette enquête menée par un sociologue et effectuée sur une large base a le mérite d'explorer les cas de figure les plus courants, de démonter les mécanismes, de mettre à plat les sources de dérapages. Il n'y a pas les "bons" d'un côté et les "fautifs" de l'autre, mais une série de situations récurrentes que ne maîtrisent pas les employeurs associatifs, en réalité sous-traitants au rabais d'un État à la fiabilité aléatoire. MD

Éd. de l'atelier, 2021, 144 p., 14 €

Une histoire sociale et politique de la conquête de l'Algérie par la France

De la guerre des Demoiselles à la reddition d'Abd el-Kader

Bonnel et Cerutti

Ce livre choral nous éclaire sur le contexte social, économique et politique de l'époque. C'est en quoi il diffère de la plupart des livres d'histoire qui ont été publiés. La France des années 1800-1840 est en pleine industrialisation forcée. Les oppositions populaires qui se manifestent parmi les paysan-nes et les artisan-es sont violemment écrasées. La conquête de l'Algérie fait partie des expédients qui vont permettre à l'empire d'imposer un nouvel ordre en recrutant des bataillons parmi les populations ruinées. De l'autre côté de la mer, l'opposition rencontrée, les méthodes brutales, les vols et les exactions sont tus. En France, l'idéologie coloniale dominante a rallié socialistes et humanistes. Un livre incontournable ! MD

Éd. Terrasses, 2022, 143 p., 10 €



Terre et liberté

Aurélien Berlan

La liberté des uns (et moins souvent des unes) passe par la soumission des autres. Cela a été vrai de tout temps, les femmes et les esclaves assurant les tâches de subsistance. Et cela se poursuit aujourd'hui de diverses manières : femmes au foyer, salariat, délocalisation des entreprises dans le Sud... L'auteur montre que le discours libéral masque les formes de domination et que le socialisme s'est trompé en voyant les technologies comme une solution. L'alternative se trouve dans la recherche d'autonomie au niveau de la subsistance et il rejoint des autrices comme Vandana Shiva, Maria Mies, Ivan Illich, Bernard Charbonneau... mais aussi des pratiques plus anciennes comme le marronnage par exemple. Pour ne pas dominer les autres et la nature, tout le monde doit participer aux travaux collectifs. Cela se pratique et s'essaie aujourd'hui dans la mouvance anarchiste et écologiste non technophile, sur les ZAD. Pas toujours facile à lire, philosophie oblige, mais cela nous aide à éviter les illusions du capitalisme vert. MB

Éd. La Lenteur, 2021, 214 p., 16 €



Portrait du politiste en funambule

Manuel Cervera-Marzal

Pour passer son habilitation à diriger les recherches, l'auteur a présenté les questions qui l'interrogent dans la pratique de son métier. Il passe en revue l'impossibilité de la neutralité, les formes de désobéissance (souvent marginales) et celles de soumission (souvent majoritaires). Il a passé deux ans à suivre le collectif des Désobéissants, puis Nuit debout, puis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il étudie les notions de "leader", de porte-parole notamment au sein de la France insoumise et de Podemos. Il s'interroge sur les formes de domination qu'il y a vu, sur le nouveau populisme, sur le lien entre sciences sociales, philosophie et littérature, sur le rôle de l'université, de la recherche, de son financement par l'État, sur de nouvelles formes de démocratie, sur ce que représente le journalisme face à la politique, etc. Sous forme d'autobiographie, un livre facile à lire et plein de questions intéressantes... parfois sans réponse. FV

Éd. Le bord de l'eau, 2022, 160 p., 16 €



Le livre du mois

Quand les plantes n'en font qu'à leur tête

Dusan Kazic

Dusan Kazic, anthropologue, est allé à la rencontre de paysan·nes qui vivent avec les plantes. Il étudie comment humain et non-humain se co-domestiquent. Il essaie de montrer, avec de nombreuses belles histoires, que ces démarches "amoureuses" n'ont pas grand-chose à voir avec la "production" dont nous saou·le l'économie. Si le modèle dominant essaie d'imposer ses "exploitations agricoles", ses "rendements", ici les plantes ne produisent pas, elles poussent. Les paysan·nes ne "produisent" pas, ils cultivent, accompagnent, échangent, aident, aiment... L'auteur montre qu'une autre approche de nos relations aux plantes est possible et que cela permet de voir le monde autrement que comme "des ressources". Il met en garde contre le terme de "décroissance" qui nous enferme dans le champ économique et contre le terme de "nature" qui suppose que l'humain n'en fait pas partie. Il rejoint ici la pensée de Pierre Clastres qui s'est élevé en son temps contre notre volonté de dominer une nature qui ne serait pas la nôtre.

De beaux récits pour de saines réflexions. MB

Éd. Les Empêcheurs de penser en rond, 2022, 390 p., 22 €



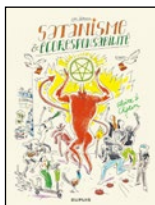
Bandes dessinées

Satanisme et écoresponsabilité

Loïc Sécheresse

Une BD bien déjantée : Satan découvre que ce qu'il a mis en œuvre sur la planète pour en faire un enfer (le capitalisme) risque de provoquer la fin de l'humanité et donc de sa matière première. Il devient donc écolo ! Et cela va changer bien des choses. Loïc Sécheresse s'en donne à cœur joie ! Commando écolo contre les trottinettes électriques et les SUV, reconversion à l'acoustique d'un groupe de métal, mécompréhension d'une partie de la population qui adule Chaton (confondu avec Satan), damné·es qui passent en autogestion dans une cuve dont le numéro est le code postal de Notre-Dame-des-Landes... C'est plein de clins d'œil à l'actualité, c'est très drôle et cela peut peut-être nous aider à sauver la planète ! FV

Éd. Dupuis, 2022, 208 p., 25 €



L'obsession du pouvoir

Gérard Davet, Fabrice Lhomme,

Pierre van Hove

Gérard Davet et Fabrice Lhomme sont journalistes au Monde, chargés des relations avec les présidents de la République. Ils ont publié par ailleurs *Sarkozy m'a tué* et *Un président ne devrait pas dire ça* qui racontent la vie et les embrouilles de Nicolas Sarkozy et de François Hollande. Dans cette BD, ils racontent comment ils procèdent pour leurs enquêtes, leurs entretiens, comment on trouve des infos, comment on les vérifie et comment on se protège ensuite des menaces, des procès... Ils montrent que ce n'est pas n'importe qui qui arrive au pouvoir et qu'il faut une certaine obsession pour faire une carrière politique. Et comment dans leur duel, les deux présidents n'ont pas vu venir la météorite Emmanuel Macron. C'est plein de petites phrases authentiques qui, avec le recul, sont devenues très drôles. Une belle leçon de journalisme et de politique. FV

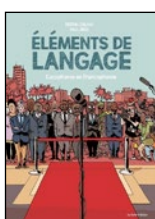
Éd. Delcourt, 2022, 120 p., 18 €



Éléments de langage

Bertin Leblanc, Paul Gros

Bertin Leblanc, ancien journaliste canadien, se retrouve porte-parole de Michaëlle Jean, la présidente de la Francophonie. Alors que celle-ci multiplie les actions sur le terrain, vole au secours des femmes, dénonce les dictatures soutenues par la France... Emmanuel Macron décide de reprendre les rênes. Il magouille pour imposer une ministre du gouvernement rwandais, pour essayer de reprendre pied dans ce pays, 25 ans après le génocide. La bataille va être rude et c'est Macron qui va gagner. Une histoire



vécue de l'intérieur, de 2016 à 2018, qui montre bien comment fonctionne la diplomatie francophone, comment les intérêts des multinationales et l'exploitation des ressources sont derrière tout le discours sur la langue française. Le colonialisme dans toute sa splendeur actuelle. MB

Éd. La Boîte à bulles, 2022, 208 p., 27 €

PMA, à la recherche d'une petite âme

Céline Gandner, Pauline P.

Récit autobiographique d'une célibataire parisienne quarantenaire qui tente de devenir mère en recourant à la procréation médicale assistée. Il y a deux lectures possibles de cette BD. La première, sensible, nous fera souffrir autant que l'autrice devant la complexité des procédures à suivre, les échecs successifs des inséminations, les relations avec ses ami·es, le stress... La deuxième lecture permet de découvrir l'artificialisation de la médecine, le corps humain pensé comme une machine de reproduction et ceci pour un coût exorbitant. À l'opposé d'un univers convivial et de basse technologie que peut soutenir l'écologie. Cela interroge. Le débat sur la PMA devrait peut-être être regardé d'un point de vue plus global car le monde ne manque pas d'enfants et il est possible de développer ses envies de parentalité sans recours à cette dérive technologique. MB

Éd. Delcourt / Encrages, 2022, 196 p., 24 €

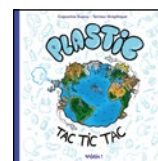


Plastic tac tac

Capucine Dupuy et Terreur graphique

Issu du pétrole, le plastique est partout : nous en mangeons, nous en buvons, nous en respirons. Ses microparticules se retrouvent dans la mer, dans l'eau, dans l'air. Mais promis, on va faire de l'économie circulaire. Demain ou après-demain. L'impossible recyclage, la recherche de plastiques végétaux, permettent à ce secteur industriel de repousser les décisions nécessaires : il faut apprendre à se passer du plastique et le plus simple, c'est encore la sobriété. En de multiples petits chapitres, moitié en BD, moitié en texte, l'ouvrage aborde tous les aspects de ce composant : comment il se fabrique, se dégrade, pollue, à quoi il sert et surtout comment on peut s'en passer. FV

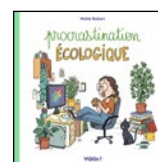
Éd. Dargaud, 2022, 160 p., 18 €



Procrastination écologique

Maïté Robert

L'autrice essaie d'adopter les gestes écologiques et raconte ses essais, ses espoirs, ses difficultés et sa flemme. S'il est facile de ne pas avoir de voiture à Paris, c'est quand même plus dur de faire du vélo que de prendre le métro. Traverser la capitale pour aller chercher des légumes (dont des endives) en Amap, c'est pour ceux et



celles qui sont bien motivées... Cela se complique lorsqu'il faut faire cela en collectif : repas de famille avec viande, week-end à la campagne avec les ami-es, promotion de ses dessins sur Instagram... Beaucoup d'autodérision (et avec une photo à chaque exemple) pour expliquer que tout n'est pas facile à commencer, à continuer... Bref, sans doute le quotidien de beaucoup d'entre nous, incohérences comprises. FV

Éd. Dargaud, 2022, 200 p., 18 €

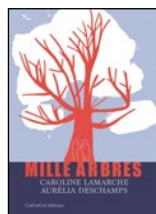
Jeunes

Mille arbres

Caroline Lamarche et Aurélia Deschamps

Dès 10 ans. Un projet d'autoroute met en péril la vie d'un village et de sa forêt communale, dont un tilleul centenaire. François et Diane, jeunes ados, rejoignent le comité qui s'oppose au projet. Lorsqu'ils construisent une cabane dans le vénérable tilleul, le père de Diane en fait un événement médiatique. Et le ministre, en période électorale, finit par reculer. Une belle écriture qui permet de passer progressivement d'une ambiance villageoise à un esprit de lutte et de finir l'ouvrage en présentant les engagements autour de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. FV

Éd. Cotsicot, 2022, 80 p., 13,50 €



Une journée d'apicultrice

Arnaud Nebbache

Dès 4 ans. Ce matin, un essaim a quitté la ruche et l'apicultrice part à sa recherche. Il s'est installé à proximité d'un grand champ où un tracteur est en train d'épandre un pesticide. Il faut vite sauver les abeilles. Une petite histoire développée sur les pages de droite, avec sur celles de gauche, une présentation des animaux, du fonctionnement de la ruche, du yoga... Très agréable à lire et à regarder. FV

Éd. Kilowatt, 2022, 32 p., 14,50 €



L'écologie tout-terrain

Hélène Rajcak et Damien Laverdunt

Dès 10 ans. Sous forme de cartes en double page, des parcours à la rencontre de très nombreuses actions écologiques possibles. Cela commence par l'observation de la nature, la lutte contre les déchets avant d'aller vers des engagements nécessitant plus de connaissances, pour déboucher sur des actions collectives : marches pour le climat, ZAD et AlterTour. Au total, plus de 250 pistes d'actions possibles avec des explications simples sur les raisons de ces actions. Un tour d'horizon très complet, avec très souvent les contacts d'associations. Pour les jeunes et les moins jeunes. MB

Éd. Milan, 2022, 120 p., 20 €



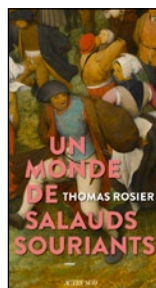
Roman

Un monde de salauds souriants

Thomas Rosier

Lucas a peur du monde et vit enfermé dans sa chambre. Mélanie, universitaire précaire, est très engagée dans le milieu alternatif. Michel, chirurgien esthétique vieillissant, ne rêve que de croissance de sa clinique tournée vers le bien-être et le coaching. Ce dernier va employer les deux autres pour faire une étude sur le marché que peuvent représenter les plus pauvres. Rien ne va se passer comme il le souhaite et Mélanie et Lucas vont s'engager dans une toute autre voie. Un livre sur la dérive marchande autour du développement personnel, sur le cynisme des financiers et sur les surprises qui peuvent les attendre. Les sourires commerciaux peuvent parfois tourner au rire grinçant. Cela démarre un peu lentement, mais ensuite, en approchant les milieux alternatifs, on apprécie de mieux en mieux. FV

Éd. Actes Sud, 2022, 240 p., 20,50 €



Azucena et les fourmis zinzines

Pinar Seleik

À Nice, une galerie de personnages humains et canins se croise et s'entrecroise autour d'un mystérieux stand près de la gare Riquier où sont distribués des paniers de fruits et légumes, mais pas que... Azucena, Gouel, Alex, Manu et les autres, tissent la toile d'une résistance faite de solidarités mais aussi de créativité, de poésie, de tendresse et de quelques petits secrets. Le récit nous embarque sur un voilier chargé d'émotions et de couleurs. On y croise aussi des réfugiés, des syndicalistes, des paysannes, des histoires de famille et de transmission d'une mémoire culturelle et militante. Le tout sur fond de lettre d'amour à Nice, cette ville qui "ne fait pas entendre sa voix tant qu'on ne s'est pas blotti contre sa poitrine pour pleurer au moins une fois, tant qu'on ne s'est pas couché dans ses bras". GG

Éd. Des Femmes, 2022, 224 p., 14 €

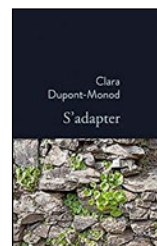


S'adapter

Clara Dupont-Monod

Un enfant lourdement handicapé arrive dans une famille cévenole. Trois histoires vues depuis les frères et sœur qui laissent montrer les différentes attitudes que l'on peut adopter face à cette situation : surprotection, colère, dégoût, empathie... Une œuvre littéraire de toute beauté qui explore les attitudes d'une famille, du voisinage, et qui nous rappelle qu'il n'y a pas une seule solution face aux difficultés. FV

Éd. Stock, 2021, 172 p., 18,50 €



Films

L'Hypothèse démocratique

Une histoire basque

Thomas Lacoste

Mêlant images d'archives et interventions de nombreux témoins du conflit, le film *L'Hypothèse démocratique. Une histoire basque* propose un récit puissant et sans concession. Un récit qui ébranle, qui enrage parfois et qui interroge sur la violence institutionnelle et sa communication fallacieuse. Mais ce film nous parle aussi de paix et des nombreux acteurs et processus qui ont mené à la résolution de ce conflit. Thomas Lacoste prend le temps de nous plonger dans cette histoire avec sincérité, laissant aux nombreux protagonistes l'opportunité de s'exprimer à leur rythme et permettant ainsi à leurs mots de nous marquer profondément. RD

Sister productions, Nour Films, 2022, 2 h 20



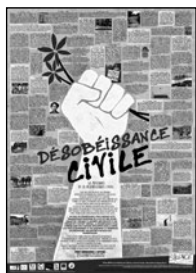
Aya

Simon Coulibaly Gillard

Aya grandit avec sa mère et son petit frère sur l'île de Lahou (Côte d'Ivoire). Elle aime cueillir des noix de coco et dormir sur le sable. La tête droite et le regard rieur, l'adolescente proclame qu'elle ne partira jamais d'ici. Pourtant la presque île où elle vit chichement est peu à peu rongée par l'océan, poussant ses habitant-es à migrer vers la capitale. Outre nous livrer des images paradisiaques, ce film fait puissamment appel à nos sens : la texture du sable, le goût du sel, l'eau des averses et la mer omniprésente, bouillonnante. La nuit, rêve et réalité se fondent dans des clairs-obsurs. Insouciance, peur et colère s'expriment à travers les paroles succinctes glanées sur le vif dans ce village en sursis climatique qui survit grâce à la solidarité entre ses habitant-es. La tragédie ne fait pas l'objet de palabres. Nous faisons corps avec ce monde tellement différent du nôtre et tellement humain. MD

Documentaire-fiction, France / Belgique, distrib. La 25e heure, 2021, 90 min.





□ Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €* Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. Cette affiche donne à voir la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour agir aujourd'hui !



□ 100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €* Un joyeux panorama qui donne voix à la variété des approches du féminisme, et vous emmène à la découverte d'horizons parfois méconnus. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

□ La voie de la sobriété, 248 p. - 18 €*** **Nouveau**

Avec des images frappantes et un grand souci de vulgarisation, l'écologiste indien Mansoor Khan explique de façon originale pourquoi notre modèle économique basé sur la croissance illimitée est voué à l'échec. "Un nouveau paradigme basé sur l'écologie réelle de notre planète." (Vandana Shiva)



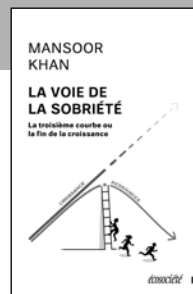
□ Manuel de transition, 212 p. - 20 €***

Ce livre accessible, clair et convaincant expose tous les outils, détails pratiques et étapes nécessaires pour préparer l'avenir en diminuant radicalement les besoins énergétiques à l'échelle de sa communauté. Avec un peu d'humour, ce qui ne gâche rien !



□ L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 12 €**

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :

* : 2 € de 1 à 3 ex., 4 € de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

** : 3 € de 1 à 2 ex., 7 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

*** : 5 € de 1 à 2 ex., 9 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

Venez nous voir les 18 et 19 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe le jeudi 18 août entre 9 h et 13 h et entre 14 h et 18 h, puis le vendredi 19 août au matin à partir de 9 h et jusqu'à épuisement des numéros à envoyer. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 15 et 16 septembre, 20 et 21 octobre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30 les mercredis 22 juin** (pour le numéro de septembre), **24 août** (pour le numéro d'octobre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de septembre, vous avez jusqu'au 29 juin ; puis jusqu'au 31 août pour le numéro d'octobre, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Rédacteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
 rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 24 = 120 € (pour la France).

Rejoignez un relai local

- **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- **Allier.** Jean-Paul Pellet, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir)
- **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84
- **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais*, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83 ; **Sud-Finistère.** Raymond Cochet, 27 rue de l'Aven Port Manech, 29920 Nevez, monmoncochet@free.fr, tél. : 06 88 05 40 35
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- **Gard.** Pascal Antonanzas, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Bessèges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

- **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- **Ile-de-France (Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, alternatives.valdebievre@gmail.com, <https://agendavalleedelabievre.jimdo.free.com> ; Céline, tél. : 06 60 54 76 47
- **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, pierre.lucarelli@revuesilence.net, tél. : 09 54 18 33 94

- **Mayenne.** Ingrid de Rom, *Les Petits Pins*, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- **Meurthe-et-Moselle.** Gérard Varinot, 54200 Toul, tél. : 03 83 64 47 27
- **Moselle.** Yann Porte, association Motris, 49 boulevard d'Alsace, 57070 Metz, yann.porte@laposte.net, tél. : 06 52 92 63 66
- **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr
- **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 Saint-Cyr-sur-Morin, biovivreenbrie@gmail.com

NUMÉROS À L'UNITÉ

Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- ☐ 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- ☐ 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- ☐ 482 La planète victime de la mode
- ☐ 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- ☐ 484 Vers des villes sans voitures
- ☐ 486 Le temps de la désobéissance civile
- ☐ 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- ☐ 488 Suisse romande (numéro régional)
- ☐ 489 Kraftwerk : une utopie réalisée ?
- ☐ 491 Jai Jagat : Les Gandhi de grand chemin

- ☐ 492 Sortir de l'apiculture intensive
- ☐ 493 Bières artisanales en effervescence
- ☐ 494 Une écologie Arc-en-ciel
- ☐ 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- ☐ 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- ☐ 498 Le numérique, son monde... et nous
- ☐ 499 L'écologie du livre
- ☐ 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- ☐ 501 Décoloniser l'écologie
- ☐ 502 Le bluff de l'économie circulaire
- ☐ 503 Sortir de l'industrie de la fleur

- ☐ 504 Faut-il vraiment planter des arbres ?
- ☐ 505 Les chantiers de l'habitat léger
- ☐ 506 Low tech, du technique au politique
- ☐ 507 Quelle place pour le sauvage ?
- ☐ 508 Méthanisation, le gaz qui n'a rien de bio
- ☐ 509 L'avion du futur, c'est le train (5,20 € l'ex.)
- ☐ 510 Résister à la militarisation (5,20 € l'ex.)
- ☐ 511 Après la Terre, détruisons l'espace (5,20 € l'ex.)
- ☐ 512 Coopératives : libérer le travail (5,20 € l'ex.)

Frais de port numéros, pour la France comme pour l'étranger :
3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6,50 € pour 4 ex. et plus.

ABONNEMENT

Abonnement par prélèvement

Mandat de prélèvement SEPA

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8,50 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 12,50 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ € (commande ci-dessous)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

Débiteur : Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE

9 rue Dumenge, BP 4215,
69241 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	☐ 24 €	☐ 30 €
Particulier 1 an, 11 n°	☐ 52 €	☐ 60 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	☐ 70 €	☐ 80 €
Soutien 1 an, 11 n°	☐ 65 € et +	☐ 70 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	☐ 89 €	☐ 100 €
Petit budget 1 an, 11 n°	☐ 35 €	☐ 42 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	☐ 120 €	Nous contacter
Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)		

Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Courriel :

☐ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RÈGLEMENT

Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
Total :				

Modes de règlement

> par chèque (à l'ordre de Silence),

> par virement : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
BIC : CCOPFRPPXXX

> en ligne sur www.revuesilence.net

> ou par prélèvement en remplissant le mandat ci-dessus

Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il vous plaît,
à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !



Deux hommes, zone des dunes, Calais, juillet 2007
Série Calais, 2006-2020



"Notre terre sacrée", le champ de bâtons à proximité de la ferme de Bellevue, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, samedi 8 octobre 2016
Série Notre-Dame-des-Landes, 2015 - en cours



La fanfare climatique vient jouer en soutien à l'occupation des Jardins Ouvriers des Vertus à Aubervilliers, menacés de destruction pour permettre la construction d'une piscine d'entraînement pour les Jeux Olympiques de Paris 2024. Aubervilliers, 8 mai 2021

Pour la vie

Bruno Serralongue a réalisé en 2022 l'exposition "Pour la vie", qui met en lumière des portraits d'individus ou de collectifs en lutte.

Le photographe va à la rencontre de communautés qui se créent autour d'un événement social et politique, ainsi que de personnes qui mènent un combat pour leurs conditions de vie.

Au fil des photos s'entrecroisent les trajectoires d'individus et l'énergie du collectif, les camps de personnes migrantes à Calais, la lutte des Premières nations d'Amérique du Nord contre les oléoducs menaçant leur environnement ou encore la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

> Une partie de cette exposition peut se retrouver dans l'ouvrage **CALAIS. Témoigner de la "Jungle" 2006-2020**, photos Bruno Serralongue, textes Jacques Rancière et Florian Ebner, bilingue français/anglais, éd. **Heni Publishing**



Judge Not, Support Sexual Preference (Ne jugez pas les orientations sexuelles mais soutenez-les), World Social Forum, Mumbai, 2004
Série World Social Forum, Mumbai, 2004